

Tandis que des centaines de milliers de réfugiés affluent aux frontières Les insurgés kurdes continuent d'opposer une résistance aux forces armées irakiennes

La France et les minorités

PEUT-on avoir une doctrine générale sur la question très complexe des minorités ? Au moment où le monde assiste au drame d'un peuple kurde que l'histoire a réduit à la condition de « minorité » dans cinq États différents, alors que les tensions que l'ordre communiste avait gelées dans l'est de l'Europe se réveillent brutalement, en Yougoslavie et en URSS notamment, et font peser une menace nouvelle sur le continent, alors que le chef de l'État français doit rendre visite dans quelques jours à des dirigeants roumains qui n'ont pas encore répondu aux revendications des Hongrois de Transylvanie, il était prévisible que ce thème fit irruption dans le discours par lequel M. François Mitterrand conclurait, jeudi 11 avril, le forum de l'École de guerre consacré à « La sécurité en Europe ».

Ce discours fut d'abord une défense des droits des minorités dont le premier est celui de leur identité au sein des États, et ce n'est pas la première fois que le président de la République se livre à un tel plaidoyer. Mais il fut aussi une fin de non-recevoir opposée aux revendications de certaines de ces communautés minoritaires, dès lors qu'elles entraînaient l'écroulement des frontières, l'écroulement des États. Qui au respect des communautés ethniques et culturelles, non aux indépendances anarchiques : telle est donc, à grands traits, la « doctrine » française.

CETTE « doctrine », qui fera d'un choix politique - celui du réalisme - car le droit seul ne suffit pas à sa mise en œuvre, une ligne de conduite tant les principes qu'il énonce sont contradictoires. On vient de voir, dans le cas des Kurdes, à quelles atrocités la communauté internationale ne pouvait assister passivement au nom du sacro-saint principe de non-ingérence. Il revient certes à la France d'avoir avec vigueur opposé à ce principe celui du devoir d'assistance humanitaire.

Mais sur le plan politique, voire moral, cela n'y change rien : la « Realpolitik » veut que, par crainte d'un processus de désintégration de l'État irakien et de désintégration des États voisins, on n'intervienne pas par les armes et qu'on n'imagine l'idée d'une « zone de protection » qu'une fois écroulées les insurrections irakiennes, d'est-à-dire quand le mal était déjà fait.

DE la même manière, comment concilier cette doctrine réaliste de M. Mitterrand avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Que fait cette doctrine, pourraient lui demander les Belges impatients de retrouver leur indépendance, du droit à la décolonisation, à l'autodétermination ?

Au moins l'Europe dispose-t-elle d'instruments collectifs qui, s'ils sont développés, peuvent permettre d'espérer que ces contradictions ne se résoudre pas dans le sang. M. Mitterrand a insisté, comme corollaire aux principes qu'il énonçait, sur l'urgence d'inventer de véritables mécanismes paneuropéens de prévention des conflits. C'est d'une certaine manière un appel à la patience et à la modération qu'a lancé jeudi à toutes les communautés minoritaires M. Mitterrand. Mais sont-elles toutes prêtes à l'entendre ?

Lire page 5 les déclarations du président de la République

Tandis que des centaines de milliers de réfugiés continuent d'affluer aux frontières, la résistance kurde n'a pas complètement cessé. Les rebelles ont déclaré, jeudi 11 avril, avoir repoussé une attaque de la garde républicaine irakienne, au nord de la ville d'Irbil, ce qu'a confirmé un journaliste occidental resté dans la région.

Le Pentagone a, pour sa part, indiqué que de violents combats avaient eu lieu près de Kirkouk. Mais on ne sait si, aux yeux des Américains, ces opérations de l'armée irakienne impliquent un rejet de la mise en garde lancée, mercredi, par Washington aux troupes de Bagdad de ne pas intervenir au Kurdistan au nord du 36° parallèle.



Lire nos informations page 3

Lendemain de fièvre au Maroc

La guerre du Golfe a réveillé les aspirations au changement de la population

RABAT

de notre envoyé spécial

Son cœur était avec le peuple irakien et sa tête avec les troupes de la coalition. Hassan II, qui aime insister sur la « forte symbiose » qui le lie à « ses » sujets et qui a pris l'Occident pour modèle, a réussi le petit exploit de se sortir, presque sans encombre, de la guerre du Golfe avec une habileté que même ses

adversaires politiques ne lui contestent pas. « Cette crise, à tous points de vue, nous l'avons bien gérée », se félicite M. Driss Bassi, ministre de l'intérieur. Le souverain chérifien a, tout de même, dû lâcher du lest pour contester une opinion publique acquise aux thèses irakiennes. Ainsi a-t-il été conduit non seulement à prendre ses sentiments en compte dans ses discours mais encore à les laisser s'exprimer dans

la rue. Comme on l'a vu lors de la manifestation - la plus imposante jamais organisée depuis l'indépendance, « marche verte » exceptée - qui, à l'appel des partis d'opposition, a rassemblé, le 3 février, à Rabat, entre 150 000 et 200 000 personnes. Malgré tout, le roi a maintenu, tant bien que mal, le cap qu'il s'était fixé. Ainsi a-t-il refusé de céder aux pressions de ceux qui réclamaient le retour des

quelque 1 200 soldats envoyés en Arabie saoudite dès le début de la crise du Golfe, rappelant, à cet égard, la mission « purement défensive » de ce contingent. De même a-t-il veillé à ce que les médias officiels sachent, en cette affaire, raison garder, laissant la presse d'opposition libre de se déchaîner contre les forces de la coalition.

JACQUES DE BARRIN
Lire la suite page 7

Les troubles et la répression au Togo

« On est fatigués d'Eyadéma »

page 7

La tournée de M. James Baker au Proche-Orient

Le secrétaire d'État évoque des « progrès » vers la paix

page 3

Marée noire en Italie

La catastrophe maritime au large de Livourne a été suivie de l'explosion d'un pétrolier

page 10

La guerre des diplomates hongrois

Le rappel de l'ambassadeur de Hongrie à Washington illustre le malaise politique qui prévaut à Budapest

page 4

Les tensions en URSS

Les réformateurs appellent à une alliance Gorbatchev-Eltine alors que les grèves se développent

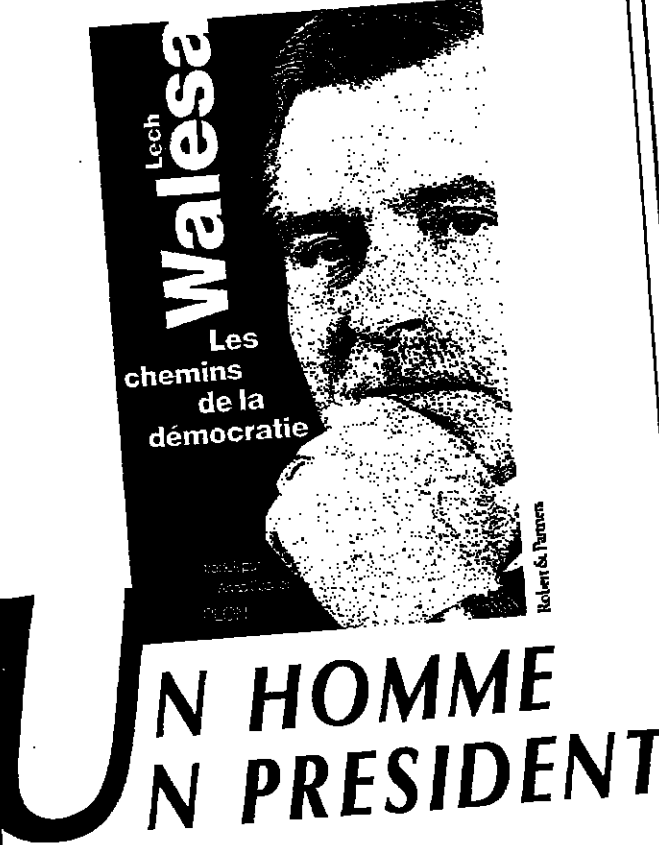
page 4

M. Mermaz flatte les agriculteurs

Le ministre a épousé les vœux des congressistes de la FNSEA

page 25

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 32



LES CHEMINS DE LA DÉMOCRATIE n'est pas une simple autobiographie, c'est un livre d'histoire : celle de Solidarność de 1980 à aujourd'hui, vue par Lech Walesa.

Édition NATHAN - Diffusion PLON

Trente ans dans l'espace

L'atterrissage discret de la navette Atlantis coïncide avec l'anniversaire du vol de Gagarine

par Jean-François Augereau

Cela se passe le 12 avril 1961 sur la base de Baïkonour, dans le Kazakhstan. Ce matin-là, à 7 h 07, Youri Gagarine s'envole pour l'espace à bord de la capsule Vostok-1 (Orient-1). Quelques minutes plus tard, les grondements des moteurs de sa fusée se sont tus, et il découvre lentement les joies de la vie en apesanteur et le spectacle inoubliable de cette planète bleue que, plus tard, nous révéleront les premiers hommes sur la Lune.

Solidement sanglé sur son siège éjectable, dans la cabine étriquée que lui ont confectionnée les ingénieurs soviétiques, Youri Gagarine, fils de paysan, qui est alors âgé de vingt-quatre ans, accomplit en cent huit minutes seulement le premier tour de la Terre en orbite spatiale.

Il entre ainsi dans l'histoire. Non sans fracas. Car, s'il est le premier homme à voler dans l'espace, il est aussi celui par qui le scandale arrive, celui qui humilie toute une nation.

Ce jour-là, en effet, l'Amérique découvre avec stupeur une nouvelle velle qui ne surprend pas vraiment ses dirigeants : elle n'est plus la première en tout. L'Ours soviétique lui a damé le pion dans un domaine technologique qu'elle considérait comme une chasse gardée. A la hâte, Washington tente bien de laver l'affront en faisant accomplir, le 5 mai, un saut de quinze minutes à l'astronaute Alan Shepard. Puis, le 20 janvier 1962, c'est au tour de John Glenn de boucler trois révolutions autour de la Terre.

Lire la suite page 10

SANS VISA

Philadelphie : les États-Unis à la source

■ Coup d'œil : l'après-Cendrars ■ Escapes ■ Giverny, cimaises d'Amérique ■ Beychevelle, les nouveaux maîtres de chais ■ La table ■ Jeux

pages 17 à 24

M0147 - 041370 - 6,00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Angleterre-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 150 PTA ; Grèce, 85 p. ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRB ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 460 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 SF ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$

سكنا من الامم

ETRANGER

IRAK Les combattants kurdes affirment avoir repoussé une attaque des troupes de Bagdad

Les combattants kurdes ont affirmé avoir mis en échec, jeudi 11 avril, une attaque d'une unité de la garde républicaine irakienne, au nord-est d'Irbil. Selon un communiqué du Front du Kurdistan d'Irak publié à Damas, des forces gouvernementales irakiennes « ont tenté à l'aube de déloger les peshmergas (combattants kurdes) du passage montagneux de Kori, situé à 10 kilomètres de la station estivale de Sulaheddine, à une trentaine de kilomètres d'Irbil ».

« L'ennemi a été obligé de battre en retraite après avoir eu 80 tués qu'il a abandonnés sur le terrain. Les peshmergas se sont emparés d'un char et de trois véhicules blindés », selon le communiqué du Front, qui rassemble les principales formations kurdes irakiennes. De son côté, un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de M. Jalal Talabani) a précisé que l'attaque de la garde républicaine n'avait pas pris l'aspect d'une vaste offensive et que les forces irakiennes n'avaient pas utilisé d'hélicoptères. Toujours selon le communiqué du Front, les forces irakiennes « avaient tenté lundi de déloger les peshmergas de leurs positions dans les régions de Kori, Sandjeh, Qoradash et Sulaymaniah. Les combattants kurdes ont affronté ces forces dans le secteur de Tall Zayn tuant 75 soldats ennemis et s'emparant de cinq véhicules ».

L'attaque irakienne et son échec ont été confirmés par un journaliste de la BBC, resté dans la zone tenue par les peshmergas, il a parlé de « fortes pertes » dans les rangs gouvernementaux. De son côté, le département d'Etat américain a indiqué jeudi que de violents combats entre Kurdes et militaires irakiens avaient éclaté près de Kirkouk. Washington a également fait état d'affrontements limités dans le sud de l'Irak. Mercredi, les Etats-Unis, évoquant notamment

l'emploi d'hélicoptères, avaient fait savoir qu'ils ne toléreraient aucune opération de l'armée irakienne au nord du 36° parallèle, c'est-à-dire dans une grande partie du Kurdistan irakien.

Par ailleurs, des officiels irakiens ont affirmé avoir exhumé, depuis 48 heures, plus de 450 corps enterrés dans quatre fosses communes près de Sulaymaniah. Ils assurent qu'il s'agit de cadavres de militaires, d'agents de la sécurité et de responsables kurdes « exécutés » par les insurgés kurdes après qu'ils eurent pris la ville, début mars.

Par ailleurs, le journal irakien Kayhan indique que « 700 000 réfugiés irakiens attendent encore dans le froid à la frontière iranienne pour entrer en Iran ».

Iran, et « pour se nourrir ont commencé à chasser des animaux sauvages ». Le journal ajoute que ces réfugiés passent la nuit dans la plaine de Chahar, dans l'est de l'Irak, frontalière avec l'Iran. « La basse température pendant la nuit dans cette plaine a rendu difficile les conditions de séjour de ces réfugiés dont le nombre est estimé à 700 000 », précise Kayhan, soulignant que « 20 500 véhicules transportant les réfugiés attendent pour entrer en territoire iranien ».

Trois cents morts

De son côté, la radio iranienne a indiqué que 300 Kurdes irakiens, « pour la plupart des enfants », qui se

« L'ingérence s'impose » affirment plusieurs personnalités françaises

Plusieurs personnalités françaises nous ont adressé l'appel suivant :

« Il faudra à un moment donné arrêter le bras du bourreau, arrêter le bras du bourreau et ne pas seulement aider ses victimes, a dit Bernard Kouchner. Il y a cinq cent mille hommes des armées alliés autour et en Irak. Ils ont gagné la guerre, ils doivent gagner la paix. C'est à eux de contraindre la dictature irakienne et d'intervenir si nécessaire pour assurer aux populations d'Irak, en particulier aux Kurdes, le droit de vivre dans la dignité sur le territoire où ils sont nés ».

« Sinon, malgré les médecins et les parachutages de vivres, nous nous rendons coupables de non-assistance à ces populations en danger de mort. Quand l'horreur n'a pas de frontières, l'ingérence s'impose ».

Premières signatures : Yves Montand, André Glucksmann, Michel-Antoine Burnier, Alexandre Minkowski, Paul Millez, Jacques Séguéla, Jean Bousquet, Alain Cayzac, Patrick Chapel, André Serik et Mario Bettati.

dirigeaient vers la ville frontalière iranienne de Baneh, étaient morts mercredi et jeudi « de froid, de faim, et de noyade » avant d'arriver à la frontière. Selon Radio-Téhéran, 280 de ces réfugiés sont morts de froid et de faim, 20 autres ont été noyés « en raison de la crue du fleuve Tchouman » pour qu'ils tentaient de traverser la frontière. La radio ajoute que « les autres réfugiés se trouvent près des frontières irakiennes, en attente d'entrer en Iran, survivant dans un état épuisant, et espèrent l'aide internationale ».

Le ministre iranien de l'Intérieur n'a pas publié de chiffres depuis lundi sur le nombre des réfugiés arrivés en Iran. Selon les derniers chiffres publiés par la presse iranienne, plus de 800 000 réfugiés, en majorité des Kurdes, ont déjà franchi la frontière iranienne. Mercredi, la radio d'Etat iranienne a annoncé que l'arrivée massive des réfugiés irakiens dans les régions frontalières de l'Iran se poursuivait à « un rythme soutenu », provoquant dans certaines villes « une saturation complète ».

A Genève, le haut-commissaire pour les réfugiés, M. Sadako Ogata, a annoncé que l'ONU avait besoin d'un total de 400,2 millions de dollars pour subvenir dans les trois mois à venir aux besoins de 1,5 million de réfugiés irakiens, en majorité des Kurdes, en Iran et en Turquie. M. Ogata a déclaré qu'il était « très inquiet » de voir que, à bord d'un avion transportant 50 tonnes de secours, affaiblis par la fatigue, afin d'évaluer la situation. Son voyage durera quatre jours.

La responsable du HCR a précisé qu'elle ne rencontrerait pas le secrétaire d'Etat américain James Baker, qui devait avoir vendredi à Genève des entretiens avec les chefs de la diplomatie de Jordanie et de trois

pays de la CEE sur l'aide aux réfugiés kurdes et sur la situation au Proche-Orient. L'aide de 400,2 millions de dollars, dont 238 millions pour les opérations du seul HCR, est une estimation des besoins d'un million de réfugiés kurdes et chiites en Iran et de 500 000 réfugiés en Turquie pour le trimestre à venir.

A Washington, le président George Bush s'est félicité de « l'énorme programme de coopération » américain pour l'aide aux réfugiés kurdes irakiens, en recevant, jeudi, les dirigeants de la Communauté européenne qui devaient la presse d'assurance en Irak. M. Jacques Santer, premier ministre du Luxembourg et président de la Commission européenne, et Jacques Delors, président de la Commission européenne, ont été reçus par M. Bush à la Maison Blanche à l'occasion de la première des réunions bi-annuelles États-Unis-CEE, prévues par une déclaration de novembre dernier sur les relations transatlantiques.

« Je suis très satisfait du remarquable programme de coopération en cours pour les réfugiés. Les souffrances des réfugiés irakiens, et les États-Unis sont en accord avec l'Europe dans l'apport de l'aide pour aider ces gens à retrouver leur pays », a déclaré M. Bush en soulignant la « merveilleuse relation » entre les États-Unis et la Communauté européenne. (AFP, AP, Reuters.)

Au Conseil de sécurité Confirmation de l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu définitif dans le Golfe

Le Conseil de sécurité a officiellement enregistré, jeudi 11 avril, l'acceptation irakienne des conditions posées à un cessez-le-feu « formel », ce qui confirme l'entrée en vigueur de celui-ci.

Le président en exercice du Conseil, l'ambassadeur de Belgique, M. Paul Natorp, a été autorisé par ses collègues à faire parvenir à l'ambassadeur d'Irak à l'ONU, M. Abdul Amir Al-Anbary, une lettre dans laquelle il lui précise que, pour le Conseil, l'acceptation irakienne est « irrévocable et inconditionnelle ».

La lettre du président se réfère explicitement à l'acceptation transmise samedi dernier par le gouvernement de Bagdad au secrétaire général de l'ONU et au président du Conseil de sécurité. « Le cessez-le-feu formel (...) est donc maintenant en vigueur », note le président, se gardant de préciser depuis quand. En effet, plusieurs diplomates estiment que, en acceptant officiellement les conditions de ce cessez-le-feu, celui-ci devenait ipso facto « formel ». Quel qu'il en soit, les combats ont cessé le 28 février et un cessez-le-feu provisoire avait été signé le 3 mars entre les commandements alliés et irakiens. Le cessez-le-feu définitif ouvre la voie au déploiement d'une force internationale de maintien de la paix à la frontière irako-koweïtienne et au retrait des troupes américaines qui occupent le sud de l'Irak depuis la fin février.

La proclamation du cessez-le-feu permanent a été rendue possible par l'acceptation irakienne de la résolution 687, votée le 3 avril, qui prévoit notamment l'élimination de l'arsenal de destruction massive dont dispose Bagdad et une ponction sur les revenus pétroliers de l'Irak afin de verser des dommages de guerre au Koweït. (AFP, Reuters.)

La visite du secrétaire d'Etat américain à Damas

M. James Baker fait état de « progrès » vers la paix

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a déclaré, jeudi 11 avril à Damas, que « des possibilités pour instaurer la paix au Proche-Orient existent et que des progrès ont été accomplis ». Dans une déclaration à l'agence officielle syrienne SANA, à l'issue d'un entretien avec son homologue syrien, M. Habib Ben Yabia, M. Baker a toutefois précisé que « beaucoup de questions doivent encore être réglées ».

Le chef de la diplomatie américaine, arrivé jeudi à Damas dans le cadre d'une tournée qui l'a déjà conduit en Turquie, en Israël et en Égypte, a ajouté, selon SANA : « Des propositions israéliennes ont été avancées, mais nous n'avons pas vu d'initiative de la part des pays arabes ». Le secrétaire d'Etat américain a obtenu

au cours de sa tournée des réponses favorables de la part de l'Égypte et d'Israël à l'idée d'une « conférence régionale » de paix.

M. Baker s'est entretenu avec le président Hafez El Assad. A l'issue de cet entretien, le porte-parole de la présidence syrienne a seulement indiqué que « M. Baker a exposé les résultats de sa tournée et de ses entretiens dans la région », précisant que « des discussions ont eu lieu sur des propositions américaines de paix dans la région ». « Les deux parties sont convenues », a ajouté le porte-parole, « de poursuivre les contacts avec le souci de parvenir à une paix juste et globale dans la région ».

M. Baker devait se rendre vendredi à Genève pour y rencontrer

son homologue jordanien, M. Taher El-Masri. La Jordanie a été vivement critiquée par les États-Unis pour ses prises de positions pro-irakiennes pendant toute la crise du Golfe.

Par ailleurs, l'Arabie saoudite a fait savoir aux États-Unis qu'elle avait cessé de soutenir financièrement l'OLP, a indiqué jeudi un haut responsable du département d'Etat. M. Baker avait rencontré jeudi au Caire le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Saoud Al Fayçal, avant de se rendre à Damas.

La radio militaire israélienne a indiqué que le premier ministre, M. Itzhak Shamir, avait présenté à son cabinet, neuf points d'accord entre Israël et les États-Unis jeudi, après la visite du secrétaire d'Etat.

M. James Baker. Voici les points énumérés par M. Shamir, selon la radio :

1. - Les deux pays acceptent le principe d'une conférence régionale de Cipro, sous l'égide des États-Unis et de l'URSS débouchant sur des négociations directes entre Israël et les pays arabes.

2. - Les deux pays admettent que l'objectif final du processus de paix ne saurait être la création d'un État palestinien.

3. - La composition de la délégation de personnalités palestiniennes de Cisjordanie et de la bande de Gaza devra être déterminée avec l'accord d'Israël.

4. - Les États-Unis n'exigent pas la présence de Palestiniens de Jérusalem-Est (annexé en 1980 par Israël)

ni de Palestiniens expulsés dans le passé par Israël au sein de cette délégation.

5. - Israël refuse tout dialogue avec l'OLP, et les États-Unis ne reprendront pas le dialogue avec la centrale palestinienne.

6. - Les deux pays sont d'accord pour estimer qu'il n'y a pas d'interprétation unique de la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU. Les États-Unis reconnaissent à Israël le droit d'avoir la sienne (la version anglaise parle de retrait israélien « de » territoires et la version française « des » territoires occupés).

7. - La résolution 242 fera l'objet de négociations entre Israël et ses interlocuteurs arabes dans la phase finale du processus.

8. - La première étape des négociations portera sur le statut d'un gouvernement autonome en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. A l'issue de trois ans de ce régime, des négociations devront s'engager sur le statut final des ces deux régions.

9. - L'URSS devra rétablir ses relations diplomatiques avec Israël (rompues depuis 1967) et accepter les principes du processus de paix pour être partie prenante à la conférence régionale. (AFP.)

Les crimes de Saddam Hussein réveillent un « éternel projet » : la cour pénale internationale

Après le premier conflit mondial, les vainqueurs voulurent faire un sort, en toute rigueur juridique, au fauteur suprême de la guerre, l'empereur d'Allemagne. A cette fin, le traité de Versailles fut enrichi d'un article prévoyant que Guillaume II serait traduit devant un tribunal international créé pour la circonstance. Les Pays-Bas ayant toujours résolument refusé d'extrader le Kaiser - qui avait trouvé refuge sur leur sol - le projet demeura lettre morte.

L'idée, cependant, a la vie dure. Au plus fort du récent conflit du Golfe, la question est pour la première fois revenue sur le tapis, brièvement agitée en forme de menace par certains responsables américains, entre autres. Ne conviendrait-il pas de juger pour crimes de guerre ou crimes contre l'humanité, après la fin des opérations, le président Saddam Hussein ? Mais comment faire puisque le tribunal pénal international, qui aurait pu en théorie remplir ce rôle, n'existe pas ?

Et pourtant, que d'efforts... L'Organisation des Nations unies, en tout cas sa commission du droit international, se préoccupe,

même si c'est avec de nombreuses équivoques, du problème, comme jadis la Société des Nations. Sans plus de résultats pour le moment. Diverses organisations internationales de juristes se penchent depuis longtemps sur la question. L'association Droit et démocratie, que préside M. Jacques Ribo, conseiller d'Etat, s'est efforcée à son tour, mercredi 10 avril, de reprendre les termes du constat courant et de formuler des propositions, si « modestes » fussent-elles.

Un précédent : Nuremberg

Le constat tient en peu de mots : l'histoire du projet d'une cour criminelle internationale n'a guère quitté jusqu'à présent les chemins de l'utopie. Seules exceptions éphémères, devant rappeler M. Michel Blum, avocat et président du Comité spécial des organisations non-gouvernementales internationales pour les mentalités internationales, seules « occasions » : le tribunal international de Nuremberg et son pendant oriental de Tokyo, après la seconde guerre mondiale. Si le

grand mérite du procès de Nuremberg fut... d'avoir eu lieu, il devait toutefois laisser nombre de juristes dubitatifs. Ainsi de l'introuvable tribunal pénal international.

Reste, selon M. André Braunschweig, président honoraire de la chambre criminelle de la Cour de cassation, une « leçon » de Nuremberg qu'il ne faut pas perdre de vue, au moment où se fait de plus en plus sentir « la nécessité d'un organisme capable de sanctionner les dictateurs et leurs exécutants » : il serait nécessaire de réserver à un tribunal pénal international les infractions les plus graves, comme le fit le tribunal de Nuremberg. Tel n'est pas l'avis général : certains ont songé à confier à une future cour criminelle internationale la répression du trafic international des stupéfiants, par exemple.

M. Jean-Pierre Monesté, procureur général près la cour d'appel de Rouen, a décrit la procédure possible, maintes fois esquissée en théorie, comme elle pouvait, dès demain, donner vie à un éventuel tribunal pénal

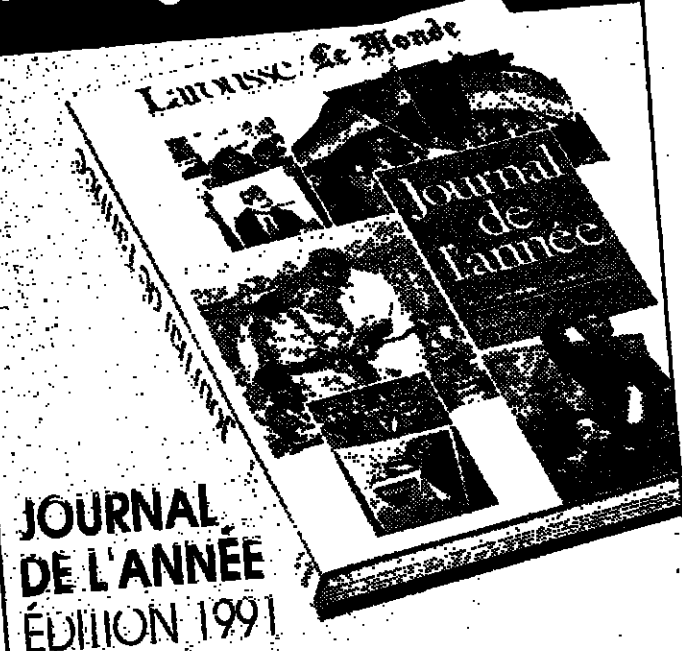
international : un procureur général des Nations unies, entouré d'adjoints et de « commissaires internationaux », recevraient les plaintes, procédant aux enquêtes préliminaires, convoquant les témoins, portant les affaires devant le tribunal, etc.

Trop beau, trop simple pour être vrai ou vraisemblable ? Le dogme de la souveraineté des nations résiste bien, même si la toute récente résolution 688 du Conseil de sécurité en érode un peu l'intangibilité. Les instances onusiennes ad hoc s'épuisent dans la rédaction des crimes contre la paix et l'humanité et remettent ainsi régulièrement aux calendes le projet de la création proprement dite d'une cour criminelle internationale.

Pour autant, il n'est pas interdit de constater avec droit et démocratie que « la conscience internationale est sans doute plus réceptive qu'elle ne l'avait jamais été à une initiative de ce genre ». Ni de se proposer d'inciter les plus hautes autorités françaises à promouvoir une conférence internationale sur le sujet. En un mot : d'espérer.

MICHEL KAJMAN

1990 : guerre ou paix ?



JOURNAL
DE L'ANNÉE
ÉDITION 1991

Larousse / Le Monde

12 mois d'actualité,
1 an d'histoire

سكنا سن الاصل

EUROPE

URSS

La classe politique se calme, mais le mécontentement social persiste

Si les mineurs en grève, soutenus par un large sentiment populaire, continuent à demander la démission de M. Gorbatchev et de son gouvernement, la classe politique dans son ensemble, à force de débattre de cette perspective qui relevait il y a six mois encore de l'indicible, semble faire des pas en arrière.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Après M. Boris Eltsine, qui a proposé une table ronde et un gouvernement fédéral de coalition - une façon de revenir sur sa demande fracassante, en février, de démission de M. Gorbatchev -, des communistes conservateurs ont annoncé jeudi 11 avril qu'ils ne cherchaient pas à éliminer M. Gorbatchev. M. Boris Guidaspov, un des représentants de ces conservateurs, qui dirige le parti de Leningrad, a déclaré, selon l'ass, que « la question de la réélection du secrétaire général du PCUS ne peut être soulevée actuellement car cela ne ferait qu'aider à la désintégration de l'URSS ».

Alors que les rumeurs allaient bon train sur une démission forcée de M. Gorbatchev de son poste de secrétaire général au prochain plénum du parti, le secrétaire général adjoint, M. Vladimir Ivachko, a annoncé, jeudi, que ce plénum, prévu fin avril ou début mai, n'aurait pas pour but de discuter de la démission de son chef, même si celle-ci pouvait être demandée par un ou plusieurs participants.

M. Ivachko tenait une conférence de presse à l'occasion de l'enregistrement légal jeudi du PCUS, au ministère de la justice, en vertu de la nouvelle loi sur les associations qui remplace le système du parti dirigeant unique, théoriquement entré en vigueur le 1er janvier, ainsi le premier parti politique à

être enregistré sur le plan fédéral et il devait être suivi, vendredi, par un obscur Parti libéral, accusé d'être un sous-marin du premier. Le Parti communiste obtient ainsi le statut juridique qui lui permet de poursuivre légalement ce qu'il faisait déjà et de plus en plus activement, c'est-à-dire mener des activités financières, commerciales et diriger le « passage au marché ».

Pendant ce temps, les grévistes demandent, entre autres, la nationalisation des biens du parti... Les mineurs du Kouzbass, au sud-est de l'Oural, devenu le noyau dur du mouvement, ont encore accentué leur pression, jeudi, en transformant leur mouvement de grève tournante en grève générale, selon l'agence non officielle Interfax. Un de leurs porte-parole, M. Piotr Popov, a déclaré qu'il s'agissait de protester contre « le refus du gouvernement de s'asseoir à la table des négociations » et que le mouvement serait poursuivi jusqu'à ce qu'il soit répondu à la demande de démission du président Gorbatchev et du Soviet suprême soviétique.

Négociations en Biélorussie

En Ukraine et en Sibirie orientale, le mouvement partiel se poursuit. A Vorkouta, dans le Grand Nord, un rassemblement de grévistes a exigé de nouveau la dissolution du Soviet suprême, un gouvernement de coalition et une « réduction de 30 % du budget du complexe militaire-industriel ». Dans l'Oural, une conférence régionale des syndicats métallurgistes a exprimé sa solidarité avec les mineurs en grève et avancé des revendications propres, menaçant de se mettre à son tour en grève si ces exigences ne sont pas examinées avant le 20 avril.

Ce serait la première extension du mouvement à d'autres secteurs, mais, de fait, beaucoup d'unités

métallurgiques sont déjà arrêtées, faute d'approvisionnement en charbon. Les hausses de prix du 2 avril n'ont pas entraîné, jusqu'à présent, l'explosion sociale généralisée que l'on redoutait. Ce sont les syndicats officiels, contrôlés par le parti et conspués là où se déroulent les grèves, qui se paient le luxe de réclamer des négociations sur des hausses de salaire, sous peine d'une grève d'avertissement à la date... du 1^{er} mai, ont-ils annoncé très sérieusement jeudi.

L'exception fut jusqu'ici la Biélorussie, où le mouvement de grève, parti spontanément le 4 avril, a été relancé de façon très organisée le 10, touchant alors l'ensemble des entreprises de la capitale, Minsk, et d'autres en province. Il a été « suspendu » jeudi, alors que la place centrale de Minsk s'était pour le second jour consécutif à nouveau emplies de manifestants, malgré un fort déploiement de forces de police et des rumeurs d'arrivée de renforts de l'armée. Les dirigeants locaux sont en effet revenus sur leur refus d'engager des négociations avec le comité de grève. Mais ces discussions se révèlent ardues, les dirigeants biélorusses ne voulant négocier que les questions de « leur compétence ». L'exception biélorusse s'expliquerait par le fait que cette République, modèle de sagesse et

pour cela choisie par M. Gorbatchev pour sa dernière tournée en province, avait su préserver un niveau d'approvisionnement acceptable aux prix d'Etat. Les hausses du 2 avril ont donc frappé ces ouvriers de front, alors qu'à Moscou et dans les autres grandes villes industrielles les dédaignés n'étaient généralement disponibles qu'à des prix déjà élevés.

Si cette grève biélorusse peut éventuellement être jugulée - au échange sans doute de nouvelles émissions monétaires accélérant la catastrophe - la seule perspective que semble envisager, pour le moment, M. Gorbatchev afin d'arrêter la grève des mineurs est d'amener M. Eltsine à appeler à la faire cesser. Ce dernier y risquerait sa popularité, mais ne rien faire, pour laisser couler son rival, pourrait lui coûter aussi cher, au moment où la plupart des voix réformatrices appellent à une nouvelle alliance des deux dirigeants. Le printemps est arrivé à Moscou, et le charbon ne représente que 19 % de l'énergie soviétique, mais le gouffre économique est là. Tous les dirigeants en sont conscients, et M. Gorbatchev semblait d'une tristesse infinie en prononçant son discours pour le trentième anniversaire du premier vol spatial de Gagarine, célébré actuellement à Moscou.

SOPHIE SHIHAB

A Tbilissi, le même jour, le président du Parlement géorgien, tirant les conséquences de la proclamation d'indépendance de mardi dernier, a lancé un appel aux autorités soviétiques pour l'ouverture de négociations et proposé la nomination de représentants pour les préparer. Le président Gamsakhourdia a toutefois déclaré, selon l'agence Interfax : « Nous devons nous attendre à une immense campagne contre les Géorgiens et n'excluons pas la possibilité d'une intervention militaire. » - (AFP, AP.)

YUGOSLAVIE : fédération ou confédération ?

Un référendum serait organisé avant la fin du mois de mai

BELGRADE

de notre correspondant

Les présidents des six Républiques de la fédération yougoslave se sont rencontrés, jeudi 11 avril, à Kranj en Slovénie, pour une nouvelle séance de pourparlers sur la crise intérieure du pays. Ce troisième « sommet des six » a abouti à une proposition relativement concrète.

En effet, puisqu'il existe deux options pour la Yougoslavie - le modèle fédéral prôné par la Serbie et le Monténégro et la « communauté d'États souverains » proposée par les quatre autres Républiques - les présidents ont estimé que chaque République devait se prononcer par référendum.

Compte tenu de la gravité de la crise, ils ont suggéré que ces consultations aient lieu avant la fin mai. Un groupe d'experts a été désigné pour définir les principes de ces référendums avant la prochaine rencontre des six dirigeants prévue la semaine prochaine à Ohrid, en Macédoine.

Pour sa part, le président slovène, M. Milan Kucan, a rappelé que la Slovénie avait déjà organisé son propre référendum le 23 décembre 1990 et qu'en accord avec les résultats de cette consultation (près de 90 % des voix pour l'indépendance) « elle se constituerait d'ici à la fin du mois de juin en un État souverain autonome et indépendant ».

Les propos de M. Kucan semblaient indiquer que la Slovénie, considérant qu'elle s'est déjà prononcée sur son avenir, va peut-être refuser de voter une seconde fois. Elle envisage son adhésion à une nouvelle « communauté yougoslave » qu'après « avoir affirmé son indépendance ».

Les six présidents ont par ailleurs demandé aux Parlements de leurs Républiques respectives d'examiner l'intention de la Slovénie de « se dissocier » de la Yougoslavie actuelle.

FLORENCE HARTMANN

HONGRIE : sur fond de malaise social et politique

Remous au sein du personnel diplomatique

Le gouvernement hongrois a confirmé jeudi 11 avril le rappel, sous quarante-huit heures, de l'ambassadeur de Hongrie à Washington, M. Peter Zwack. Cette mesure exceptionnelle est le dernier épisode d'une virulente polémique entre l'ambassadeur et le ministre hongrois des affaires étrangères, symptomatique du malaise qui règne actuellement dans la vie politique à Budapest.

On ne s'improvise pas facilement ministre, ni diplomate. Comme ses collègues d'Europe centrale, la Hongrie a subi, depuis la chute du régime communiste, les effets de la pénurie, après quarante ans de communisme, de personnel dirigeant à la fois professionnellement expérimenté et politiquement sûr.

Les polémiques personnelles au sein de la classe dirigeante, par ailleurs, sont nombreuses. En ce moment sur les bords du Danube, d'innombrables ministres anciens communistes, qui profitent de la crise sociale et politique pour relever la tête. La dernière victime de ces remous est l'ambassadeur de Hongrie aux États-Unis, nommé par Budapest de piler bagages dans les plus brefs délais après avoir publiquement accusé son ministre d'incompétence, celui-ci ripostant en l'accusant de mal manier la langue hongroise. La prochaine victime, murmure-t-on à Budapest, pourrait d'ailleurs être le ministre lui-même.

« Commissaire politique »

L'ambassadeur en question, M. Peter Zwack, est, il faut le dire, un diplomate peu ordinaire. Héritier d'une grande famille de Hongrie qui fabriquait depuis des siècles un élite très renommée dans la région, l'Unicum, il fut, alors adolescent, la Hongrie avec ses parents et la recette de l'élire lors de la prise du pouvoir par les communistes. Emigré aux États-Unis, il revint en Hongrie il y a deux ans, reprit les usages familiaux, qu'il privatisa, et remit sur pied une production que le socialisme avait réussi à ruiner. Tout naturellement, ses connexions américaines le conduisirent à se porter candidat au poste d'ambassadeur du nouveau gouvernement de M. Jozsef Antall, chef du Forum démocratique (MDF), après les élections libres de mars 1990. Le nouveau régime n'était pas très riche en diplomates, et l'Amérique revêtit désormais une importance primordiale pour la Hongrie. M. Zwack partit donc pour Washington, renonçant à sa nationalité américaine pour devenir ambassadeur.

Fortement personnel, il se trouva assez vite en désaccord avec le ministre des affaires étrangères, M. Geza Jeszenszky, un intellectuel très proche du premier ministre, M. Antall, dont il avait épousé la nièce. L'affaire se corra lorsque Budapest adjoint d'office à l'ambassadeur Zwack un « numéro deux », M. Enikő Bollobas, qui n'avait pas plus d'expérience diplomatique que lui puisqu'il enseignait jusque-là la

littérature américaine à l'université de Budapest, mais qui présentait l'avantage de faire partie des cercles dirigeants du MDF; il semble d'ailleurs que le MDF soit représenté par une personne de confiance dans toutes les grandes ambassades. C'était plus que M. Zwack put supporter et, la semaine dernière, sachant déjà condamné par Budapest, l'ambassadeur débattait tout dans une retentissante interview au grand quotidien Magyar Hirlap : M. Bollobas est un « commissaire politique », jaloux, qui plus est, de l'influence de M. Zwack aux États-Unis, dit-il, et M. Jeszenszky est un ministre « incompetent », comme il l'a prouvé notamment dans l'affaire des ventes d'armes par la Hongrie à la Croatie (qui avait fortement déçu à Washington et à Belgrade).

« Intolérable », a jugé mercredi M. Antall, qui a rappelé du même coup M. Bollobas, mais de manière moins expéditive. L'affaire pourrait être considérée comme anecdotique si une autre polémique n'était pas en train de se profiler, cette fois directement inspirée par les ex-communistes, à propos de l'ambassadeur à Paris, M. János Szavay, un autre universitaire du MDF, ancien conseiller de M. Antall. L'attaque est venue de M. Keszé Palotas, ancien ambassadeur du régime Kadar à Paris, aujourd'hui reconverti dans la représentation de Renault en Hongrie, qui n'a pas hésité à accuser M. Szavay de malversations dans une interview au quotidien Nepszabadsag. A l'origine de l'offensive de M. Palotas, la suggestion faite par M. Szavay à son gouvernement de mettre en vente la « maison hongroise » de la rue de l'Avenir, acquise avant-guerre par la Hongrie pour l'émigration et largement utilisée ensuite, dit-on dans les milieux de l'émigration, par les services secrets communistes.

Le rôle joué par les services secrets communistes dans toutes ces ambassades des pays de l'Est en Occident ne sont un secret pour personne, et la relève du personnel produit inévitablement quelques règlements de comptes. Mais l'arrogance de l'interview de M. Palotas a inquiété de nombreux observateurs, qui relèvent un ton nettement plus agressif, ces dernières semaines, dans les colonnes de Nepszabadsag, l'ancien organe du PC hongrois, devenu officiellement indépendant depuis son rachat partiel par des capitaux allemands; en fait, une bonne partie de l'ancienne rédaction est restée en place. Cet aplomb retrouvé coïncide avec une remontée dans les sondages de certains ex-leaders communistes, comme M. Miklos Nemeth (ancien premier ministre reconverti dans la BERD de M. Jacques Antall, et qui s'affirme aujourd'hui anticommuniste de toujours) ou M. Gyula Horn, ex-ministre des affaires étrangères, au moment où le gouvernement Antall se débat dans les difficultés sociales et économiques. Quant à l'ancienne star des réformateurs communistes, M. Imre Pozsgay, il songe à créer un nouveau parti avec quelques transfuges du MDF.

SYLVIE KAUFFMANN avec à Budapest, LASZLO LISZKAI

GRANDE-BRETAGNE : offensive des « thatcheriens »

Les conservateurs ultras reprochent à M. John Major son indécision

Le Parti conservateur a ses ultras, qui ne se résignent pas au départ de M. Thatcher. Absorbés par la rapidité de l'événement, en novembre dernier, et par l'extraordinaire popularité initiale de M. John Major, ils s'étaient tus. Ils redonnent de la voix en exploitant un thème qui recueille un certain écho dans l'opinion : le nouveau premier ministre serait un temporisateur, un hésitant, il aurait du mal à prendre une décision et même à savoir ce qu'il veut...

LONDRES

de notre correspondant

L'attaque la plus virulente est venue du « groupe de Bruges », mouvement de réflexion anti-européen qui tire son nom du discours prononcé dans la cité flamande en septembre 1988 par la « dame de fer » dans lequel celle-ci dénonçait le cauchemar d'un « super-État » fédéraliste européen. M. Major est accusé d'avoir « attrapé cette maladie européenne, l'indécision ». Plus encore, il chercherait à compenser ce manque de volonté politique par le remède traditionnel utilisé dans les instances communautaires, la « gévulation ». Le « groupe de Bruges » en veut pour preuve l'appel, non appuyé par la force, à la création de « zones de sécurité » pour les Kurdes dans le nord de l'Irak. M. Major a eu tort de parler sans agir, et surtout de parler à Luxembourg lors d'un sommet européen.

Le coraie du président

Tout cela ne serait pas arrivé, disent les ultras, si M. Thatcher était restée au pouvoir. Elle n'aurait pas laissé le faible et vacillant président Bush terminer la guerre du Golfe sans en avoir fini avec M. Saddam Hussein. « L'homme de cette erreur commence seulement à apparaître. Est-ce que le prix à payer pour le renversement de M. Thatcher va être la sang de milliers d'innocents ? », demande le « Groupe de Bruges ».

L'argument est un peu gros. Rien ne prouve en effet que Mme Thatcher aurait pu - ou voulu - imposer à M. Bush d'aller jusqu'à Bagdad. Mais il repose sur une

certaine idée qu'elle se faisait de son rôle dans les affaires internationales. Elle se voyait volontiers comme le coraie de tout président américain, quel qu'il soit. A elle de le mettre, discrètement, dans le bon chemin. Pas question en tout cas, pour M. Thatcher, d'aller proposer d'audacieuses initiatives de politique étrangère à ces Européens compliqués et divisés.

L'attaque contre M. Major revêt d'autant plus de poids que le premier ministre avait d'abord si muet sur la tragédie kurde et qu'il ne s'était révélé qu'après que M. Thatcher elle-même eut élevé la voix. Et surtout, M. Thatcher est depuis le 4 janvier présidente d'honneur du « groupe de Bruges ».

Elle est venue jeudi au secours de M. Major en déclarant qu'elle n'avait pas eu connaissance à l'avance de la déclaration de l'organisation qu'elle est supposée présider, qu'elle était « en total désaccord avec celle-ci », et qu'elle « soutenait loyalement le président Bush et le premier ministre Major dans leur tâche ». Elle n'est pas allée cependant jusqu'à dire qu'elle approuvait la démarche de M. Major à Luxembourg en faveur des Kurdes.

Cette affaire a provoqué des remous au sein du Parti conservateur. Une centaine de parlementaires sont des sympathisants du « groupe de Bruges » et se sont aperçus à l'occasion que cette organisation publiait des communiqués sans les consulter. Les deux auteurs de la déclaration sont sur la sellette. L'un d'eux, M. Patrick Robertson, n'a que vingt-deux ans, mais il est le secrétaire du « groupe de Bruges ». Les conservateurs fidèles à M. Major ont contre-attaqué en affirmant que tout cela n'était que des « gamineries ».

M. Major a décidé d'enquêter quelques problèmes avec les jeunes militants. M. Murdoch Fraser, président des Jeunes Conservateurs, avait entonné le même refrain le 6 avril dernier. « Avec Margaret Thatcher à la tête du parti, avait-il dit, nous savions exactement où nous allions. Avec John Major, nous ne sommes plus si sûrs. »

DOMINIQUE DHOMBRES

A TRAVERS LE MONDE

CAMEROUN

Le président annonce des législatives anticipées

Le chef de l'Etat, M. Paul Biya, a annoncé, jeudi 11 avril, dans un entretien radio-télévisé, la création d'un poste de premier ministre et des élections législatives anticipées avant la fin de l'année. La Constitution sera révisée et la nouvelle Assemblée nationale aura à examiner deux projets de loi, l'un sur le nouveau code électoral et l'autre sur une amnistie générale en faveur des détenus politiques.

M. Biya a, d'autre part, affirmé qu'il souhaitait rester à la tête du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), le parti au pouvoir « pour ne pas décevoir les militants qui m'ont élu, et pour ne pas fausser le jeu démocratique déjà engagé ». « J'y suis, n'en déplaise à certaines personnes, et je demande au peuple camerounais de me faire confiance », a-t-il ajouté. - (AFP.)

CHINE

Arrestation de l'auteur d'un poème critiquant M. Li Peng

L'auteur d'un poème subversif publié en mars dernier dans l'édition d'outremer du Quotidien du peuple (Le Monde du 27 mars) a été arrêté dans le sud de la Chine alors qu'il tentait de fuir le pays, a-on appris mercredi 10 avril de sources chinoises concordantes. Selon ces sources, l'auteur du poème était chargé, au sein du journal, de la page réservée au courrier des étudiants chinois à l'étranger. Le lendemain de la publication du poème, il s'était enfui à Shenzhen, à la frontière avec Hongkong.

Ce poème, qui avait trompé la vigilance des censeurs et était devenu le principal sujet de conversation dans les unités de travail chinoises, s'il était lu en diagonale, disait : « Li Peng, démissionne pour que s'apaise la colère du peuple ! » Interrogé il y a quelques jours, à la fin de la session parlementaire, le premier ministre avait répondu que cet incident était « une question sans importance qui ne méritait pas d'être

mentionnée ». Sans importance, peut-être, mais qui aura quand même déclenché une chasse à l'homme pour attraper le coupable.

ÉTATS-UNIS

M. Tsongas candidat à la prochaine élection présidentielle

Un ancien sénateur démocrate du Massachusetts, M. Paul Tsongas, cinquante ans, a annoncé jeudi 11 avril son intention d'être candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de 1992. Lors d'une conférence de presse à Washington, il a précisé que sa candidature sera officielle le 30 avril, et qu'il axera sa campagne essentiellement sur les problèmes économiques. Il accuse les récentes administrations républicaines d'avoir été « généralement immorales » et d'être responsables de l'augmentation de la dette ainsi que de la « vente » de l'Amérique aux intérêts étrangers. « Tout le sang, le sueur et les larmes de nos ancêtres », a-t-il dit, sont sous le marteau du commissaire-priseur. - (AFP.)

ITALIE

Vers un nouveau gouvernement Andreotti

Au terme de quarante-huit heures de négociations, M. Giulio Andreotti (démocrate-chrétien) a obtenu, jeudi soir 11 avril, de ses quatre partenaires de la coalition sortante un accord de principe pour poursuivre l'élaboration de son programme en vue de la formation d'un nouveau gouvernement. Les secrétaires généraux des partis socialiste, républicain, libéral, social-démocrate et démocrate-chrétien ont donné leur « feu vert » afin de constituer le 50^e gouvernement de l'après-guerre. M. Andreotti avait démissionné de ses fonctions de président du Conseil le 29 mars à la suite de virulentes attaques du Parti socialiste (PSI) concernant l'immobilisme des institutions. Puis il avait été chargé le 5 avril par le président de la République, M. Francesco Cossiga, de former un nouveau gouvernement. - (AFP.)

de l'Europe de l'Est dans le

l'ennemi c'est

مركزنا للأعمال

6 Le Monde • Samedi 13 avril 1991 •

(Publicité)

URGENCE

Nous en appelons au Public qui aime le Privé.

Nous en appelons aux 67 %* de Français qui sont favorables au système de santé mixte Privé/Public.

Nous en appelons aux Français qui sont attachés à leur droit de choisir leur établissement et leur médecin.

Nous en appelons aux Français qui redoutent un système de santé rationné et des listes d'attente.

Nous en appelons aux Français pour défendre leurs cliniques face aux mesures et aux projets du Gouvernement qui asphyxient l'Hospitalisation Privée.

L'Hospitalisation privée

Fédération Intersyndicale des Etablissements de l'Hospitalisation Privée
81, rue de Monceau - 75008 Paris

*Sondage BVA réalisé auprès de 1.000 personnes selon la méthode des quotas - Avril 1991

IMAGE ET STRATEGIE
EUROPE

POLITIQUE

En réponse à la motion de censure

M. Michel Rocard lance un appel à la dignité et au sérieux du débat politique

La motion de censure déposée par l'opposition, au titre de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution, afin de dénoncer la « confusion des pouvoirs », a recueilli, jeudi 11 avril, 261 voix, alors que la majorité requise était de 289 voix. A l'exception de deux députés qui, en raison d'erreurs de procédure, n'ont pu participer au scrutin, les groupes RPR, UDF et UDC ont fait le plein des voix. Sept députés non inscrits se sont joints à eux, parmi lesquels MM. Jean-Michel Duhamel et Michel Noir (ex-RPR), ainsi que M. Jacques Houssin, suppléant du ministre délégué à la santé, M. Bruno Durieux.

Déposée à la hâte après le brusque accès de colère qui avait saisi l'Assemblée nationale le 9 avril, cette motion ne menaçait pas le gouvernement de M. Michel Rocard, puisque le groupe communiste avait fait savoir à l'avance qu'il ne joindrait pas ses voix à celles de la droite. Dans sa réponse aux députés, le premier ministre a annoncé qu'un projet de loi sur les écoutes téléphoniques sera présenté au Parlement au cours de la session de printemps. Il a exprimé, aussi, le vœu que soit rejeté, en même temps que la motion, « le goût irresponsable pour les polémiques indues ».

Pendant des semaines, lors de la dernière session parlementaire d'automne, l'ex-inspecteur Antoine Gaudino avait connu des heures de gloire quand, tour à tour, des députés de l'opposition s'étaient appuyés sur son livre, *Enquête impossible*, pour interpellier, chaque mercredi, le garde des sceaux, M. Henri Nallet, sur les bureaux d'études du Parti socialiste et le financement de la campagne électorale du président de la République en 1988. Le « petit juge » du Mans, M. Thierry Jean-Pierre, pourra se flat-

ter, désormais, d'avoir été, bien indirectement sans doute, à l'origine de la onzième motion de censure déposée par l'opposition contre le gouvernement de M. Michel Rocard.

Pouvait-on véritablement envisager de voir remis en cause le jeu habituel des institutions pour un juge dessaisi de son dossier, un dimanche après-midi, rue de Roches, à Paris, fil-à-fil de l'un des anciens bureaux d'études du parti au pouvoir ? Il était clair, jeudi 11 avril, au tout début du débat de censure à l'Assemblée nationale, que personne, en fait, n'y avait jamais cru. La veille, M. André Lajoinie avait déjà mis fin à l'improbable suspense en annonçant que le groupe communiste ne saurait « blanchir (la droite) dans sa responsabilité partagée avec le pouvoir socialiste d'atteinte à l'indépendance et au bon fonctionnement de la justice ».

Une petite moitié de députés seulement s'étaient déplacés pour cette motion de censure dépourvue d'enjeu politique lorsque le premier orateur inscrit, M. Georges Chavanes (UDC, Charente), a commencé son propos. « L'indépendance de la justice est atteinte, et la ville dont je suis le maire l'a durement éprouvée », a déclaré le maire d'Angoulême, qui s'est référé aux sondages pour affirmer : « Les Français ne comprennent plus pourquoi toutes les procédures légales sont bloquées. La justice, a-t-il expliqué, fonctionne à deux vitesses : l'une pour les délinquants ordinaires, l'autre pour les élus. Il arrive, en outre, a-t-il lancé aux socialistes, qu'on fasse le tri, parmi les élus, entre ceux qui sont de votre camp et les autres ». « Ne gardez plus le pouvoir d'entraver les affaires qui vous gênent et de faire décoller celles qui vous arrangent », a demandé M. Chavanes au premier ministre.

M. Madelin :
« Les serviteurs du parti »

Cependant, après la séance agitée du 9 avril et celle des questions d'actualité du lendemain, le thème des « affaires » paraît à ce point épuisé que le représentant de l'UDC n'a consommé que la moitié de son temps de parole. Son successeur à la tribune, M. Alain Madelin (UDF, Ile-et-Vilaine), sera presque aussi bref, mais un peu plus mordant. « Jusqu'à présent, l'opposition a fait

preuve de beaucoup de retenue », affirme-t-il. Apparemment, peu convaincus, quelques députés socialistes sortent de leur torpente en criant : « Ordre nouveau ! » Insensible à ce rappel du passé, M. Madelin poursuit : « Lorsque, par idéologie ou par goût du pouvoir, on se dit, trop souvent, que la fin justifie les moyens, les serviteurs du parti l'emportent sur les serviteurs de l'Etat ».

Au premier ministre, qui l'écoute alors au banc du gouvernement en compagnie de MM. Jean Popere et Henri Nallet — une dizaine de membres du gouvernement passeront plus tard, à un moment ou à un autre, dans l'hémicycle — le numéro deux du Parti républicain lance encore : « Ne soyez pas surpris de la foudre de la justice ! Ne cherchez pas de complaisance à l'origine de cette révolte morale, il y a, tout d'abord, la loi d'amnistie, une amnistie sur mesure, une amnistie cousue de fil rose ».

Le troisième orateur de l'opposition, M. Bernard Pons, président du groupe RPR, monte encore d'un ton. Le récent dessaisissement du juge Jean-Pierre Coste « une erreur de trop », « un détournement patent et sans précédent de procédure », M. Pons a été choqué d'entendre le garde des sceaux « affirmer qu'aucun parti n'aurait été à l'abri de financements occultes, que certains mouvements d'opposition auraient peut-être fait pire que le Parti socialiste ». « Comment tolérer que certains des plus hauts responsables de l'Etat se retranchent derrière des allégations vagues, sans le moindre début de preuve, et des menaces en demi-teinte, pour qu'on demande de manière pitoyable l'indulgence de l'opinion publique et l'impunité devant la justice ? », s'indigne le député de Paris. Il conclut par cet appel à la dissolution de l'Assemblée nationale : « Il est des moments, dans la vie de la République, où le peuple doit être jugé. C'est donc au président de la République, garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire, de prendre la décision qui s'impose, comme la Constitution lui en donne les moyens. A travers vous, monsieur le premier ministre, c'est le chef de l'Etat qui est interpellé ».

Après avoir, le porte-parole du groupe communiste, M. Georges Hage (Nord) avait expliqué que, selon lui, « à l'origine des scandales, il y a la domination tutélaire de l'exécutif pré-

sidentiel, qui ne cesse de déséquilibrer les institutions ». Puis, rappelant que son groupe avait été le seul à s'opposer à la loi d'amnistie, il avait expliqué la position de son groupe face à la censure : « S'agissant de la justice, les communistes ne peuvent pas apporter leur caution aux auteurs de la loi « antiscandales » ou de la loi « sécurité et liberté » (...). Les députés communistes sont en désaccord avec la politique du gouvernement. Ils pourront être de nouveaux amenés dans l'avenir à censurer le gouvernement, [mais] ils ne peuvent participer à cette opération politicienne de blanchiment de la droite ».

M. Mauroy :
« Cessons de jouer ! »

Tour à tour, M. Pierre Mauroy et M. Michel Rocard vont formuler une même mise en garde à l'adresse des élus qui se constituent, à bon prix, un fonds de commerce avec l'exploitation régulière des « affaires ». « D'un fait divers judiciaire, vous cherchez à faire le symbole d'une perversion générale de la morale républicaine et de l'Etat de droit », a affirmé le premier secrétaire du Parti socialiste, avant de

reconnaître, crânement, qu'en effet, des bureaux d'études ont permis, dans le passé, de financer des campagnes électorales. « Désormais, affirme M. Mauroy, le problème est réglé par la loi. Alors, cessons de jouer ! Vous voulez affaiblir le Parti socialiste ? Mais au total, ce que vous affaiblirez, c'est la crédibilité de la politique ! »

Le premier ministre, dans sa réponse aux députés, enchaîne sur le même registre. « Oui, dit-il, il y a eu des illégalités. Nous le savons tous, et nous devons le dire aux Français. Oui, la démocratie a fonctionné pendant des décennies sans que jamais on en assure le financement. Et puisque « le hasard » a fait de M. Rocard un premier ministre en une période où l'on revient constamment sur le passé », il souhaite en parler. La réplique est cinglante : « M. Pons, j'ai atteint l'âge où l'on est en mesure d'apprécier les professeurs : vous n'êtes pas celui qui me paraît le mieux qualifié. Nous avons eu à traiter le même dossier (la Nouvelle-Calédonie) à quel-ques jours de distance et j'y ai découvert une autre vision de la République, des droits de l'homme, de l'art de négocier et du respect de la justice ».

Le premier ministre préférait, surtout, « assainir l'avenir ». Il souhaite, « avec respect », que la Cour de cassation puisse accélérer ses travaux, afin que le procès d'Urbat puisse avoir lieu au plus vite et que cesse le temps des affaires. « Alors, peut-être, prendra fin cette situation aberrante par laquelle les hommes politiques, au moment précis où ils déploient enfin des efforts réels dans le sens de l'assainissement, de la transparence et de la moralisation, mettent toute leur énergie à donner d'eux-mêmes une image collective assez peu réjouissante. » Pour preuve de sa détermination, M. Rocard annonce que le projet de loi sur les écoutes téléphoniques vient d'être transmis au Conseil d'Etat, que le conseil des ministres en sera saisi au mois de mai prochain, et « le Parlement aussitôt après ».

Le premier ministre achève son propos par un appel à la représentation nationale. « Je ne saurais me résigner, déclare-t-il, aux contrastes saisissants entre la dignité collective de février et les excès d'avril, entre le sérieux des débats législatifs et le chaos des séances de questions. Pour quel étrange machinisme les élus s'emprennent-ils de pitié, avec une sorte de frénésie, leur image de dignité et de sérieux, dignité et sérieux que nous savons, nous, être présents le plus souvent, et pas seulement durant le conflit du Golfe, mais qu'on semble cacher comme s'ils étaient honteux ? Cette motion sera rejetée. J'espère que seront rejetés avec elle le goût irresponsable des polémiques indues et l'image effaçante et bruyante que ne méritent ni l'Etat, ni la démocratie, ni les élus que vous êtes ».

JEAN-LOUIS SAUX

o M. Wacheux quitte le groupe socialiste. — M. Marcel Wacheux, député du Pas-de-Calais, qui avait annoncé, le 8 avril, sa démission du Parti socialiste (*Le Monde* du 10 avril), a rejoint officiellement, jeudi 11 avril, le groupe des non-inscrits à l'Assemblée nationale. Le nombre de députés appartenant au groupe socialiste est, désormais, de deux cent cinquante-trois, au lieu de deux cent cinquante-quatre. Les non-inscrits passent de vingt à vingt et un députés.

L'analyse du scrutin

La motion de censure sur « la confusion des pouvoirs », déposée par MM. Pierre Méhaignerie (UDC), Charles Millon (UDF), Bernard Pons (RPR) et soixante de leurs collègues, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, a recueilli 261 voix, la majorité requise étant de 289. Ont voté pour :

— 39 députés UDC sur 39 ;
— 7 députés non-inscrits sur 21 : MM. Jean-Michel Duhamel, Jacques Houssin, Michel Noir, Jean Royer, Christian Spiller, Mme Marie-Françoise Stébois, M. André Thien Ah Koon. La dernière motion de censure déposée au titre de l'article 49, alinéa 2, remonte au 9 mai 1990. Elle portait sur l'application de l'amnistie et avait recueilli 262 voix (128 RPR, 91 UDF, 40 UDC et 3 non-inscrits).

M. Giscard d'Estaing souhaite améliorer le fonctionnement de la justice

M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré, jeudi 11 avril sur TF 1, qu'il va demander aux parlementaires de l'UDF « de réfléchir et d'essayer de présenter un texte pour renforcer l'indépendance de la justice ». Favorable en outre à une « amélioration » de la Constitution sur le Conseil supérieur de la magistrature, l'ancien président de la République a « mis en défi un seul magistrat de pouvoir dire que entre 1974 et 1981, il ait reçu une intervention de [sa] part ».

A propos du dessaisissement du juge d'instruction du Mans, M. Thierry Jean-Pierre, M. Giscard d'Estaing a expliqué qu'« une faute peut être sanctionnée », mais que « la sanction ne doit pas prendre la forme d'une interruption de procédure ». « On ne doit pas faire apparaître, a-t-il ajouté, que l'exécutif intervient dans le déroulement de la procédure en disant qu'il est mécontent, à tort ou à raison, de manière dont les choses se passent ».

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

Vivre avec les « affaires »

Suite de la première page

Celui dont on ne cesse d'annoncer la chute et sur le sort duquel il est de bon ton de s'apitoyer, non seulement l'a échappé belle (fragilité par l'attitude du président de la République et de ses amis, il s'est retrouvé en position de loyal bouclier de celui-ci), mais il s'est surtout bien défendu.

Il s'est élevé au-dessus des contingences du moment pour en appeler à la légitimité de la politique, faisant observer au passage qu'il est le premier à avoir eu le courage de réglementer le financement de la vie publique. Il était difficile au demeurant, pour la droite, d'obtenir que M. Rocard, chutant sur les « affaires », incarne, si peu que ce soit, la corruption.

M. Giscard d'Estaing, lui aussi, tient le choc : il était dans son rôle lorsqu'il a demandé « l'assainissement » de la vie publique, il a plaidé pour l'indépendance de la justice. Cette revendication, fil-à-fil, émise d'ailleurs dans les termes utilisés par la gauche d'avant mai 1981, ne peut que susciter, comme il y a dix ans, l'adhésion. Il n'est d'ailleurs pas inutile de se souvenir que la procédure française elle-même crée une imbrica-

tion avec le pouvoir politique qui est d'ordre institutionnel, et que le système français n'apporte pas un niveau de garantie suffisant pour le justiciable si l'on se réfère aux critères en vigueur dans les grandes démocraties occidentales.

Il n'est donc pas davantage inutile d'entendre le garde des sceaux promettre d'y porter remède en réformant le statut de la magistrature et celui du Conseil supérieur de la magistrature.

Le parti
des fausses factures

Le résultat recherché par l'opposition n'était certes pas si ambitieux : elle attendait une occasion de se resouder. Elle n'a pas manqué celle qui lui a été donnée d'accrocher au passage à la gauche un gilet — que cette dernière lui réservait d'ordinaire, — à savoir l'abus de pouvoir. Philosophant naguère sur le « règne » de Giscard d'Estaing, M. Mitterrand citait souvent Thuycide pour qui « tout homme ne tousse au bout de son pouvoir ». M. Giscard d'Estaing ne fait jamais, comme on dit, que lui retourner aujourd'hui le compliment.

Cet argument-là ne laisse jamais

l'opinion insensible. Peu importe qu'en l'espèce ce soit le juge du Mans qui ait commis un abus de pouvoir : le mal est fait. Et, au fil des mois, voilà le PS affublé du triste titre de parti des fausses factures. C'est injuste, car on oublie qu'avant la nouvelle loi l'illégalité était obligatoire. Quiconque dépensait un centime pour une campagne électorale était en fait hors la loi. Parmi les coupables d'illégalité, il y a ceux qui se sont fait prendre, les socialistes (du fait de la centralisation de leur système de financement), et les autres ; de même qu'il y a l'affaire Urbat-Gracco, et les autres (Cogedim, Scrag), sans parler du serpent de mer que sont les liens financiers de certains partis avec l'Irak. Mais l'hypocrisie n'a jamais fait obstacle à l'efficacité.

Au-delà des interrogations que l'on peut nourrir, rétrospectivement, sur la solidité de l'« effet Golfe » dans l'opinion, compte tenu de la rapidité avec laquelle celui-ci paraît avoir été effacé, au-delà de celles que suscite l'attitude des socialistes eux-mêmes qui, dans un premier temps, ont donné des signes de désarroi surprenants, comme s'il y avait le feu au lac, ou comme s'ils avaient été pris la main dans le sac, il n'y a guère, en fait, de parade : il n'y a pas d'occasion qui permette véritablement de crever l'abcès : il va falloir s'habituer à vivre avec « les affaires », et l'opinion risque d'être chaque jour davantage convaincue que, décidément, la corruption règne. Cette dernière n'est pourtant

pas l'apanage de la classe politique. Cette société qui accable la politique et les politiques devrait s'interroger sur son propre rapport à l'argent. Au cœur de tous les débats hexagonaux, il y a aujourd'hui l'argent.

Le rapport
à l'argent

La corruption a progressé partout et la politique s'est, hélas, mise au goût du jour ; elle se conforme à l'air du temps. Le contraste est évidemment brutal entre la politique prise au piège d'une banalisation de l'argent et la révolte de certaines banlieues qui aspirent, elles aussi, entre autres demandes, à consommer.

Comment dans ces conditions faire admettre ne serait-ce que l'idée de l'intérêt général ? Ces affaires, en tout cas, ne sont pas seulement le signe que la gauche s'est débarrassée — avec quelle ardeur ! — de l'une de ses dernières culpabilités ; elle a peut-être perdu, aux yeux d'une partie de ceux qui traditionnellement lui faisaient confiance, sa raison d'être.

Dans l'immédiat, il est essentiel d'obtenir que les faits non couverts par l'amnistie soient sanctionnés. Il y a fort à parier cependant que la venue rapide du procès de M. Gérard Monate, pour souhaitable qu'elle soit, ne résoudra rien car, juge ou opposant, voire juge et opposant, — surtout si l'on vit, comme les députés MM. Bayrou ou Pons, dans la fascination du processus qui conduit à la démission de M. Richard Nixon, — il se trouvera

toujours quelqu'un pour entretenir le feuillet et tenter de remonter jusqu'au président ; et cela quel que soit le titulaire du poste de premier ministre. Que M. Monate soit condamné, et l'on dira avec quelque raison que seul le « lampiste » trinquait ; qu'il soit pardonné, et l'on criera au scandale.

Il serait pourtant utile à tous que l'indignation calculée des uns et sincère des autres soit transformée promptement en vigile commune dans l'application de la loi, en droit d'ingérence démocratique en quelque sorte.

JEAN-MARIE COLOMBANI

o Sondage : la droite et la gauche également concernées. — Un sondage réalisé par l'Institut BVA auprès de huit cents personnes interrogées par téléphone, les 10 et 11 avril, pour l'émission « Le point sur la table », jeudi 11 avril, sur TF 1, indique que 52 % des Français estiment que l'opposition a eu raison de déposer une motion de censure contre le gouvernement à propos des affaires politico-judiciaires. 42 % affirment qu'ils l'auraient votée s'ils étaient députés, 28 % disent qu'ils ne l'auraient pas votée, 30 % ne se prononcent pas. Selon 71 % des personnes interrogées, les malversations liées au financement des partis politiques concernent autant l'opposition que la majorité.

L'ALLUMETTE. Mode d'emploi : installez-vous en face du volant, attachez-vous bien, prenez la clé, allumez la Mi.

Mode d'emploi : installez-vous en face du volant, attachez-vous bien, prenez la clé, allumez la Mi.

هكذا من الاصل

POLITIQUE

La réforme du code pénal

M. Kiejman veut renforcer la protection de la personne humaine

M. Georges Kiejman, ministre délégué à la justice, a présenté, mercredi 10 avril, aux membres de la commission des lois du Sénat, le livre II du code pénal, qui devrait être examiné en première lecture, pendant cette session, par les deux Assemblées. Ce livre II, relatif aux infractions contre les personnes, comporte plusieurs innovations destinées à « renforcer la protection de la personne humaine ».

L'ancien membre de la commission de révision du code pénal, devenu ministre délégué à la justice et chargé, à ce titre, de défendre une réforme dont il a été le « coauteur », n'a pas caché sa « satisfaction personnelle », en présentant le projet de livre II à la commission des lois du Sénat. Après s'être félicité de l'accord intervenu, la semaine dernière, entre les deux Assemblées, sur le livre I du code pénal, qui fixe les « grands principes » (le Monde du 5 avril), M. Kiejman a détaillé les principales innovations contenues dans la deuxième partie de ce monument législatif qui est la réforme du code Napoléon.

En près de deux siècles, la notion d'« atteinte à la personne humaine » a profondément évolué.

Modification de l'échelle des peines

C'est cette évolution que doit traduire le futur code pénal, en faisant figurer un certain nombre de crimes ou délits nouveaux dans le livre II. Il en est ainsi des « crimes contre l'humanité », énoncés pour la première fois par le tribunal militaire international de Nuremberg et qui n'avaient pas été, jusqu'alors, érigés en infraction autonome dans le droit français. Les actes de torture et de barbarie ne sont, aujourd'hui, pris en compte qu'au titre de « circonstances aggravantes » dans les cas de meurtre, de violences volontaires ou de viols. Les auteurs reconnus coupables de tels crimes, définis par la

Convention internationale contre la torture, ratifiée par la France en 1987, seront passibles de vingt ans de réclusion criminelle ou de la réclusion à perpétuité si les faits ont entraîné le décès de la victime.

Pour renforcer les sanctions liées à la délinquance routière et aux accidents du travail, le projet réprime d'un an d'emprisonnement le fait d'exposer autrui « à un risque immédiat de mort, par la violation délibérée d'une obligation de sécurité ou de prudence », même lorsqu'il n'y a pas de victime. Les violences conjugales sont érigées en délit, même lorsqu'elles entraînent une incapacité de travail inférieure à huit jours.

Le projet de code pénal contient une nouvelle disposition qui risque de faire l'objet de débats passionnés au Parlement : l'incrimination des entraves à l'exercice des libertés d'expression, d'association, de réunion ou de manifestation, lorsqu'elles sont le fait de particuliers.

Enfin, les dispositions adoptées en commission mixte paritaire (CMP) la semaine dernière, sur le livre I du code pénal, ont, elles aussi, été prises en compte. La modification de l'échelle des peines, dans un sens plus répressif, pourrait conduire les sénateurs et les députés à requalifier certains délits. M. Kiejman a évoqué le cas du viol, puni aujourd'hui de dix ans de réclusion criminelle. La CMP ayant fixé à quinze ans le seuil minimal de la réclusion criminelle, la question se pose de savoir si le viol doit être correctionnalisé, ou si l'on doit lui conserver sa nature criminelle, en augmentant donc les peines prévues par le texte actuel.

Il revient, maintenant, aux deux Assemblées de poursuivre la lourde et noble tâche commencée à l'automne 1989 : l'élaboration de ce qui devra être, le plus longtemps possible, « le reflet des valeurs de notre société ».

P. R.-D.

Au Sénat

Nouveau refus du statut de la Corse

A l'issue du premier examen du projet de loi reformant le statut de la Corse, le gouvernement et la majorité sénatoriale n'avaient pu constater l'incompatibilité de leurs positions respectives, qui devaient sanctionner, par la suite, l'échec de la commission mixte paritaire (députés-sénateurs) réunie de droit, le texte étant examiné selon la procédure d'urgence.

L'Assemblée nationale ayant restauré l'identité, après leur expression par les sénateurs, les dispositions majeures souhaitées par le gouvernement (reconnaissance du « peuple corse », création d'un pouvoir exécutif autonome, refonte des listes électorales), la majorité sénatoriale, en nouvelle lecture, pouvait soit établir sa version du projet, soit abréger les débats en recourant aux techniques de procédures dont elle a la maîtrise.

C'est la deuxième solution qui a été retenue. « La seule arme qui nous reste, c'est celle de la question

préalable [qui dispose qu'il n'y a pas lieu à délibérer], c'est une arme politique », a expliqué M. Jacques Larché, rapporteur du projet et président de la commission des lois. Le choix de M. Larché n'a pourtant pas fait l'unanimité. Les centristes ont refusé de prendre part au vote. M. Larché les a donc déclarés en déclarant que, « dans de tels débats, les arguments de procédure ne sont pas de mise ».

Le président du groupe centriste, M. Daniel Hoefel, s'est efforcé d'arrondir les angles en assurant, dans les couloirs, « pour dissiper toute équivoque », qu'il signera la demande de saisine du Conseil constitutionnel que la majorité sénatoriale déposera sur ce texte. Le vote sur la motion tendant à opposer la question préalable ayant lieu à main levée, les réserves des centristes sont demeurées discrètes.

G. P.

Les rapports entre M. Noir et le pouvoir

Un amendement sur mesure

LYON

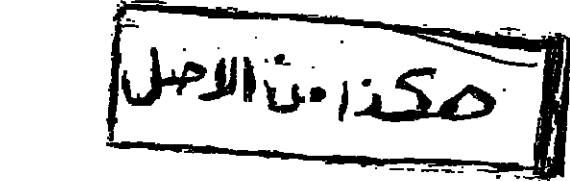
de notre bureau régional

Un amendement au code des communes, voté le 8 avril à l'Assemblée nationale, selon lequel « l'irrégularité purement formelle des votes ne peut être invoquée au-delà du délai de recours », « cette disposition interprétative [s'appliquant] aux procédures en cours », semble taillé sur mesure pour l'agglomération lyonnaise, dont le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme a été annulé par le tribunal administratif de Lyon pour non-respect de la procédure de vote lors de son adoption en 1989. Qu'il ait été défendu par M^{me} Martine David, députée (PS) du Rhône, suppléante de M. Jean Popereau, maire de Meyzieux, ministre des relations avec le Parlement, conforte cette hypothèse, de même que l'absentéisme de MM. Michel Noir et Jean-Michel Dubernard lors du

vote du texte auquel était accolé cet amendement (le RPR a voté contre ce projet).

Cette initiative témoigne, aussi, de la nature des relations, à la Communauté urbaine, entre son président, M. Noir, et l'opposition socialiste. Lors de la dernière séance de la COURLY, le 25 mars dernier, M. Noir avait vivement critiqué la démarche « procédurière » du représentant des Verts, M. Etienne Tête, qui a abouti à l'annulation du SDAU. M. Jean-Jack Queyranne, président du groupe socialiste, avait tancé, lui aussi, l'écologie et demandé à M. Noir de rétablir au plus vite le droit. Cette attitude était peut-être la conséquence d'une opinion formulée par M. Noir, selon lequel « ce sont surtout les communes de l'Est lyonnaises », qui vont pâtir de l'annulation. La plupart de ces communes sont gérées par la gauche.

BRUNO CAUSSE



SOCIÉTÉ

Deux catastrophes maritimes en Italie

Menace de marée noire après l'explosion d'un pétrolier au large de Gênes

Quinze heures après l'éperonnage, encore inexplicable, du pétrolier Agip-Abruzzo par le ferry-boat Moby-Prince dans le port de Livourne, qui a fait au moins cent quarante morts (le Monde du 12 avril), un pétrolier battant pavillon chypriote, le Haven, a explosé au large de Gênes. Le pétrole qui s'échappe de ses réservoirs menace la région d'une pollution de grande ampleur.

ROME

de notre correspondant

Fatalité ou loi des séries, l'Italie apparaît comme frappée de stupeur après la double catastrophe maritime qui s'est produite dans la nuit du mercredi 10 au jeudi 11 avril le long de ses côtes. Moins d'une quinzaine d'heures après la tragédie de Livourne, qui a coûté la vie à au moins cent quarante personnes, un autre pétrolier, ancré à une centaine de kilomètres plus au nord, s'est brusquement enflammé jeudi vers 12 h 30 à la suite d'une explosion qui a causé la mort de cinq marins et blessé vingt-sept autres, dont une dizaine gravement.

L'accident s'est produit à 4 miles nautiques environ du port de Gênes et à la tragédie humaine s'ajoute, cette fois, la menace d'une catastrophe écologique de grande ampleur. Le Haven, c'est le nom de ce tanker qui bat pavillon chypriote, transporte en effet 140 000 tonnes de brut iranien, qui attendaient le meilleur prix pour être déchargées. Une partie du pétrole s'est répandue dans la mer, dressant un rideau de feu de plusieurs centaines de mètres de largeur et dégageant une véritable montagne de fumée noire.

Vendredi matin, les flammes se nourrissent encore du brut qui continuait de s'échapper du pétrolier, mais l'ont craignait surtout que le bateau, fortement avarié, ne coule avec son chargement. « Ce serait alors un désastre d'une ampleur

nationale, comparable à la marée noire de l'Exxon-Valdez en Alaska », s'alarmait jeudi soir le ministre de la marine marchande, M. Carlo Vizzini. Tous les moyens ont été mis en œuvre pour éviter le pire, notamment pour tenir le Haven à flot jusqu'à l'extinction de l'incendie.

Là encore, on ignore les causes exactes de l'explosion et une seconde commission d'enquête devait être rapidement mise sur pied. En attendant, les organisations écologiques sont montées au créneau et réclament un surcroît de sécurité pour les transports maritimes de brut. Elles rappellent notamment que, depuis 1977, des pétroliers ont été mêlés à une vingtaine d'accidents plus ou moins graves autour de l'Italie. Quinze mille bâtiments de ce type, soit environ 60 % du trafic portuaire national, accostent chaque année en Italie, le pays important par ce biais environ 200 millions de tonnes de pétrole par an. Les syndicats maritimes ont décrié deux heures de grève vendredi, dans tous les ports du pays, pour protester contre « la dérégulation généralisée du transport maritime qui incite les armateurs à sacrifier la sécurité au chiffre d'affaires ».

Une tragédie encore inexplicable

Une chose est sûre en tout cas, le pétrolier Agip-Abruzzo, qui a été éperonné mercredi soir par le ferry-boat Moby-Prince, n'a aucune responsabilité directe dans la collision de Livourne. Le navire était régulièrement ancré à 3 miles du port « à l'endroit habituel pour les pétroliers de la région », précisait-on de source officielle. Il avait également ses feux de position allumés. Alors, que s'est-il passé exactement ?

Une quarantaine d'heures après le choc, tandis que le grand squelette fumant du ferry achevait de refroidir ses tôles carbonisées et que les secouristes traînaient un par un les cadavres calcinés des victimes, les autorités étaient encore réduites aux conjectures : « Je pense que l'erreur

humaine est à l'origine de cet incendie », avançait pourtant dès jeudi soir le ministre de la marine. « Je ne veux pas anticiper sur l'enquête, ajoutait-il, mais je ne parviens pas à trouver une autre explication ».

A l'appui de cette thèse, qui excluait donc un ennui technique, il y a plusieurs éléments. D'abord, le capitaine du bateau n'a lancé aucun SOS pour quelque raison que ce soit. C'est le pétrolier qui s'en est chargé lorsqu'il a été heurté. Ensuite, l'armateur du ferry - la compagnie Navarria Linea, qui exploite treize navires du même type - a fourni aux autorités tous les documents officiels prouvant que son navire et tous ses équipements de sécurité ont été inspectés et déclarés « idoines au transport de passagers » le 13 mars dernier.

Un seul survivant

Haut comme un immeuble de trois étages, long de 131 mètres, et large de 20, le Moby-Prince, jaugeant plus de 6 000 tonnes, faisait le trajet Livourne-Obbia en Sardaigne depuis quatre ans environ. Il peut transporter jusqu'à 1 490 personnes et 360 véhicules. Il en avait dix fois moins à bord au moment du drame. Construit en 1967, au Royaume-Uni, le bateau avait été complètement reconstruit en 1985, équipé de trois systèmes de radars et de quatre moteurs puissants permettant une vitesse maximale de 19 nœuds.

On les radars n'ont pas fonctionné - mais trois panes au même moment « ce serait une coïncidence singulière », dit M. Vizzini - ou alors, « leurs signaux ont été mal interprétés », pensaient les spécialistes jeudi à Rome. En tout état de cause, si le Moby-Prince, qui avait levé l'ancre dix minutes avant la collision, n'a lancé aucun SOS, il semble que le capitaine ait tout de même eu le temps de donner l'ordre traditionnel « en arrière toute » juste avant, ou juste après le choc.

Autre point obscur : selon un fonctionnaire de la capitainerie en charge

de la surveillance des mouvements de bateaux, la visibilité, au moment du choc, était « assez bonne » et il a démenti toutes les déclarations précédentes à propos d'une « brume d'une épaisseur jamais vue ». Il se pourrait donc que les radars de bord n'aient même pas été allumés, ou que, s'ils l'étaient, il n'y avait personne pour les surveiller. La seule chose dont on reste certain à Livourne, c'est qu'après la collision un véritable fleuve de pétrole enflammé s'est échappé du tanker pour se déverser sur le ferry. Les quelques cadavres calcinés retrouvés sur le pont du navire le prouvent.

D'après le témoignage du seul et unique survivant de la catastrophe, un jeune marin de vingt-quatre ans, tous les autres passagers, ainsi qu'une bonne partie de l'équipage, à l'instar de la collision, étaient à l'intérieur du bâtiment, fascinés par le match de foot Juventus-Barcelone que retransmettait en différé la télévision de bord. Le capitaine du ferry était, lui, à son poste de commandement, en compagnie de ses officiers et de son épouse. D'origine sarde, comme la grande majorité de ses malheureux passagers qui seraient chez eux après un séjour dans le nord du pays, le capitaine et ses hommes ont peut-être été tout simplement victimes de la routine et de l'inattention qu'elle engendre.

Alessio Bertrand, le jeune mousse miraculé, sera longuement entendu par les enquêteurs, mais encore sous le choc, jeudi soir, il ne savait que répéter son drame aux journalistes : « Nous regardions le match. Il y a eu un grand choc. Tout le monde cherchait à s'enfuir. Il y avait des flammes et de la fumée partout. J'ai marché entre les cadavres, des gens suffoqués dans le grand salon, je hurlais mais personne n'entendait. Finalement, j'ai trouvé un accès à l'air libre. Je me suis agrippé à une passerelle à l'extérieur et j'ai attendu les secours. Ils sont arrivés deux heures plus tard ». Une autre précision qui suscitera d'autres questions.

PATRICE CLAUDE

Une journée du souvenir

L'Holocauste en 75 000 noms

« L'homme, ses jours sont comme l'herbe... » Poignants, des poèmes et des chants, en yiddish, en judéo-espagnol, en hébreu, s'élevaient dans la synagogue libérale de la rue Gaston-de-Clavet à Paris (15^e).

Les rabbins Pauline Bebe et Daniel Fahri, Beate et Serge Kirsfeld, Simone Veil et des dizaines d'anciens déportés et leurs familles célèbrent, jeudi 11 avril, la Yom ha Shoah, journée internationale du souvenir de l'Holocauste, marquée cette année à Paris par une initiative sans précédent du Mouvement juif libéral de France (MJLF) : une lecture publique de noms, comme sur les campus américains.

Place des Martyrs-Juifs-du-Vél d'Hiv, sous un auvent, devant un chandelier à six branches allumé en souvenir des six millions de juifs exterminés, en présence d'un public curieux et ému, 75 000 noms de déportés, disparus dans les camps, ont été lus pendant vingt-quatre heures et sans interruption.

Toute la journée et la nuit, se sont relayés une cinquantaine de lecteurs, des adultes et des enfants d'un cours de Talmud-Thorah, appelant, à l'ouverture, les noms du premier convoi parti de Compiègne vers Auschwitz, le 27 mars 1942, avec 1 112 personnes à bord. Dix-neuf en sont revenus.

H. T.

La Chine candidate à l'organisation des Jeux olympiques de l'an 2000

PÉKIN

de notre correspondant

Pékin a formellement lancé, jeudi 11 avril, sa candidature pour les Jeux olympiques de l'an 2 000, sans paraître avoir pris en compte la nécessité, dans ses relations publiques, de présenter une image plus amène. C'est un personnage étroitement associé à la répression de Tiananmen en 1989, le maire de la capitale, M. Chen Xitong, qui a été nommé président du comité de candidature.

Au cours d'une conférence de presse, M. Chen, prié d'évoquer ses conceptions en matière de sécurité et de maintien de l'ordre, n'a rien dit qui témoigne d'un souci de ne pas recourir à la force contre d'éventuels manifestants. Il s'est contenté de répéter la thèse selon laquelle « certains pays étrangers ne comprennent pas ce qui se produit en Chine » en 1989, et « qui continue de respecter les faits peut comprendre que les mesures énergiques adoptées (alors) correspondent aux conditions spécifiques de la Chine ». Pour justifier la candi-

ture de Pékin - qui a accueilli en 1990 les XI^{es} Jeux asiatiques - aux JO du tournant du siècle, M. Chen a insisté sur le symbole que représenterait leur tenue dans le pays le plus peuplé du monde et dans un pays sous-développé.

Pékin est en concurrence avec Berlin, Londres, Sydney, Rio, Milan et Istanbul pour cette sélection, qui sera effectuée par le CIO à Monte-Carlo en septembre 1993.

Dans l'état actuel de l'infrastructure et des équipements sportifs de la capitale chinoise, cette candidature apparaît surtout comme un moyen de mobiliser la population, destiné à lui fournir un objectif justifiant la politique d'austérité et d'autoritarisme de la présente direction. M. Chen s'est refusé à répondre à une question suggérant que le verdict officiel sur la « rébellion contre-révolutionnaire » de 1989 puisse être révisé d'ici à la fin du siècle.

F. O.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TÉLÉVISION

هڪ ڏينهن الاميل

صحنه من العمل

12 Le Monde • Samedi 13 avril 1991 •

PROLONGATION

DERNIERE LE 27 AVRIL

Nathalie Sarraute
Les fruits d'or

mise en scène
Elisabeth Chailloux

Tout est là-dedans, rien dehors. Quoi, tout ? La formation du goût, le jeu des influences, la cruauté sociale, les intraduisibles détresses, le désir de plaire, le ridicule de déplaire, l'amour des livres, le courage des solitaires et la lâcheté du groupe, du clan, de la tribu. Voilà. Sur tout le grand, l'énorme, l'immense, le subtil mouvement de marée de la langue agitée dans toutes les écumes. Il reste cela, abandonné par le jasant, morceau de papier, feuille pas morte, cela qui s'appelle un livre. Admissible ? Rideau ! LIBERATION

RÉS. 42.02.02.68

THEATRE PARIS-VILLETTE

théâtre de la bastille

3 AU 21 AVRIL A 21 H
DIMANCHE A 18 H - RELACHE LUNDI

LE DERNIER
DELIRE PERMIS

de Jean-Frédéric MESSIER
Groupe Monod / Mouton

3 AU 28 AVRIL A 19 H
DIMANCHE A 18 H - RELACHE LUNDI

MARTIN
LUTHER KING, Jr.
LA FORCE D'AIMER

Isaac de BANKOLE
Alex DESCAS
Nicole DOGUE
Hammou GRAÏA
Robert JAURES

43 57 42 14
76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS

Le Monde des PHILATELISTES
l'Officiel de la philatélie
NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS
Thématique : la franc-maçonnerie
Classique : les timbres coupés de jibouti
Histoire postale : les plus des services en régime international
Comment faire éditer une télécarte ?
LE MONDE DES PHILATELISTES
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES
En vente chez votre marchand de journaux

CULTURE

THÉÂTRE

Le faiseur d'illusion

La vie rêvée d'un transformiste, l'homme-spectacle le plus célèbre de son temps

FREGOLI
à Cholet

« Mon art est simple : sortir par une porte, entrer par l'autre en changeant de costume, de voix, de genre », disait Fregoli, qui n'ajoutait pas : « le tout en quelques secondes ». Avec l'aide, évidemment, d'une nuée d'habilleuses rapides, ordonnées. En son temps - celui de l'Expo universelle, de la fête électrique et des lionnes, reines de Paris - Fregoli fut si célèbre que son nom est devenu commun. Il était unique, pourtant tout entier dans le rêve de l'égalité. Bernard Haller n'a pas échappé à la maladie. Voilà environ cinq ans, il en a parlé à Jérôme Savary, qui n'a pas dit non : ce personnage de masques et de faux-semblants, de pacotille et de solitude, cet illusionniste en perpétuelle errance était fait pour lui.

Entre deux spectacles personnels, Bernard Haller a donc écrit, avec Patrick Rambaud, le Fregoli auquel il veut s'identifier. Il en fait un homme de l'instant, ne comptant que sur lui-même, généreux par indifférence, dissipant les fortunes - matérielles et sentimentales - qui s'offrent à lui, essayant d'oublier que « sans ses masques il est banal ». Un pauvre bonhomme éperdu, et en même temps une star, que Liane de Pougy - Alexandra Pandev - et la belle Otero - Sylvie Ferro - se disputaient. Un homme aimé des femmes et qui ne les aimait pas. Mort à Venise, doucement, en apprenant que lui, le trompeur aux mille visages, avait été trompé par le visage d'un faux garçon trop séduisant. On peut-être juste avant de l'apprendre, pour garder éternellement l'illusion d'un amour.

La «quotidieneté»
saltimbanque

L'exactitude historique n'est pas le principal souci des auteurs. Ni du metteur en scène. Bernard Haller s'est bâti un rôle en or. Jérôme Savary en a fait un spectacle brillantissime, qui fait retrouver par moments la déraison échevelée du Magic Circus. Ainsi, le salon «oriental» de Liane de Pougy et ses bêtises lassées, et son athlète noir qui a fait ses classes chez les Pères blancs où il a appris bien des choses utiles dans le demi-monde, les jolies dames en guépières et jartelles, les noces en habit, le ballet «espagnol» de la belle Otero avec ses Sévillanes des faubourgs qui lèvent la jambe comme on donne un coup de pied, l'incendie du Trianon tout en feu de Bengale et fumigènes... Les décors, costumes et effets spéciaux sont de James Hodges, les lumières d'Alain Poisson, la musique, spirituel-



Bernard Haller se donne à Fregoli avec une sincérité candide

lement pastiche, est d'Oswald Andrea. Jérôme Savary ne résiste pas à l'univers des coulisses. Ce qui le fait craquer, c'est, grinceuse, hilare, mesquine, prodigue, versatile, la «quotidieneté» saltimbanque. Les blouses grises, les manteaux d'or tricotés suspendus, les bijoux trop gros, les rides forcées, la vraie fatigue, la paillette qui se décolle, la perruque trop petite, le velours froissé et la lumière qui arrange le tout. Il n'est jamais autant à l'aise que dans la mise en scène de cette promiscuité affairée. « Il voulait pouvoir restituer l'état d'esprit flamboyant du music-hall de l'époque, nous lui avons donné un texte sur mesure », confie Bernard Haller. Il a bien servi Savary qui le lui a rendu au centuple.

Bernard Haller se donne à Fregoli avec une sincérité candide, irrésistible. Il « y va », utilise et maîtrise sa nervosité volatile, se fait Fregoli en Sarah Bernhardt ou Yvette Guilbert, en Alsacienne ou en Walkyrie, glisse un merveilleux tour personnel qui s'intègre à la perfection, participe en image et en vrai à un film - éblouissant numéro appelé la Grande Illusion, réalisé par Christian Focher - danse tendrement avec un mannequin, masculin ou féminin, on ne sait plus, il danse avec un fantôme, avec sa solitude.

Le grand talent de Savary, c'est de savoir poser des balles de douceur, un trait d'émotion pour briser juste au moment où il faut, juste le temps d'une larme qui n'a pas le temps de couler, l'ouragan de dérision, les vagues de calembours abominables. Et ça marche.

Si l'intimité, les nuances et les silences, les arrière-plans sont indissociables, mieux vaut ne pas aller voir Fregoli - ni aucun spectacle de Savary. A côté de Bernard Haller, les comédiens (1) jouent le jeu et tiennent le rythme. Alors si le plaisir bout des planches, si les larmes, les cris et les trucs du music-hall vous transportent, il faut courir vers Fregoli.

COLETTE GODARD

L'épreuve
de la liberté

Quelles ont été les effets de la glasnost sur le théâtre soviétique ? Quel est son avenir alors que la presse, le cinéma et les débats parlementaires ont repris la plupart des fonctions qui auraient dû être les leurs, mais étaient devenues les siennes à l'époque de la « stagnation » et de la censure ? Comment le répertoire actuel s'est-il adapté à cette nouvelle situation ? Pour répondre à ces questions, Joël Dregutin et l'équipe du Théâtre 95 ont organisé récemment, avec une forte participation soviétique et plusieurs universitaires français, une série de débats.

Principale invitée russe : Lioudmila Petrouchevskaya, auteur dramatique dont les pièces sont jouées aujourd'hui des trônes, et qui a présenté à Portofino, à Paris (au théâtre de l'Asinara) et à Roma (Cinecittà du 5 avril). Le théâtre soviétique doit « apprendre à vivre dans les conditions de la liberté », constatait la critique Anatoli Smolianski. Pour Joël Dregutin le dévouement antistalinien étant dépassé, il est temps de surmonter la tragédie « tsar, sexe, rock » qui a tendance à supplanter les thèmes de naguère à base de léninisme et de conflits « de production ».

Le directeur du Théâtre 95, qui a présenté à l'automne dernier des spectacles en URSS, pourrait bientôt disposer, avec d'autres théâtres européens, d'une salle à Moscou.

M. T.

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS
Samedi 13 avril
Dronot-Montaigne, 10 heures et 14 heures : monnaies.
Dimanche 14 avril
Dronot-Montaigne, 11 heures : peintures juifs et automobiles. A 14 heures : art contemporain, argent, bijoux, tableaux modernes, vins archaïques, stylos, verrerie, automobilia, jouets.
ILE-DE-FRANCE
Samedi 13 avril
Compiègne, 14 heures : art d'Asie. Corbeil, 14 heures : mobilier, objets d'art. Meaux, 10 heures : des vins. 14 heures : mobilier, tableaux. Verneuil, 11 heures et 14 heures : cartes postales.
Dimanche 14 avril
Argenteuil, 14 h 30 : mobilier, tableaux. Barbizon, 15 heures : école de Barbizon. Chantilly, 14 h 30 : grands vins. Chartres, 14 heures : armées, objets scientifiques. L'Isle-Adam, 14 h 30 : souvenirs historiques, livres. Nogent-sur-Marne, 14 h 30 : horlogerie. Saint-Germain, 14 h 15 : livres d'art, estampes. Soissons, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Versailles (Rameau), 14 heures : tableaux modernes. Versailles (Chevan-Légers), 11 heures : Bijoux. 14 heures : orfèvrerie, montres.
PLUS LOIN
Samedi 13 avril
Ambrrières-les-Vallées, 10 heures et 14 heures : mobilier, objets d'art. Bordeaux, 9 et 14 h 30 : livres. Brive, 14 heures : mobilier, linéaire. Bayonne, 15 h : mobilier, objets d'art. Grasse, 14 h 30 : bijoux. Lorient, 14 h 30 : vins, alcools. Marseille (Grande), 9 heures et 14 h 30 : mobilier, tableaux. Nîmes, 9 heures et 14 h 30 : mobilier, instruments de musique. Roanne, 14 h 30 : mobi-

lier, argenterie. Toulouse, 14 h 30 : archéologie et Extrême-Orient. Vendôme, 10 h 30 : vins fins. Virey-le-François, 14 h : tapis d'Orient, bibelots.
Dimanche 14 avril
Angoulême, 14 h 30 : tableaux et sculptures modernes. Avanches, 14 h 30 : objets de culte, tableaux religieux. Bayeux, 14 h 15 : équipements, armes. Blangy-sur-Bresle, 14 h : cartes postales. Bourg-en-Bresse, 14 h 30 : tableaux modernes. Chalon-sur-Saône, 14 h 30 : objets et tableaux sur le thème du sport. Dijon, 14 heures : mobilier, tableaux. Digne, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Dole, 14 h : mobilier, tableaux. Evreux, 14 h 15 : bibiophilie. Epervay, 14 heures : mobilier, jouets. Eu, 14 h 30 : mobilier, tableaux. Fécamp, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Honfleur, 14 h 30 : tableaux modernes. La Roche-sur-Yon, 14 h 15 : mobilier, objets d'art. Lorient, 14 h 15 : mobilier, bijoux. Marseille (Prado), 9 h et 14 h 30 : mobilier, céramiques. Montargis, 14 heures : mobilier, orfèvrerie. Nancy (rue de Nabeau), 14 heures : tableaux, art 1900. Nancy (rue Sengier-Blandan), 14 heures : armées, militaria. Nevers, 16 heures : céramiques. Nogent, 14 h 30 : livres. Pithiviers, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Reims, 14 heures : mobilier, objets d'art. Rochefort, 14 heures : mobilier, tableaux. Saint-Rémy, 14 heures : mobilier. Saint-Omer, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Sens, Tours, 14 h 15 : miniatures, tableaux modernes. Valence, 14 h 30 : gravures, céramiques. Vieux, 14 h 30 : tableaux, livres.
FOIRES ET SALONS
Paris-Bastille, Châteaufort, Vélizy, Sceaux, Clichy, Châteaufort, Mantes-la-Jolie, Brégallat à partir de dimanche, Argenteuil dimanche seulement et Igny (Eure-et-Loire) dimanche seulement.

LES HOMMES NAISSENT TOUS EGO
"...drôlesse..." MATCH
"une virtuose tout à fait époustouflante..." LE FIGARO
"...burlesque jusqu'au délire..." L'ESPRESSO
"un comique explosif..." L'EXPRESS
"dépouillant..." LE QUOTIDIEN
"entre Hitchcock et Buster Keaton..." EUROPE 1
"le vernis craque, l'ego explose..." LE PARISIEN
LOC. 43 22 77 74
AU Foyer des 19
ASSIETTES GARMANDES ET VINS CHOISIS

8 mars • 28 avril
LA PEAU ET LES OS
Réalisation Jean-Louis Benoit
d'après Georges Hyvernaud
THEATRE DE L'AQUARIUM
Cartoucherie
43 74 99 61

PARLOIR ROMAND
Lectures scéniques
16 œuvres
théâtrales
de Suisse
romande
Centre Georges Pompidou
Rens. : T.U.F. 42.40.27.26 (seule 11 h)

LE TARTUFFE
MOLIERE
THEATRE DU GYMNASSE
MARIE BELI
LOCATION : 42.46.79.79 - AGENCES : FNAC
"Un des plus magnifiques 'TARTUFFE' de toute l'histoire du théâtre. Une admirable cohésion de l'ensemble. Mise en scène éblouissante de Jean Pierre André. Un Orgon extraordinaire (Jean-Laurent Cochet), un Tartuffe terrifiant et beau - une innovation : (Jacques Fontanel), une Elmire (Michèle André) belle à damner tous les saints, une Dorine explosive (Liliane Sorval)"
PAUL GUTH

ANTIQUITES BROCANTE
ALA
BASTILLE
11 AU 21
AVRIL 1991
de l'antiquité
à des prix
de brocante
ouverture de 11 à 19 h.
samedis
et dimanches
de 10 h à 20 h.
Nocturnes
les 11 et 18 avril
Métro :
BASTILLE
Lisez
Trouvailles
Organisation :
tél. : 45 85 01 85

CULTURE

ARCHITECTURE

Le prix Pritzker à Robert Venturi

Le « Nobel » de l'architecture récompense un théoricien autant qu'un constructeur inventif

En décernant son prix 1991 à Robert Venturi, le jury du Pritzker, équivalent du Nobel pour l'architecture, confirme son goût pour l'originalité et la réflexion théorique. Parfaitement inconnu en France non seulement du public, mais des professionnels, en dehors d'un cercle restreint, Venturi, né en 1925 à Philadelphie, s'est en effet davantage fait connaître par ses écrits que par ses constructions.

Lorsqu'on regarde aujourd'hui ses réalisations, on serait bien en peine de définir un « style Venturi », sinon la constance de l'éclectisme et, à l'intérieur de cet éclectisme, la constance de l'invention et de la qualité. En 1991, le profane serait même souvent étonné d'appréhender le bruit fait en leur temps par certains projets, que ce soit la Guild House (une maison de retraite à Philadelphie, 1963), le Musée d'Oberlin (Ohio, 1974) ou n'importe quel autre des bâtiments construits par lui, seul, avec sa femme Denise Scott Brown, avec son premier associé John Rauch, ou dans le cadre du bureau qu'il a créé en 1989.

Des fenêtres en demi-lune, des frontons, des colonnes, voire des chapiteaux d'inspiration ironico-antique, tout paraît indiquer qu'en Venturi, c'est un précurseur, voire le fondateur du post-modernisme, qui est récompensé. Mais outre qu'il n'a rien à voir avec ce terme

(dû à Charles Jencks), Venturi n'a rien à voir non plus avec les démarches systématiques, les solutions à bien des égards régressives de ceux que l'on qualifie de post-modernes — et qui s'en défendent désormais.

L'aventure de Venturi ne rejette en effet rien de la modernité et de ses couleurs, elle l'intègre comme un des moments de l'histoire architecturale, et dans son cas, de l'histoire américaine. Faut-il en effet rappeler qu'au tournant de ce siècle Chicago accouchait simultanément des premiers gratte-ciel, de Sullivan, de Wright et l'école des Prairies, enfin d'une myriade de monuments beaux-arts presque sans équivalent en Europe?

Venturi récupère toutes ces expériences comme les éléments d'une culture. Et d'autres encore qu'on n'était véritablement pas habitué à considérer comme signes culturels : les enseignes des stations essence, les pubs au bord des routes, le langage visuel des chaînes de hamburger, bref tous les ingrédients de la réalité américaine, tous les signes que livrent les villes et les routes, qui cliquent simultanément et qu'on perçoit sans pouvoir lire.

Tout cela va donner lieu à deux ouvrages : *Complexity and Contradiction in Architecture*, paru en 1966 et traduit dix ans plus tard en français sous le titre *De l'ambiguïté*

en architecture ; puis *Learning from Las Vegas* (1972), plus justement traduit en 1978 par *L'enseignement de Las Vegas*.

Deux éléments essentiels sont à retenir de ces œuvres. D'une part, sa méthode d'analyse, parfois un peu... tendancieuse, mais qui va au moins dans le détail de cette chose hybride que forment les villes, les banlieues et jusqu'aux paysages qui les cerment. Un regard attentif et libre. D'autre part, le matériel livré aux architectes, grâce au regard proprement *autrichien*, qui gobes tout, accepte tout comme motif d'inspiration.

On s'est beaucoup gargarisé de Venturi dans les écoles d'architecture durant les années 70, pour le meilleur et pour le pire. Puis on l'a mis de côté comme un livre de recettes que l'on sort à l'occasion. Le caractère ludique de sa démarche, son inventivité, lui ont cependant conservé un rôle non négligeable sur la scène américaine. En témoignent les études et les projets qui lui ont été demandés pour Euro Disneyland, à Marne-la-Vallée.

FRÉDÉRIC EDELMANN

(1) Les précédents prix ont été attribués à Aldo Rossi (1990), Frank Gehry (1989) ou, en remportant plus loin à Herta et Paul Amirson (1988), James Stirling (1981), Philip Johnson, le premier lauréat (1979).

ARTS

Le bas de laine de la vieille dame

L'Institut de France est accusé par la Cour des comptes de mal gérer son patrimoine, qui est fort complexe

La « vieille dame » du quai Conti se sent bien passée de la publicité qui lui a été faite. Mais le 11 avril au matin, tout le monde à l'Institut devait, plus ou moins discrètement, le numéro de l'Express qui tirait à la « une » : « De l'Académie française aux Beaux-Arts, vols, détournements, pots de vin, copinage... »

A l'intérieur, le scandale s'étale sur cinq pages : l'hebdomadaire livre le rapport confidentiel de la Cour des comptes sur l'Institut de France (le Monde du 12 avril). Les académies se sont réunies pour élaborer un communiqué commun. Depuis de longs mois, elles s'entretenaient de la manière dont était géré l'Institut et s'en étaient ouvertes à l'autorité judiciaire. M. Eric Peuchot, le directeur administratif, se refuse à tout commentaire tant qu'il n'aura pas le rapport en main. Ulcéré, il fait remarquer qu'il a reçu les représentants de la Cour des comptes à bras ouverts et a présenté tous ses livres. Oui, admettait-il, l'Institut a eu « des problèmes » avec M. Frédéric Gérard, qui a démissionné l'an passé, en même temps que l'ancien directeur des services administratifs, M. Daniel Oster. Mais cet épisode, sur lequel il ne veut pas s'étendre (« une parenthèse regrettable sur le plan de la morale et sur le plan de la gestion »), appartient au passé, et le bilan économique de l'Institut est mieux que bon.

« En tenant compte de l'inflation entre 1980 et 1990, précise-t-il, le patrimoine mobilier, tout entier placé à la Caisse des dépôts et consignations et le patrimoine immobilier font apparaître l'un et l'autre une progression de plus de 30 % en francs constants. »

Si le patrimoine de l'Institut de France est riche et continue de s'enrichir — le duc de Castries lui a récemment légué son château dans le sud de la France ; le chancelier Edouard Bonnefous lui a fait don, en 1988, de son hôtel particulier, rue de l'Élysée à Paris, estimé à 30 millions de francs — il n'est pas toujours très bien entretenu, fait-on remarquer.

Le musée Jacquemart-André s'endort sous la poussière. Le domaine de Chantilly est sinistré. M. Eric Peuchot cite alors « Giverny ou Langeais, que tous le monde nous envie », ou vante les riches collections du musée Marmottan. Et il explique cette différence de traitement par le statut du véritable établissement. L'Institut est une fédération composée de cinq académies (française, beaux-arts, inscriptions et belles lettres, sciences, sciences morales et politiques). Chacune d'entre elles est autonome et administre elle-même ses propres biens.

Ceux-ci sont, d'habitude, issus de dons ou de legs fort variés et, la plu-

part du temps, liés à une fondation dont le but est impératif. Elle peut délivrer des bourses à des étudiants (fondation Thiers), couronner des recherches dans le domaine de l'électricité (fondation Planté-Jousselin) ou décerner un prix qui soulagera « une jeune fille née dans une position heureuse, que des revers de fortune auront obligé à travailler et qui aura su accepter courageusement cette vie de pauvreté » (fondation Huot-Conte).

Certains sont riches, d'autres sont réduites à rien par l'inflation, toutes sont strictement indépendantes les unes des autres. On ne pourra se servir des rentes de Giverny pour rattraper Chantilly. L'autonomie de gestion étant la règle, il faut un grave prétexte pour que la commission administrative centrale de l'Institut intervienne.

Enfin, l'inventaire précis de ce patrimoine étendu, éparpillé, morcelé, n'est pas facilement livré ni chiffré. Sa complexité peut faciliter les malversations. L'absence de communication — discrétion séculaire, pudeur d'un autre âge ? — ne favorise guère la transparence de l'institution tricentenaire. Elle paye peut-être aujourd'hui les conséquences de cette opacité.

EMMANUEL DE ROUX

COMMUNICATION

Les conséquences des pannes de satellites

La chaîne pour enfants abandonne son réseau

La chaîne pour enfants Canal J a décidé de renoncer au canal que le CSA lui avait attribué sur le système de satellites TDF 1-TDF 2, et qui est actuellement occupé provisoirement par la chaîne musicale Euromusic. En conséquence, Canal J devra vraisemblablement abandonner le réseau hertzien terrestre que le même CSA lui avait accordé en juillet dernier. Le conseil d'administration de Canal J, réuni mercredi 10 avril, a avalisé le retour à la vocation initiale de la chaîne, une diffusion sur les réseaux câblés, complétée par une présence sur le satellite Télécom 2.

Les actionnaires de Canal J (1) tirent ainsi les leçons des déboires successifs du système de satellites français à forte puissance, dont les capacités se réduisent de mois en mois, pour ne plus compter actuellement que quatre canaux dont certains ne sont pas secourus. TDF 1, passé « de l'état de satellite à l'état de casserole » selon le mot de l'un d'eux, les actionnaires de Canal J jettent l'éponge.

Pour compenser les perspectives aléatoires du satellite, Canal J avait en effet obtenu un réseau terrestre de télévision payante couvrant 22 villes de Paris. Mais la chaîne avait déjà repoussé son démarrage sur ce réseau en espérant négocier avec le CSA une

amélioration technique lui permettant d'élargir son bassin de population (le Monde des 4 et 15 janvier). Peine perdue ! Pannes de satellite et mauvaise qualité du réseau hertzien ont convaincu les actionnaires de ne pas courir ce double risque.

L'abandon de Canal J remet sur la table une série de dossiers difficiles, l'avenir des satellites de forte puissance, l'attribution du « 7^e réseau » libéré, et le marché des programmes pour enfants.

Une occasion pour la SEPT

La perte d'un client est un coup dur de plus pour TDF 1-TDF 2 déjà bien mal en point. Certes, Canal J devrait venir s'intégrer au « bouquet » de chaînes francophones concocté sous l'égide de Canal Plus et des câblo-opérateurs pour les satellites Télécom 2, dont le premier sera lancé en mars prochain. Mais la défection de Canal J réduit encore les chances de constituer rapidement un parc de réception pour la filière des satellites à forte puissance, présentée comme un des vecteurs de la future télévision à haute définition européenne.

Cette défection relance aussi les prétendants potentiels à l'attribution

du septième réseau hertzien. La chaîne culturelle européenne qui doit succéder à la SEPT se préparait déjà à s'installer sur ce réseau en soirée, après les émissions de Canal J (le Monde du 28 février). Va-t-elle pouvoir l'indiquer à commencer par l'attribution de M. Hervé Bourges qui remet en question la présence de la SEPT sur FR 3 et affirme être en mesure de « remédier à cette bizarrerie ».

Enfin, le reploi de Canal J sur le câble va diminuer les ressources consacrées aux programmes pour la jeunesse, un secteur cher au ministre de la communication, M^{me} Catherine Tasca. Les actionnaires de Canal J ont déjà augmenté leurs dépenses de production, passées de 10 à 25 millions de francs annuels. Mais le rêve d'un « second marché » actif, dans lequel Canal J aurait relayé les efforts des chaînes publiques et de Canal Plus, s'estompe avec le changement d'échelle économique de Canal J.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

(1) Communication-développement, Europe 1, Canal Plus, Antenne 2, Lyonnaise-Communication, Générale d'Image, Bayard Presse, Astral, Bancel, la Société Générale.

Nommée par M. Laurent Fabius
M^{me} Monique Dagnaud remplace M. Igor Barrère au CSA

Le successeur de M. Igor Barrère au Conseil supérieur de l'audiovisuel, M^{me} Monique Dagnaud, est encore une inconnue pour le petit monde de l'audiovisuel. Sa nomination quasi immédiate par le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, quelques heures après que l'ancien producteur de « Cinq colonnes à la Une » eut officialisé sa démission (le Monde du 12 avril), y a semé la surprise.

En revanche, parmi les « élites » du pouvoir, le nom de cette ancienne élève d'HEC et de l'Institut d'études politiques de Paris, âgée de quarante-quatre ans, a des chances d'être davantage commenté. M^{me} Dagnaud, chargée de recherches au CNRS depuis dix ans après avoir enseigné à l'IEP, est en effet l'une des spécialistes du petit monde des hauts fonctionnaires et de leurs carrières. Co-auteur, avec Dominique Méhl, de *L'élite rose*, un ouvrage sur les membres des cabinets ministériels de la gauche publié par Ramsay en 1982, la nouvelle conseillère a aussi réalisé de nombreux travaux sur l'affectation des membres de l'inspection des finances en 1980 et 1983, sur les profils de carrière des anciens membres des cabinets ministériels du gouvernement Fabius, publiés notamment dans le Monde (« le Monde aujourd'hui » daté 28-29 avril 1985).

M^{me} Dagnaud s'est aussi intéressée à l'audiovisuel. Avec Dominique Méhl, elle a publié récemment *Patrons de chaîne*, édité par les éditions CNET-Teknè, ainsi que des articles dans le Monde (« le Monde du 3 et du 4 avril »). Elle prépare un rapport pour le CSA et le CNRS

intitulé *La guerre des grilles - Evolution des programmes de TF 1, A 2 et FR 3 de 1977 à 1990*. Mère de deux enfants et mariée à un chercheur, M. Michel Bauer, qui anime le Groupe d'analyses des politiques publiques (GAPP), M^{me} Dagnaud, qui se définit volontiers « d'abord comme une chercheuse, même si elle est proche de l'univers social », intègre, en entrant au CSA, le petit monde de la nomenclature qu'elle a minutieusement passé au crible de ses analyses.

Y.-M.L.

Un nouveau directeur à Réforme. — Le pasteur Michel Lepay, président du conseil régional de l'Eglise réformée en région parisienne, vient d'être nommé directeur de l'hebdomadaire protestant Réforme, en remplacement de M. Paul Viallanet, qui occupait ce poste depuis sept ans et qui souhaite se consacrer à ses travaux personnels. M. Lepay prendra ses fonctions le 1^{er} juillet, l'interim étant assuré jusqu'à par M. Michel Bony. D'autre part, M. Remy Hebding, qui était rédacteur en chef de la revue *Autres temps*, devient rédacteur en chef de Réforme. Le poste était vacant depuis le départ, il y a un an, de M. Marcel Reguillien.

National-Hebdo lance une édition provençale. — Le magazine National-Hebdo a lancé, jeudi 11 avril, une édition provençale qui est un « nouvel organe de communication et d'informations destiné à appuyer la campagne régionale de 1992 », a annoncé, à Marseille, M. Bruno Megret, délégué général du Front national. M. Megret conduira la liste du parti d'extrême droite dans les Bouches-du-Rhône aux élections régionales.

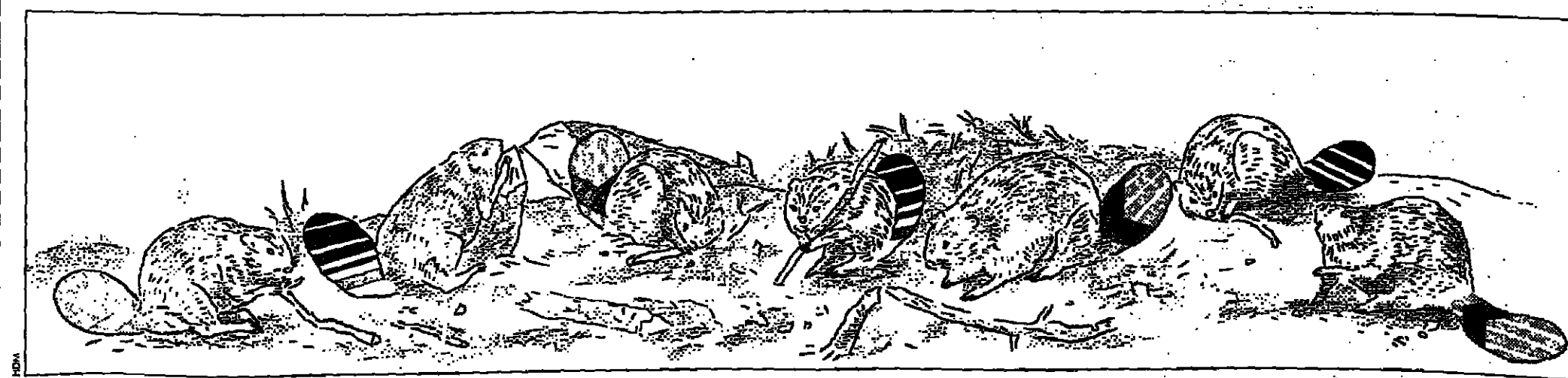
Moins de publicité dans les émissions pour enfants aux États-Unis

La Commission fédérale des communications (FCC), modèle américain du CSA, a adopté mardi 9 avril des règles qui limiteront à partir du 1^{er} octobre la durée des écrans publicitaires dans les émissions de télévision destinées aux enfants. Ces règles, inspirées de la loi votée l'été dernier par le Congrès américain en dépit de l'opposition du président Bush (le Monde du 2 août 1990), limitent la durée des spots à 10,5 minutes par heure pendant le week-end et à 12 minutes pendant la semaine.

La FCC a demandé aux grands réseaux comme aux chaînes câblées de prévoir des programmes qui servent des buts éducatifs. Cette condition est liée au renouvellement des licences de diffusion. Mais la Commission n'a pas fixé de normes en la matière, les laissant à l'entière discrétion des télévisions. Résultat : si les publicitaires restent mécontents de la loi, les télévisions ont exprimé leur satisfaction à l'annonce de ces nouvelles règles.

Panne sur le satellite japonais. — Un orage solaire a désorganisé l'alimentation du satellite japonais de télévision directe, et l'engin ne peut désormais fournir assez de puissance que pour deux des trois canaux de télévision. Le satellite japonais diffuse deux programmes de la télévision publique NHK et de la télévision publique de la chaîne privée Japan Satellite Broadcasting qui compte déjà 220 000 abonnés. L'industrie japonaise s'appuie sur ce satellite pour commercialiser les premiers téléviseurs à haute définition.

POUR LE CANADA 7 FOIS PAR SEMAINE BIENVENUE A BORD.



PARIS/MONTREAL, PARIS/TORONTO, TOUS LES JOURS GRÂCE À AIR FRANCE ET CANADIAN AIRLINES INTERNATIONAL.

Canadian
Canadian Airlines International

Air France et Canadian Airlines International s'associent pour vous proposer des vols quotidiens qui vous permettront d'apprécier l'art de vivre à la française et l'hospitalité canadienne. Une arrivée au Canada en début d'après-midi vous offre la possibilité de correspondances vers 110 villes canadiennes.

A Toronto, "Le Trillium", terminal de Canadian Airlines International, est également réservé aux passagers d'Air France. Il est conçu pour assurer confort, efficacité, rapidité. Les passagers voyageant en Première classe, classe Le Club et classe Affaires peuvent utiliser les salons Empress mis à leur disposition.



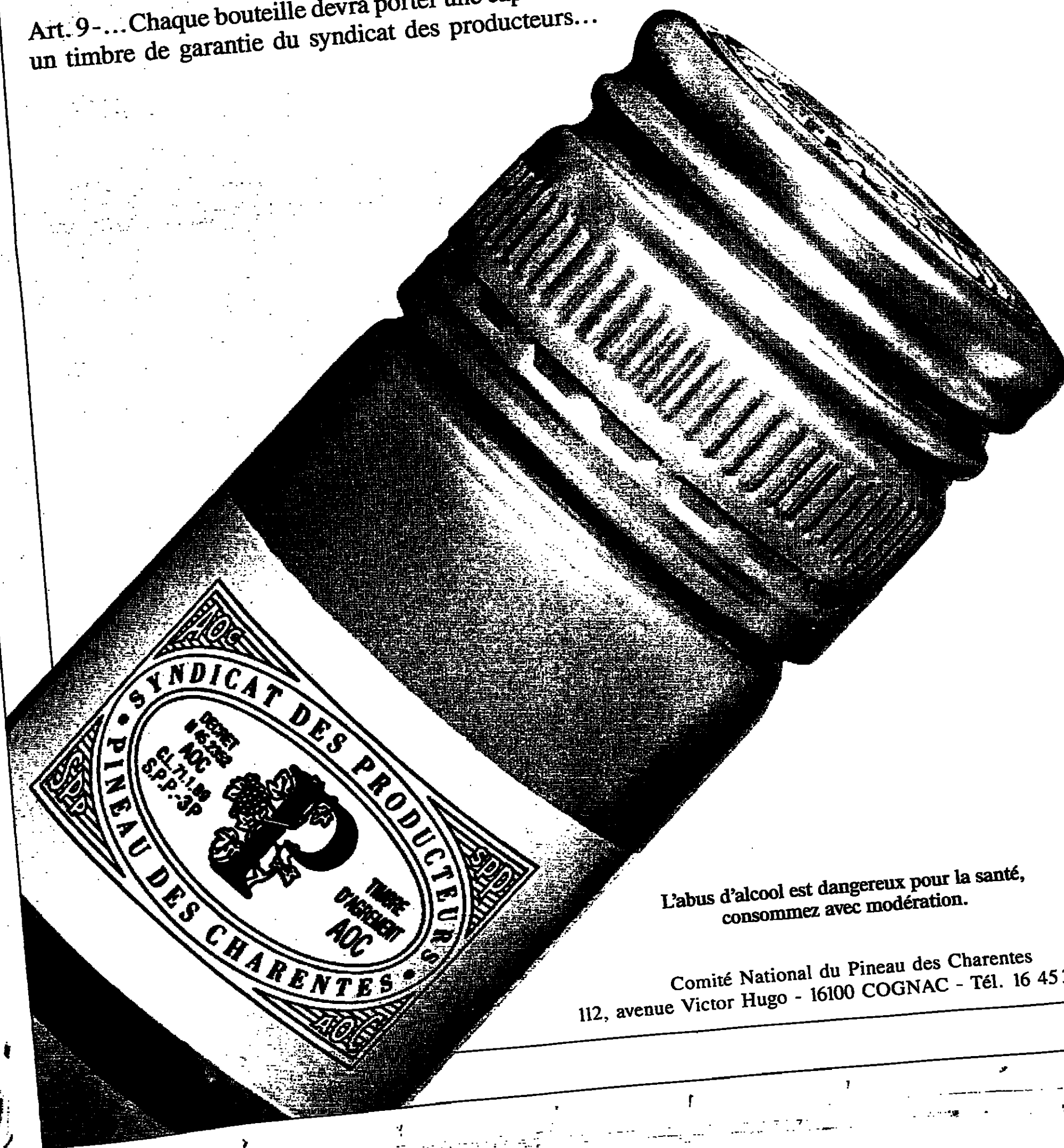
PINEAU DES CHARENTES

Extraits du décret du 12 octobre 1945

Art. 2 - Les moûts servant à la préparation du "Pineau des Charentes" ou "Pineau charentais" devront être récoltés sur la propriété et obtenus avec les cépages suivants :

Pour le "Pineau des Charentes" blanc : Ugni blanc, Folle-Blanche, Colombard blanc rosé, Jurançon blanc, Montils, Sémillon, Sauvignon et Merlot blanc.
Pour le "Pineau des Charentes" rosé : Cabernet-Sauvignon, Cabernet franc, Malbec et Merlot rouge.

Art. 9 - ... Chaque bouteille devra porter une capsule ou un timbre de garantie du syndicat des producteurs...



L'abus d'alcool est dangereux pour la santé,
consommez avec modération.

Comité National du Pineau des Charentes
112, avenue Victor Hugo - 16100 COGNAC - Tél. 16 45 32 09 27

مركزنا الامم

SPECTACLES

VENREDI 12 AVRIL

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

Un regard sur le cinéma de Tadashi Imai : Kiku et Isamu (1959, v.o. s.t.f.), de Tadashi Imai, 16 h ; Contes cruels du Bushido (1963, v.o. s.t. anglais), de Tadashi Imai, 19 h ; Histoire d'Écho (1984, v.o. s.t. anglais), de Tadashi Imai, 21 h 15.

PALAIS DE TOKYO

Shakespeare au cinéma : Hamlet (1953, v.o.), de Giorgio Simonelli, 18 h ; Tout au long de la nuit (1962, v.o.), de Vasil Dearden, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Les Cinémas d'Asie centrale soviétique : Karé (1987, v.o. traduction simultanée), de Bioulbioul Mamedov ; Le Repas funéraire (1972, v.o. traduction simultanée), de Boulat Montanov ; 14 h 30 : Mort d'un usurier (1986, v.o. traduction simultanée), de Takhir Sabirov, 17 h 30 ; La Garde du corps (1980, v.o. s.t.f.), d'Ali Khamsarav, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

Gamins de Paris : Portraits : Que deviendront-ils ? (1984) de Michel Fresnel, 14 h 30 ; Apprentissages : Les Veuves de quinze ans (1966) de Jean Rouch, 16 h 30 ; Aventures : Entre le ciel et la terre (1988) de Bruno Merlier, Zazie dans le métro (1960) de Louis Malle, 18 h 30 ; Révoltes : Aérocol art (1986) de Charles Vron, Graines de violence (1983) d'Alain Raté, De bruit et de fureur (1987) de Jean-Claude Brisseau, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (**) (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-82). ALICE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; UGC Normandie, 8 (45-63-18-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-87-33-88) ; Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-82) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (45-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Le Berry Zébre, 11 (43-67-51-65).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iran, v.o.) : Utopia Champollion, 6 (43-26-84-66).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-68-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LE BUCHER DES VANITÉES (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-89) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-82-41-46).

LE PETIT MONTPARNASSE GUSTAVE FLAUBERT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-68-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Le Berry Zébre, 11 (43-67-51-65).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iran, v.o.) : Utopia Champollion, 6 (43-26-84-66).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-68-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LE BUCHER DES VANITÉES (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-89) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-82-41-46).

LE PETIT MONTPARNASSE GUSTAVE FLAUBERT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-68-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Le Berry Zébre, 11 (43-67-51-65).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iran, v.o.) : Utopia Champollion, 6 (43-26-84-66).

(43-69-04-67) : v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

BUSINESS OBLIGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; v.f. : Fauvette, 13 (43-31-80-74) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-82) ; George V, 8 (45-82-41-46).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50).

COUPS POUR COUPS (**) (A., v.f.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (45-59-19-08) ; Pathé Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Fauvette, 13 (43-31-80-74) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LES FILMS NOUVEAUX

EDWARD AUB MAINS D'ARGENT. Film américain de Tim Burton, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-20-40) ; UGC Maitrot, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

PLAISIR D'AMOUR. Film français de Nelly Kaplan : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-68-92-82) ; Fauvette, 13 (43-31-80-74) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

POUR SACHA. Film français d'Alexandre Arcady : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-68-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-87-33-88) ; Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-82) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (45-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Le Berry Zébre, 11 (43-67-51-65).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iran, v.o.) : Utopia Champollion, 6 (43-26-84-66).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-68-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LE BUCHER DES VANITÉES (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-89) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-82-41-46).

LE PETIT MONTPARNASSE GUSTAVE FLAUBERT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-68-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Le Berry Zébre, 11 (43-67-51-65).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iran, v.o.) : Utopia Champollion, 6 (43-26-84-66).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-68-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LE BUCHER DES VANITÉES (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-89) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-82-41-46).

LE PETIT MONTPARNASSE GUSTAVE FLAUBERT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-68-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Le Berry Zébre, 11 (43-67-51-65).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iran, v.o.) : Utopia Champollion, 6 (43-26-84-66).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-68-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LE BUCHER DES VANITÉES (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-89) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-82-41-46).

LE PETIT MONTPARNASSE GUSTAVE FLAUBERT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-68-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Le Berry Zébre, 11 (43-67-51-65).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iran, v.o.) : Utopia Champollion, 6 (43-26-84-66).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-68-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

L'ABYSS DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (45-59-19-08) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-89) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20).

LES LIASONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

MADAME BOVARY (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-89) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (45-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (45-87-33-88) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Aléa, 14 (43-20-12-06) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-89) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; Fauvette, 13 (43-31-80-74) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-89) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; Fauvette, 13 (43-31-80-74) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-89) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; Fauvette, 13 (43-31-80-74) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-89) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; Fauvette, 13 (43-31-80-74) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-89) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; Fauvette, 13 (43-31-80-74) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-89) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; Fauvette, 13 (43-31-80-74) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-89) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; Fauvette, 13 (43-31-80-74) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-89) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; Fauvette, 13 (43-31-80-74) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-89) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-36-31) ; Fauvette, 13 (43-31-80-74) ; Gaumont Convention,

S A N S • V I S A

Philadelphie les Etats-Unis à la source

Les Américains s'y rendent en pèlerinage sur les lieux qui ont vu s'accomplir la révolution américaine et s'affirmer l'indépendance des Etats-Unis. Mais si Philadelphie, à mi-chemin de Washington et de New-York, souffre de la notoriété de ses deux rivales, elle n'est pas seulement sage, prospère et conformiste. Plus grande ville d'Amérique anglophone il y a deux siècles, puissante et riche centre industriel il y a cent ans, elle a pu aussi laisser se réaliser les œuvres de plusieurs rebelles de haute volée, architectes, artistes, et su recueillir dans ses musées des pièces peu communes.



La statue d'un des héros de la révolution, le capitaine John Barry, devant l'ancien Capitole de Pennsylvanie, où fut adoptée, le 4 juillet 1776, la déclaration d'indépendance.



PHOTO DAVID MURPHY

U est la Marité? Où est le Grand Verre? Où peut-on voir la Marité mise à nu par ses collaborateurs, même? L'œuvre de Marcel Duchamp, cette étrange machine à déclencher des interprétations savantes, est dans la ville la plus sage des Etats-Unis, Philadelphie. Au Musée des beaux-arts, grand temple néogrec qui se dresse en fond de perspective au-dessus de la rivière et commande Fairmount Park et ses kilomètres de promenade, dans la verdure, préservés depuis l'Exposition universelle de 1876. Dans une grande salle sans décorum, la Marité reçoit ses visiteurs venus de loin, intrigue les visiteurs qui ont la chance de pouvoir approcher cette *Jocunde* des temps modernes plus aisément que celle de Léonard de Vinci. Présentée comme

un comble de l'ennui, Philadelphie souffre de sa trop grande proximité avec New-York : quand vous demandez à un vrai New-Yorkais ce qu'il lui a fait à Philadelphie, ce qu'il lui a fait à voir, la réponse tombe, raide : rien ! Or il n'est pas rare que les amateurs de musique ou d'opéra fassent le voyage en voisins (une heure de train) pour un soir, sans hésiter. Mais on se souvient surtout des aphorismes de W. C. Fields qui aimait raconter à propos de sa ville natale : « Grand concours de sa ville natale : *Grand concours de Philadelphie*, deuxième prix, deux semaines à Philadelphie... » et qui se promettait de faire inscrire sur sa tombe : « *I'd rather be in Philadelphia* » (finalement, « *J'aimerais mieux être à Philadelphie* »). Il parlait en connaisseur, lui qui avait quitté et l'endroit et sa famille dès l'adolescence pour courir les routes, les scènes de théâtre et même l'Europe avant de s'installer en Californie, où le cinéma et une trentaine de films consacreront son intarissable verve comique.

Il y eut aussi, le 27 août 1890, dans la grande métropole industrielle qui attirait les travailleurs immigrés du Vieux Continent, naissait un certain Emmanuel, qu'on connaîtra plus tard sous le nom de Man Ray. Lui non plus ne fera pas de vieux os en Pennsylvanie : la famille Radnitsky, la mère, les quatre sœurs, toutes aidant son tailleur, déménage à New-York, mais Emmanuel, qui a sept ans, se souviendra assez de Philadelphie pour raconter beaucoup plus tard que « c'est une ville où l'on range les trottoirs à 8 heures du soir ». Ironie de l'histoire de l'art, la Marité, elle, y sera accueillie avec l'essentiel de l'œuvre de Duchamp. Ce *Grand Verre* dont la mystérieuse composition occupa durant huit années, jusqu'en 1923, Marcel Duchamp débarqué à New-York du Rochambeau un jour de 1915. Duchamp et Man Ray, immédiatement amis, n'attendront pas que se forme à Zurich en 1916 le mouvement dada pour en être l'avant-garde de leur côté de l'Atlantique. Le jour de leur rencontre, près de New-York, ils disputent devant la

maison une partie de tennis sans filet. Parle, note le biographe de Man Ray, Neil Baldwin, qui allait durer un demi-siècle et toute leur vie.

Duchamp, le Français, a surtout travaillé aux Etats-Unis, où son œuvre est conservée : celle de Man Ray, l'Américain, est plutôt à Paris. *Bel exemple d'échange*, remarque Anne d'Harnoncourt, qui dirige depuis 1982 le Musée de Philadelphie et qui est l'auteur d'un ouvrage sur l'inventeur des ready-made. Le *Grand Verre* est contemporain de leur rencontre et de leur collaboration, même si Duchamp décide seul de l'« inachever », en 1923, tandis que Man Ray est à Paris, où l'on vit, dit-il, « comme dans un immense *Greenwich Village* ». Avec les Picasso et les toiles cubistes de fondés Arensberg, avec ses impressionnistes et ses collections d'art ancien, le Musée de Philadelphie est l'un des quatre grands aux Etats-Unis et reçoit six cent mille visiteurs par an.

Mais ce qui attire chaque année des millions d'Américains dans la ville, s'ils y viennent si nombreux, en famille, c'est surtout pour réviser l'histoire inscrite dans la pierre et la brique, en hommage aux Pères fondateurs et aux lieux qui virent la naissance d'une nation : c'est à Philadelphie que le Congrès désigne George Washington commandant en chef des armées dressées contre l'Angleterre, c'est à Philadelphie que Thomas Jefferson, trente-trois ans, est choisi par John Adams, qui a renoncé chez lui « un bonheur d'écrivain », pour rédiger (en deux semaines, dans une modeste maison, la Graff House, reconstruite pour les besoins de l'éducation civique) la Déclaration d'indépendance ; c'est enfin cette ville, où se réunissent les deux congrès fondateurs, qui devient pendant dix années, de 1790 à 1800, la première capitale des Etats-Unis, tandis que Washington est en construction sur les rives du Potomac. Aucun de ces deux nés de Philadelphie, ni Fields l'amusant Man Ray, le dérangeur, n'illuminent donc vraiment l'esprit dominant de la ville, fait de sérieux, de prudence, d'ardeur au travail, mais

aussi de puritanisme et d'un conformisme qui dès la fin du dix-huitième siècle frappait le voyageur. Déjà cosmopolite et puissante, c'était la ville la plus peuplée du pays, ouverte à la philosophie des Lumières et où Benjamin Franklin, imprimeur, penseur et politicien, venait d'éditer le premier journal en langue étrangère. Mais elle était encore, dans son aspect, la cité des quakers, fondée un siècle plus tôt (1682) par William Penn.

Persécuté pour son adhésion à la théorie religieuse de George Fox, ce gentilhomme avait obtenu du roi d'Angleterre, en paiement d'une somme due à sa famille, des terres au colonies - la forêt de Penn, c'est-à-dire Pennsylvanie - et s'était exilé pour créer une société selon ses idées, accueillante aux réfractaires et

leur assurant, quakers ou non, une liberté de pensée et de religion que certains pays d'Europe n'offraient plus. Visionnaire, l'homme n'a pas peu influé sur le destin de la cité dont il traçait le plan, rues et avenues se coupant à angle droit, entre les deux rivières, la Delaware et la Schuylkill, orientées nord-sud, et qui est toujours actuellement la trame urbaine. Fait plutôt rare dans une ville américaine, le centre géographique est occupé par l'hôtel de ville. Le père fondateur est d'ailleurs campé tout en haut de la tour centrale, à 548 pieds d'altitude (170 mètres environ) de cet édifice massif et majestueux dans le style Beaux-Arts qui faisait fureur en Amérique au dix-neuvième siècle sous l'appellation de « *French Second Empire* ». En fait, ce

bâtiment ressemble beaucoup à l'Hôtel de Ville de Paris. Renaissance surdimensionnée et réécrite. Avant la construction de la tour Eiffel, il détenait le record de hauteur mondial. Ensuite, il ne fut plus que le plus haut ouvrage en maçonnerie. En tout cas, il a longtemps servi de référence-limite : il n'était pas question qu'un édifice dépasse le chapeau de ce vieux Bill sculpté par le grand-père de Calder (trois générations de cette famille de sculpteurs étant représentées à Philadelphie le long de son artère de prestige, celle qui conduit à Logan Square et plus loin au Musée, où l'on n'a pas manqué de poser un stable du plus célèbre des trois Calder).

Michèle Champenois
Lire la suite page 20

AU SOMMAIRE

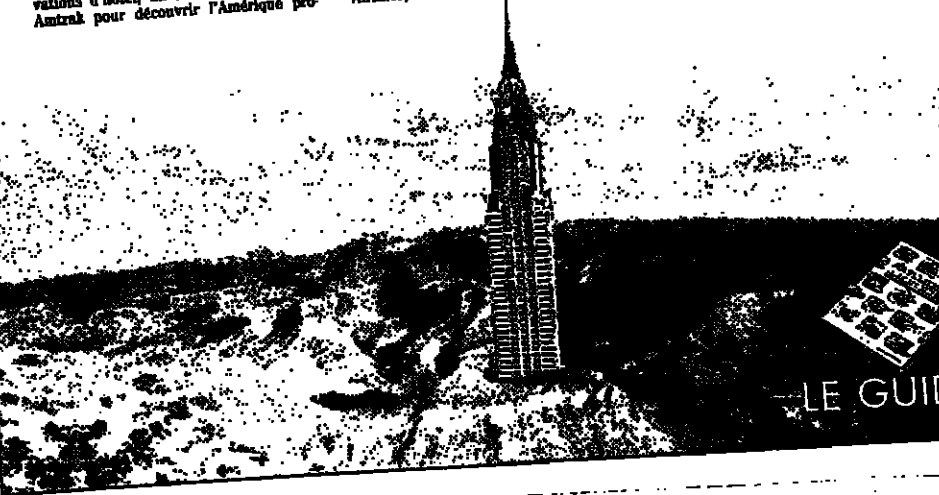


Baycheville, les nouveaux maîtres des chais... p. 19
Voyages et belles-lettres... p. 18
Flamiches sur la route picarde... p. 23
Giverny, cimaises à l'américaine... p. 24
Ecales (p. 18) • Téléx (p. 22) • Table (p. 23)

TOUTE L'AMERIQUE TOUT DE SUITE.

Toute l'Amérique sous vos yeux.
Le Guide c'est 72 pages en couleurs pour rêver son Amérique.
Toute l'Amérique tout de suite.
Un rêve vite réel avec le nouveau système de réservation de l'Amérique. Immédiatement, vous avez confirmation de vos prestations.
Toute l'Amérique en liberté.
Une location de voiture et des réservations d'hôtel, un moteur, un pass Amtrak pour découvrir l'Amérique profonde... Filmeries Américaines, c'est la réponse à vos projets les plus saugés ou les plus fous.
Toute l'Amérique pour tous les goûts.
Une gamme complète pour tous les budgets et toutes les audiences. Un large éventail de destinations. Accompagné, seul ou en famille, Filmeries Américaines, c'est votre rêve à la carte.
Toute l'Amérique service garanti.
Et bien sûr, Filmeries Américaines, ce sont aussi des vols réguliers sur American Airlines, des bureaux locaux à New York et Los Angeles, avec du personnel français pour vous assister en toute occasion.
Nous vous présentons l'Amérique et nous la tenons.
Le Guide est disponible gratuitement chez Wingate Travel, 30 bis, rue de Mont-Thabor, 75001 Paris, tél. : 44 77 30 30, ou chez votre agent de voyages.

AMERICAN AIRLINES



LE GUIDE

سكنا من الامم

سكنى من الامل

L'après-Cendrars

VIEUX jeune homme plié par l'arthrite, l'« Sersteven » s'était dirigé vers l'un des rayonnages de son bureau-bibliothèque pour en extraire un livre relié pleine peau qui ne contenait nulle page imprimée, mais des notes manuscrites rédigées dans l'ordonnance d'une écriture de sévère précision : son voyage au Mexique, « pays à trois étages », était repéré, serré là. Déjà presque rédigé. Dehors, il faisait doux, mais les fenêtres demeuraient fermées, laissant un Mirus consommer mollement ses boulets d'antracite. L'homme portait ses quatre-vingt-deux ans de biais, mais marmonnait droit contre l'exercice amoureux rendu délicat sous les rouages du temps. Il préparait une expédition en Turquie qui serait sa dernière expédition.

Agacé par les chemins de guingois que venait de prendre plusieurs universitaires américains qui traitaient du cas Blaise Cendrars, il était sur le point de publier un livre consacré à l'auteur de l'« Homme foudroyé », non une biographie, mais plutôt un recueil de souvenirs, une sorte de parcours sur l'amitié qui les avait fait, lui et Blaise, se rencontrer, se fâcher, se fuir, se retrouver. Tout ce qui allait y être publié (1) serait en version originale.

Cendrars n'avait jamais eu le rond pour vraiment voyager, du moins pas assez pour rendre vraisemblables et authentiques toutes ses bourlingues. T'Sersteven lui servait de sergent-fourrier savant. « Peux-tu me dire où les Chinois recueillent les fameux nids d'hirondelles dont ils font les potages ? », « As-tu des renseigne-

ments sur les amours des baleines ? Tous les cons de pêcheurs que j'ai lus là-dessus n'en disent pas un mot, sans doute par pudibonderie. » Lui s'échinait à nourrir l'insatiable curieux. « As-tu la carte Michelin 53 ? », « Pourrais-tu me donner la date de naissance (année 1859), mois et quantième du mois de la naissance de Guillaume II, empereur d'Allemagne ? » Les mots commençaient souvent par « Ma vieille » et se terminaient par « Ma main », la gauche, la rescapée du champ de bataille de Champagne.

Tous ces renseignements retournés dans les délais les plus brefs allaient adorer les « manières » de Cendrars pour le plus grand bénéfice de la littérature. A Pierre Lazareff qui met en doute la réalité de son voyage dans le Transsibérien, il répond : « Et alors, coco, après m'avoir lu, ce dur, ça t'a pas empêché de le prendre... » Très vrai, c'est la poésie qui nous met dans tous nos transports, pas le Baedeker.

NATURELLEMENT, l'épopée voyagistique de l'après-guerre ne permettrait bientôt plus qu'on berne aussi talentueusement le touriste, et les guides, sement le touriste, et les guides, petit à petit, remettront en ordre les licences géographiques que



certainss'étaient permis de commettre au nom des belles-lettres. Les belles-lettres, pourtant, allaient être l'un des soucis du cinéaste Chris Marker, qui, en

créant en 1954 la collection « Petite Planète », indiquait clairement la voie dans laquelle il serait raisonnable de s'engager pour ne pas attraper de trop vic-

lentes insulations au cas où arriverait une pressante envie de voyager : molle les bronzés, la Terre appartient à tous, mais on fait attention où on met les pieds — dans les années 50, la Grèce, l'un des premiers titres de la collection, se lisait encore à travers les paysages de l'« Enlède », intacts presque, incognito. Les textes dont il paraitait la publication s'imposaient à la fois par leur modération et le pénétrant de leur propos. (Feraient-ils jamais mieux ?) Donc, tout allait bien : en gros, d'un côté Le Seuil, de l'autre, le « Bleu », du genre lourd à porter et à supporter, mais qui ne ratait jamais son coup. Le voyageur était entre des mains de bonne compagnie.

Cet qui allait moins bien, ou plutôt ce qui devait se passer se passera : grosse inflation du déplacement, paysages endoloris, flux de devises, et eau chaude pour tous. L'Europe buissonnière prenait son petit déjeuner à Palma et son repas du soir à Ankara ; il fallait faire vite et indiquer à tout ce monde où acheter des tapis d'Orient à Bénarès et des breloques à Yaoundé, où dormir à Tampa et pas trop mal manger à Kinshasa. Immense travail. Ils s'y sont mis bravement, confondant tout et mélangeant tout à la fois : la

culture aztèque et la médecine douce, les Jésus baroques et l'Or du Rhin, l'art nègre et la maigreur des Massais. Les guides guidaient. Au plus près de l'événement.

Mais voilà maintenant que tout ça devient savant. Finies les jobardises. A chaque public son manuel. Des remises à jour pour les pressés d'actualité, des croquis au tonnage près pour les amateurs de navires, des saharas faits main pour ceux qui supportent le supplice de la soif, des champs de bataille à visiter dans des odeurs de poudre. Les villes, les campagnes, les monuments oubliés, les civilisations perdues, les mauvais endroits et les lieux saints, tout est en rayons, dans la grande librairie de l'évasion.

Dans le même temps, la bande à Morand résume ses formules et reprend du service pour nous faire frissonner devant des vues de Prague, de Venise et de Naples — trois endroits tout à fait insaisissables, invincibles pour tout dire. Les plumes habiles sont sollicitées avec ferveur par des éditeurs soucieux de mettre des élévations de pensée le voyage en élévation de pensée. Rien n'est assez finement ciselé pour l'émouvoir ou le bouleverser.

C'est une nouvelle heure de gloire pour tous ces littérateurs en vadrouille payés, qui nous entraînent dans les circonvolutions de leurs exercices, pensant, ou ne pensant pas, nous faire profiter de leur finesse d'œil et de leur élan de jugement. Ne partez plus, semblent-ils vouloir nous dire, lisez-nous. Cendrars suggère à peu près le contraire.

Jean-Pierre Quélin

(1) L'« Homme que fut Blaise Cendrars », Denoël, 1972.

ESCALES

à 3600 m
tu
Je skie
IL NEIGE
nous skions
ils
profitent
DU SOLEIL
jusqu'au
12
MAI

les Alpes

O.T.2 Alpes 76 79 22 00
Paris (1) 48 87 74 96

L'Italie en palace

Au cœur de la Vénétie, dans un parc entouré de vignes, une villa palladienne du dix-huitième siècle, la Villa Corner della Regina, à Cavasagra. Non loin de là, à Venise, sur l'île de la Giudecca, face à la place Saint-Marc, un palais du quinzième siècle, le Palais Vendramin, propose neuf suites avec un service proche de celui d'une maison privée et accès à l'Hôtel Cipriani voisin. A une portée de gondole, au Lido, le Grand Hôtel des Bains a servi de décor à *Mort à Venise*. Sur la colline de Fiesole, dominant Florence, une villa du quinzième siècle dessinée par Michel-Ange, la Villa San-Michele. Sur les rives du lac Majeur, à Stresa, le Grand Hôtel des Iles Borromées distille une ambiance Belle Époque. En Sicile, à Taormine, un ancien couvent dominicain du quinzième siècle, le San-Domenico Palace Hôtel. Autant de « Joyaux d'Italie » figurant dans la brochure proposée par CIT/Evasion (dans les agences de voyages et au 3, bd des Capucines, 75002 Paris, tél. : (1) 42-66-00-90), grand spécialiste de l'Italie, qui a sélectionné, dans les plus belles régions de la Péninsule, une soixantaine d'hôtels de grande classe réputés pour leur confort, leur luxe, leur situation privilégiée ou leur caractère original. Une Italie haut de gamme et sur mesure avec acheminement en train ou en avion, transferts en voiture particulière ou location. Comptez, pour les établissements mentionnés ci-dessus, de 2 590 F à 5 630 F par personne et pour deux nuits en chambre double avec petit-déjeuner (demi-pension à la Villa San-Michele), au départ de Paris en train 1^{re} classe, de 3 070 à 6 390 F en avion. Au San-Domenico, à Taormine, de 11 790 à 12 165 F par personne, pour une semaine en demi-pension et chambre double, au départ de Paris en vol notifié et transferts de Catane inclus. Voiture de location à partir de 648 F pour un week-end.

Couleurs de Perse

Ispahan, Chiraz, Persépolis, Pasargades, Abianeh, Kerman, Téhéran. Au-delà des mots, la Perse. Oriens (29, rue des Boulangers, 75003 Paris, tél. : 46-34-29-00) est allé sur place en vérifier le sens. Ispahan. Bleue. Construite autour de la place de l'Imam (l'ancienne place Royale). Ispahan et la mosquée de l'Imam, le palais d'Ali Qapou, la mosquée de Cheikh Lotfollah, la mosquée de Venedredi, l'église arménienne, les ponts de Kijadju et de Chahrestan, les minarets « branlants », le bazar. Chiraz. Le parfum de roses, le Musée du Fars, le jardin des orangers, les tombes des poètes Hafez et Saadi, le mausolée de Chah-e Chéragh.

A 57 kilomètres de Chiraz, Persépolis, la grande métropole achéménide, dont le nom évoque le faste. Qom, la ville sainte des chiites où Khomeiny enseigna jadis. Kashan, oasis qui doit son existence aux « qanats », des canaux souterrains très anciens. Abianeh, village zoroastrien. Pasargades et le mausolée de Cyrus. Yazd, « port chamelier » qui s'enrichit sous les Séfévides en faisant le commerce de la soie. Yazd possède de belles mosquées et porte la marque des zoroastriens. Téhéran. Le musée archéologique de l'« Iran ancien ». Quinze jours dont trois à Ispahan, 16 100 F ou 18 100 F. Départs le 12 juillet, le 30 août, le 18 octobre et le 20 décembre. En raison du délai d'obtention du visa, les inscriptions sont closes un mois avant la date de départ.

Retour à la nature

On connaissait déjà un voyageur nommé Déserts (6 et 8, rue Quincampoix, 75004 Paris, tél. : (1) 48-04-88-40, Minitel 3615 DESERTS), qui, sur ce thème, avait fait de sa brochure l'une des plus belles invitations à rêver et à partir. Le voilà qui récidive aujourd'hui avec une seconde brochure baptisée « Natures ». D'emblée la séduction opère, avec des photos raffinées légendées de textes ciselés qui prouvent qu'on peut « vendre » avec poésie. Là, comme avec « Déserts », s'impose une passion contagieuse, celle de découvrir des « terres précieuses ». Si le champ d'action reste le même (les grands espaces encore préservés et peu fréquentés), si les moyens de les parcourir sont semblables (à pied, à cheval, à vélo, en 4x4, en bateau, etc.), on change néanmoins de registre pour passer de l'aventure et de la randonnée pures et dures, à l'escapade plus décontractée et au « voyage buissonnier ». Quant aux décors et aux paysages traversés, ils sont moins désertiques et moins intenses mais plus paisibles et plus doux. A preuve, la vingtaine d'itinéraires proposés en France et dans les pays limitrophes, de l'île d'Ouessant à celle de Bréhat, des Vosges au Vercors en passant par le Morvan, des Alpes du Nord et du Sud à la Corse côté mer et côté montagne, de la Camargue au Pays basque en passant par les Cévennes. Des balades de deux à dix jours et de 950 à 4 000 francs, en pension complète, avec hébergement en bivouac, en refuge, en gîte, chez l'habitant, en ferme-auberge ou en petits hôtels. Au-delà de l'Hexagone, la carte proposée est des plus copieuses, avec, dans un premier cercle, l'Islande, la Scandinavie, l'Irlande, la Pologne, la Hongrie, l'URSS, la Grèce, le Portugal et l'Espagne. Et pour les amateurs d'horizons lointains, l'Afrique, l'Asie, le Pacifique et les Amériques. De sept à vingt-cinq jours et de 7 350 à 27 000 francs.

Sélection établie par Patrick Francès et Danielle Tramard

Islande

Partez à la rencontre de...
Erick le Rouge

Safaris découverte, randonnées équestres, trekking... montagnes, fjords et geysers... les splendeurs de l'Islande vous tendent les bras...

Voyages AGREPA
42 rue E. Marcel 75002 Paris
Tél. : 45 08 81 50
Agent Général Sunnri Line
Info minitel : 3615 CODE
OTISLAND

TÉLEX

Mobil offre la carte, une carte routière dite « à lecture rapide », maniable et peu encombrante du fait de son système de pliage. Six cartes composent la France : Paris, région parisienne, Nord-Est, Nord-Ouest, Sud-Est, Sud-Ouest. On obtient chaque carte en échange de quatre points, vingt litres de carburant donnant droit à un point.

Quatre nouveaux guides Baedeker : Danemark, Vienne, Baléares et Canaries. Publiés par Hachette et vendus 109 F, ils contiennent une présentation historique, géographique, économique et culturelle du pays ou de la ville, des itinéraires, un inventaire alphabétique des lieux à visiter et des informations pratiques. A paraître : Bruxelles et Londres.

« Les amours du sextant et du chronomètre », une exposition sur les instruments de navigation d'hier et d'aujourd'hui qui ont assuré la maîtrise des mers et permis la conquête des mondes. Du 15 avril au 11 mai à l'Espace Kronenbourg Aventure, 30, avenue George-V, Paris-8 (tél. : 44-31-16-39), du lundi au samedi, de 10 h à 18 h. Avec la collaboration du ministère de la marine. Egalement : rencontres avec des navigateurs, projections de films, conférences et une exposition d'aquarelles d'Yvon Le Corre.

Archevelles
nouveau

Le Monde
VOYAGES
TERRES D'ORIENT
FRANCE

SANS VISA
EN FRANCE

Trois générations de banquiers-vignerons s'étaient succédées dans ce domaine du Médoc pour produire l'un des tout premiers grands crus du Bordelais: le saint-julien. Des assureurs français prennent la relève. Premières impressions.



Beychevelle les nouveaux maîtres de chais

Le Médoc. Il n'y a, au monde, que cette langue de terre baignée par l'océan et longtemps méprisée pour dire ce qu'est le concept viticole, aujourd'hui bien souvent gâtée, de « châteaux ». Il ne s'agit au fond que d'un ordonnancement du végétal autour de la pierre, d'une entité vivante issue de la vigne et centrée sur un ensemble architectural. C'est bien sûr aussi le symbole de richesses tirées de la plante presqu'humaine, de la transformation de ses fruits au contact du bois et de l'air, et de la commercialisation internationale de ces vins. De création somme toute récente, l'empire médocain n'a pas oublié les années terribles où des châteaux aujourd'hui triomphants étaient à la portée de la première fortune venant. Et c'est bien ce souvenir de la catastrophe évitée qui confère aux seigneurs d'aujourd'hui cette modestie relative qui, en dépit de tout, autorise l'échange.

Dans ce Médoc de nouveaux riches on vient à chercher la grille qui permettrait, sinon de saisir le passé, du moins de comprendre l'essentiel de ce qui se joue autour de ces vins parmi les plus célèbres, les plus cultivés de la planète. A cet égard Château Beychevelle est sans doute la meilleure clé qui soit. On est ici à quelques rangées de vignes du lieu géographique de la carte du tendre médocain. Au nord-ouest, c'est Pauillac et Saint-Estèphe, ces deux appellations qui se plaisent à être qualifiées de « masculines ». A l'opposé, vers Bordeaux, on trouve Margaux. Entre les deux, c'est la zone rêvée de l'hermaphrodisme viticole : Saint-Julien-Beychevelle, communes siamoises nées de la réunion de deux reliefs et de deux paroisses.

Au sommet de la croupe de Beychevelle, trônant sur ses flancs, le château rayonne, signalant, au sortir de Margaux, l'entrée dans les terres de la féodalité

viticole. Quand cette chartreuse bordelaise a-t-elle bien pu sortir de terre ? Un bel ouvrage prochainement disponible tente de restituer cette histoire (1). Il en ressort qu'un demi-siècle avant la Révolution française Beychevelle disposait déjà d'une exploitation viticole rationnelle grâce notamment à l'action d'Etienne-François de Brassier, grand viticulteur, par ailleurs conseiller au Parlement de Bordeaux. Le père de Brassier avait fait planter la vigne. Son fils, François-Armand, s'occupa des pierres, reproduisant, sur le domaine ayant appartenu au duc d'Epéron, un château du dix-septième siècle plus qu'une folie de son temps.

Un portail imposant couronné de lions et de torchères s'ouvrant sur un majestueux corps de logis et deux ailes en équerre ; une terrasse dominant un jardin ; tout, passé les grilles, est ouvert sur cette Garonne qu'on a une fois pour toutes ici baptisée rivière. Grand modèle classique de construction faite pour le plaisir d'une bourgeoisie bordelaise prospère, Beychevelle rappelle ainsi qu'il ne vit que d'un vin sauvé des eaux. La croupe terrestre, d'abord, qui impose à la vigne de souffrir pour mieux mériter de survivre, ce regard construit et imposé sur le fleuve et, dans les entrailles, les caves et, dans les entrailles, la hauteur de la rivière. On y ajouta, pour mieux faire comprendre, cette image du château fait d'un drakkar à proue de griffon affaissant ses voiles. Une manière de rappeler l'étymologie Baysevelle, jadis orthographiée Baysevelle, correspondant à un site sur la rivière où les bateaux devaient (pour des raisons aujourd'hui controversées) baisser leurs voiles.

L'énergie de la marquise de Saint-Hérem fit que la Révolution n'entama en rien cet ensemble moderne qui allait, fort rapidement et en toute logique marxiste, entrer dans le giron

roturier des Guenier et la dynamique des Chartons. Classé quatrième en 1855, Beychevelle passa, tout naturellement encore, du monde du négoce à celui de la banque. C'est un certain Armand Heine qui, en 1875, acheta le domaine. L'année suivante, de passage dans le Médoc, le dessinateur et déjà journaliste Bertall écrit : « Depuis plusieurs années la mode est venue de parer sa fortune d'un grand cru, comme on pare sa femme d'algues ou de rivières de diamants. » Quant aux invités du banquier réunis à l'occasion des vendanges, Bertall note : « C'est le faubourg Saint-Honoré, ce sont les Champs-Élysées prolongés, c'est Paris. (...) Quand on est assis sur la belle et monumentale terrasse qui domine toute cette séduisante perspective, que les fines anecdotes et les mots aimables et gracieux s'échangent (...), que le beau soleil colore ces vastes étendues de prairies semées de bouquets d'arbres au milieu desquels on voit courir les troupes de poulains en liberté, c'est une véritable fête pour les yeux et pour l'esprit. Les messieurs fument des havanes tirées, nous dit-on, des grands crus de bas ; et les femmes les écoutent avec plaisir, quand toutefois ce qu'ils disent en vaut la peine. »

M. Heine, plus réalistes que son épouse de banquier, dépassa le siècle, sa fille unique épousant Charles Achille-Fould. Cette puissante famille de banquiers devait rester présente pendant trois générations jusqu'à Aymar Achille-Fould, ancien officier de marine, le dernier de sa lignée à monter à la barre de Beychevelle.

Si tous les témoignages s'accordent aujourd'hui pour dire la personnalité attachante de ce « grand féodal républicain disparu en avril 1986 » (le Monde du 15 avril 1986), beaucoup aussi confient les grands dangers auxquels ce buveur de whisky avait exposé son domaine. « La vie politique et parisienne d'Aymar Achille-Fould obligeait à mener grand train, écrivait M. Nicolas Falck, qui charges fixes de la propriété, qui s'étaient accrues, ajoutées aux aléas de la commercialisation des vins et aux difficultés inhérentes à l'indivision, amenèrent quelque tension dans la vie du domaine. En termes clairs Aymar Achille-Fould avait besoin d'argent frais pour investir, et donc d'un certain relâchement collectif dû au manque de moyens et à l'absence de dynamisme, confiant aujourd'hui MM. Maurice Ruelle, régisseur, et Lucien Soussotte, maître de chais. On fixait alors très tôt les prix des primes, on sélectionnait un peu moins bien ; nous mangions de tonnelleries neuves. (...) Toute une série de petits maux qui, au fond, ont altéré l'image de Beychevelle. »

L'époque Fould, en d'autres termes, s'achevait, et l'on vit apparaître en janvier 1984 la GMF, hydre anonyme et le premier de ces « zinzins » (investisseurs institutionnels) qui fleurissent aujourd'hui dans le Médoc comme dans l'ensemble du Bordelais. L'opération délicate se fit en deux temps. Une première acquisition, avec le soutien de la Société générale, de 43 % des actions, puis, quelques années plus tard, la reprise de la quasi-totalité des parts, une opération conjointe avec le groupe japonais

Suntory (propriétaire du Château Lagrange) permettant à la Garantie mutuelle des fonctionnaires, en créant le holding « Grands millésimes de France », de récupérer sa mise initiale de fonds. Et, progressivement, le patronyme Fould s'effaça des étiquettes au drakkar pour en être définitivement retiré en 1986.

Au fond, c'est, semble-t-il, en douceur que s'est faite cette greffe peu banale. On a laissé en place les quarante-cinq personnes, le régisseur est devenu gérant et, l'argent frais aidant, on a doté le château de tout ce qui lui manquait - pour vinifier plus longtemps et élever les vins dans des bois neufs - par rapport à ses

meilleurs concurrents. A Beychevelle, on sélectionne mieux (la part du second vin - l'Amiral de Beychevelle - pouvant atteindre 40 % de la production) et, corollaire qui ne trompe pas, on ne se presse plus pour fixer le prix des primes. Ceux qui font les vins de ce château retrouvent ainsi goût à la vie.

Pour leur part, la GMF et Suntory rentabilisent à leur manière, après les avoir luxueusement rénovés, les murs du château. Celui-ci devient ainsi un lieu de retraite pour leurs têtes pensantes en même temps qu'un lieu de création - le Centre international de l'art contemporain - où ces deux nouveaux maîtres font cha-

que année plancher quelques artistes venus du monde entier, sur des thèmes imposés : la tempérance hier et, demain, la prudence, la justice et le courage.

Sans doute un nouveau esprit noterait-il quelques détails incongrus dans ce trop beau paysage, comme ce whisky japonais de marque Suntory servi à l'apéritif de Beychevelle. « Achille » est mort et le chauffeur du château ne va plus que très rarement chercher le « président » de la GMF, qui, dit-on, ne voyage qu'avec garde du corps et limousine blindée. On craint fort aussi, entre vignes et cuivres, qu'un jour prochain ce beau vin ne soit soumis à la réquisition prioritaire de millions d'actionnaires de la Mutuelle, ce qui, en sortant le château de la dynamique giron-dine, le condamnerait à la mort lente.

Comme l'a fort bien écrit M. Bernard Ginestet, la terre et la vigne de Beychevelle, siècle après siècle, n'ont fait qu'appartenir à des hommes de pouvoir. L'arrivée ici de grands groupes français et japonais ne change rien à l'affaire, ce phénomène ne faisant que traduire les mutations actuelles dans l'exercice de la puissance. Mais faut-il raisonnablement accorder de l'importance à tout cela ? De la terrasse de Beychevelle, le regard atteint toujours la rivière et, au-delà du parc et des vignes, on distingue encore, les jours de beau temps, l'Atlantique éternel.

De notre envoyé spécial
Jean-Yves Nau

(1) Château Beychevelle, de Nicolas Falck, Editions Olivier Orban, 128 pages et 80 photographies signées Michel Quillard, 350 F. Cet ouvrage sera disponible en librairie à partir du 26 avril.

CHYPRE
PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ

Moi, je ne partage pas mes vacances avec tout le monde!



Chypre c'est mon île à part, loin des sentiers battus : 340 jours de soleil par an. Des centaines de kilomètres de plages de sable fin, 9000 ans d'histoire et de trésors archéologiques ou fresques, icônes et mosaïques rivalisent de beauté. A part... mais pleine de charme, avec en bord de mer, de très nombreux hôtels de grand luxe à la qualité d'accueil légendaire.

CHYPRE : mon paradis à 4 heures de Paris avec les Airbus de Cyprus Airways. Tel. (1) 45 01 93 38

Réservez chez votre agent de voyage

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE
OFFICE DU TOURISME DE CHYPRE
15, rue de la Paix 75002 PARIS
Tel. (1) 45 01 93 38
Tél. 01 45 01 93 39
Métro 3615 Chypre

Nom _____
Adresse _____

Pour la FINLANDE

suivez les cygnes...

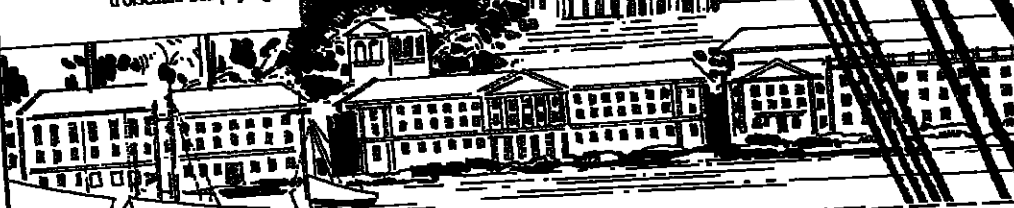
"C'est du pays FINLANDE". La ville blanche du nord se dessine à l'horizon autour du Port sud d'Helsinki et son grand marché coloré.

Par la joyeuse ambiance marine de sa capitale, ses rues, ses monuments, ses boutiques, la Finlande dévoile une de ses facettes au touriste arrivant par la mer. Le pays du temps de vivre, ses lacs par milliers et sa nature généreuse, vous attendent.

Et au Nord, la LAPONIE, un univers préservé : loin des bruits, vous entendrez que l'eau, le vent, les chants d'oiseaux. Les paysages

se succèdent avec harmonie : collines et bois clairs où filètent les rayons de soleil, lacs où les cygnes chanteurs semblent annoncer quelque heureuse prophétie, cours d'eau bouillonnants et transparents. L'air du Nord y est tiède et le temps ne compte pas sous ce soleil de minuit, omniprésent tout l'été.

Et la Laponie vous donne envie de vous reposer un corps neuf : marche, canot sur le lac d'Inari, pêche, randonnées en 4x4, bateau, mountain bike... autant de moments qui resteront inoubliables !



OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE
13, rue Aubert 75009 PARIS
Tel. (1) 42 66 40 13
Métro 3615 Finlande

Quel que soit votre choix : votre voiture, train, voyage organisé, vous saurez tout sur vos prochaines vacances en nous retournant ce coupon.

Nom _____ Adresse _____ Ville _____

Finlande
naturellement votre

Le Monde
VOYAGES

TERRES DE FRANCE

Nous étions Ulysse et nous voici Du Bellay. Deux fois par an, nous resterons Ulysse, pour continuer, de Terres d'hiver en Terres d'été, à parcourir la planète. Mais, le printemps venu, le Monde Voyages partira à la découverte de l'Hexagone avec un nouveau supplément, baptisé Terres de France.

Supplément magazine avec

Le Monde

JEUDI 18 AVRIL (numéro daté vendredi 19)

سكزا سن الاصل

سكننا من الاجل

Les Etats-Unis à la source

Suite de la page 17

Aujourd'hui, une nouvelle silhouette est en train de se dessiner : l'acier et le verre bleuté jouent avec les soleils couchants pour prévenir les passants que les grands carcasses de brique des usines et des entrepôts de l'époque de l'industrie lourde ne sont pas les seuls signes à retenir de cette ville en pleine transformation en train d'accueillir les sièges de grandes sociétés et les bureaux échappés de Manhattan. Car « les New-Yorkais ont fini par s'apercevoir que Philadelphie existait », ironise Denise Scott-Brown, architecte, urbaniste, compagne et associée de Robert Venturi, l'architecte qui avait fait sensation dans les années 60 en publiant *Learning from Las Vegas*, affirmant qu'il y avait « quelque chose à apprendre de Las Vegas » et de l'urbanisation spontanée, du désordre visuel, de l'exagération colorée de la ville américaine ordinaire.

Philadelphien, Venturi a sans doute appris aussi de l'observation de sa ville d'origine et du caractère joyeux composite, eclectique des styles qui s'y sont développés, paradoxalement respectueux d'une trame classique forte, imprimée dès le début par William Penn et son tracé au carré, accentuée par l'esprit Beaux-Arts et l'influence des architectes français qui, comme Paul-Philippe Cret, dirigèrent un temps l'école d'architecture de l'université, une des dix grandes du pays.

Le passionnant dans cette ville, c'est d'être à la fois américaine et totalement imprégnée des cultures de la vieille Europe. Jusqu'au gag architectural : on y trouve la plus belle collection de « répliques » monumentales, de l'hôtel de ville

déjà cité à la reproduction, sur Logan Square, des édifices créés par Gabriel pour la place de la Concorde à Paris.

Bien sûr, on ne visite pas l'Amérique pour y retrouver seulement la vieille Europe, mais il est toujours intrigant de constater à quel point le Nouveau Monde s'est nourri de l'Ancien. Comme Boston ou San-Francisco avec leurs personnalités propres, Philadelphie est une agglomération de quatre millions d'habitants dont on peut parcourir le centre à pied et où on peut se sentir bien. De ce grand cours d'urbanisme à ciel ouvert où chaque époque a laissé sa marque lisible, que retenir ? « Ville prudente et conservatrice », comme le note Denise Scott-Brown, Philadelphie s'est attachée depuis les années 50 à restaurer et mettre en valeur les monuments de la révolution et de l'indépendance, en créant, autour des principaux, tout de brique et de clochers blancs, un véritable parc où se dressent, reconstruits quand c'était nécessaire, les points-clés (Graft House, City Tavern) de l'histoire d'une nation nouvelle, ou bien, en silhouette grandeur nature pour frapper l'imagination, la maison natale de Benjamin Franklin, au-dessus d'un musée souterrain qui raconte aux jeunes Américains la vie exemplaire du héros.

De bicentenaire en bicentenaire (celui de l'indépendance, en 1976, celui de la Constitution, en 1987), on fêtera cette année celui du Bill of Rights (dix amendements dont le premier, le plus fameux, prône la liberté d'expression et la liberté de la presse), pour entretenir la flamme touriste-patriotique à coups de parades, de spectacles et de manifestations diverses. Mais

l'urbanité bien tempérée de la ville de William Penn ne se limite pas à ce quadrilatère sacré : chaque époque a son mot à dire : les maisons du dix-huitième siècle dans le quartier de Society Hill qui tombaient en ruine jusqu'aux années 1960 et qui ont repris des couleurs et une valeur bourgeoise, en font un quartier résidentiel immédiatement proche du centre, alors qu'à quelques blocs de là, vers le sud, la rue appartient aux Noirs et aux pauvres, hélas ! aussi mal lotis que dans n'importe quelle ville des Etats-Unis.

D'autres « zones grises », comme on dit pudiquement, s'étalent, au nord du quartier des affaires, sans grand espoir d'amélioration. « Qui a-t-on fait pour les Noirs, demandait-on à un urbaniste, qui avait répondu : Il n'y a pas de couleurs dans mon plan... Si, du vert », raconte Denise Scott-Brown, qui s'est battue, à la fin des années 60

pour l'aménagement « social » de South Street et qui regrette que la ville n'ait plus les ambitions humanistes des équipes de libéraux démocrates qui avaient pris le pouvoir et les idées dans les années 50.

Philadelphie est plutôt, pour l'Amérique, une ville avec de fortes traditions urbaines. Mais le libéralisme économique risque, là comme ailleurs, de l'emporter sur la rigueur. « On aurait très bien pu imaginer que la ville conserve par exemple son plafond de hauteur au lieu de s'adonner à la course banale des gratte-ciel de bureaux sans personnalité », estime Joseph Rykwert, qui dirige le département d'architecture de l'université de Philadelphie.

Historien et spécialiste de la théorie architecturale, britannique, il est depuis trois ans à la tête d'une école qui se souvient d'avoir bénéficié de l'enseignement et de l'aura de Louis Kahn et qui s'acharne à

retrouver un prestige équivalent. Les nouveaux gratte-ciel qui poussent depuis peu d'années dans le centre de Philadelphie n'ont, c'est vrai, pas d'autre qualité que de signifier la vitalité économique de la cité. L'agence d'Helmuth Jahn, de Chicago, qui rafle des commandes dans toutes les provinces, a commis là deux tours presque jumelles chaquetées en style Arts déco, qui jouent carrément à imiter le trop fameux Chrysler Building de New-York. Même s'il est vrai que l'imitation est un des genres que Philadelphie affectionne et pratique avec humour, on est loin de la qualité architecturale qu'atteignait, dans les années 30, l'immeuble du Pennsylvania Savings Fund Society qui, intact dans tous ses détails d'acier chromé, du sol aux salons d'honneur du trentième étage en passant par les cages d'ascenseur, témoigne pour son époque. Juste en face, les années 1900 sont illustrées par le

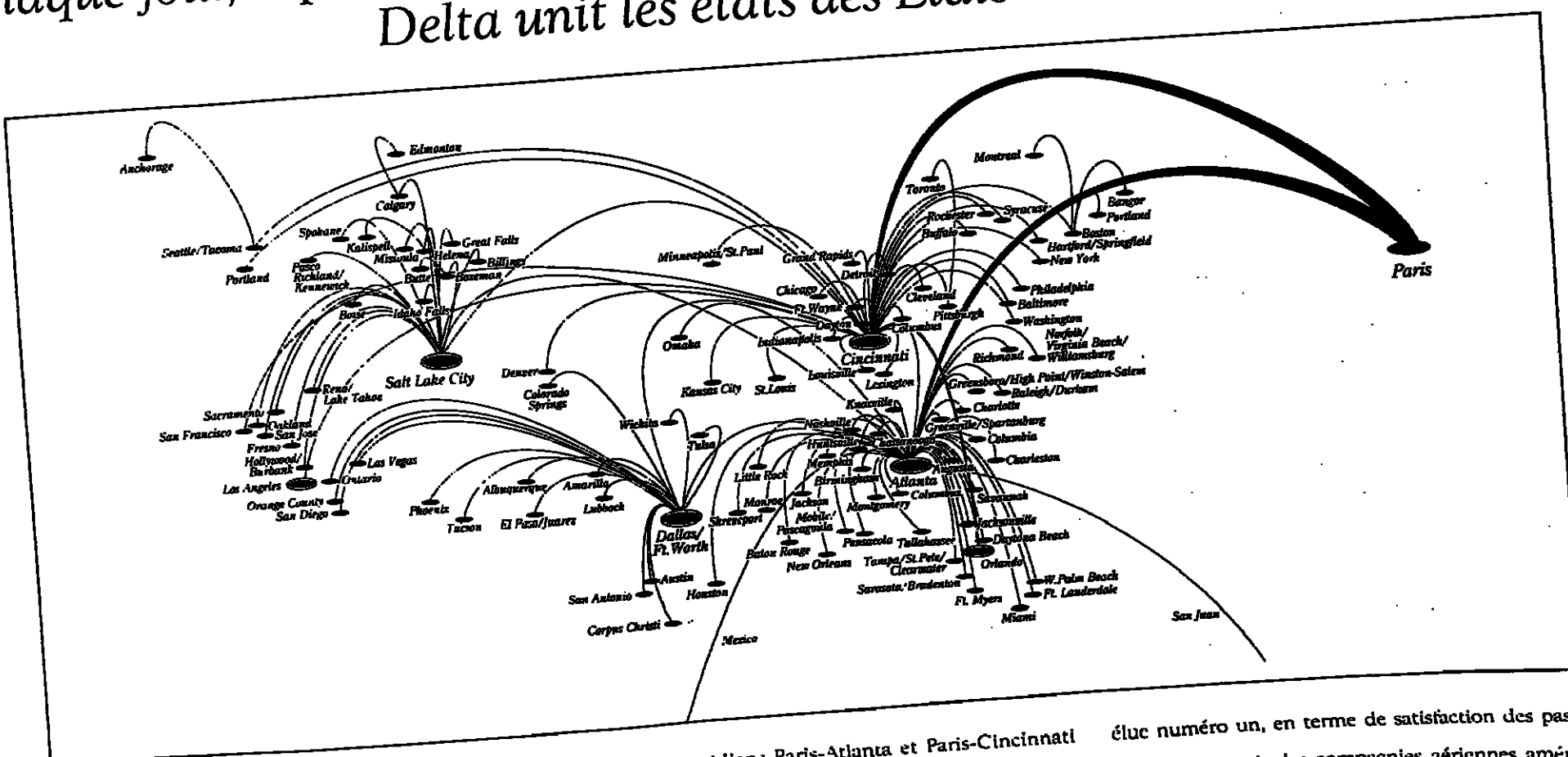
grand magasin de John Wanamaker, morceau d'anthologie, et, toujours vivant et animé, par le marché couvert, de la gare, où les fermiers *amish* (messieurs à barbe blanche, jeunes femmes au bonnet de tulle blanc) apportent les volailles et les laitages produits dans le comté de Lancaster et servent à toute heure des bretzels fraîchement cuits et dorés au beurre.

Mais l'étrangeté architecturale la plus marquante de Philadelphie est due à une personnalité du dix-neuvième siècle, Frank Furness, qui avait beaucoup lu l'historien d'art anglais John Ruskin et le *Dictionnaire raisonné* de Viollet-le-Duc et qui a donné à la cité, dans les années prospères qui suivirent la guerre de Sécession, une série d'œuvres fortes et contrastées. Mariant dans des rapports fous et des



Maisons du XVIII^e siècle dans le quartier de Society Hill.
Page de droite : sculpture de Robert Indiana sur la place J.-F.-Kennedy.

Chaque jour, à partir de ses deux vols Paris-Atlanta et Paris-Cincinnati, Delta unit les états des Etats-Unis.



Rien n'est plus beau et plus noble que la passion. Chez Delta Air Lines, la passion est notre métier. C'est pourquoi, pour vous déplacer rapidement et où vous le désirez aux Etats-Unis, nous avons tout simplement fait du pays un immense aéroport en unissant presque tous les états des Etats-Unis. Ainsi, à partir de

nos 2 vols quotidiens Paris-Atlanta et Paris-Cincinnati (en continuation vers Orlando), nous mettons à votre disposition notre fabuleux réseau aérien pour vous emmener vers plus de 240 villes aux Etats-Unis. Et comme toujours, vous vérifierez notre amour du vol à travers le service à bord exemplaire pour lequel Delta est

élue numéro un, en terme de satisfaction des passagers, parmi les principales compagnies aériennes américaines depuis 17 années consécutives. Alors, pour réserver votre prochain voyage aux Etats-Unis, rendez-vous chez votre agent de voyage ou appelez Delta à Paris au (1) 47.68.92.92.

DELTA AIR LINES
Notre amour du métier nous donne des ailes

RIDE
TACTOUR





هكذا من الاحل

سكرايول

Bridge

n° 1430

L'ART DE LA RECTIFICATION

Ce chelem est un bon exercice, car il peut être gagné sans trop de difficulté en prenant deux précautions élémentaires, l'une à Trèfle et l'autre au « rectifiant le compte », comme l'a fait le déclarant irlandais dans un match contre la Trinidad.

♠ R D 8
♥ A 8 6 2
♦ A 8
♣ D 9 5 4

♠ 10 6 5 4 3
♥ 10
♦ 10 5
♣ V 8 7 6 2

♠ 9 7
♥ R D 7 5 4 3
♦ D 6 4 3 2
♣ A V 2

♠ V 9
♥ R V 9 7
♦ A R 10 3

Ann : N. don. Nord Est Sud
Ouest Meubur Y... Fitzgib.
X... 1^{er} passe 2 SA
passe 4 SA passe 5^e
passe 6 SA passe...

La réponse de 2 SA était forçant de manche, et 4 SA était un Blackwood.

Quest : a-t-il fait le 4 de Pique pour la Dame, le 9 et le 2, comment Fitzgibbon en Sud a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A SANS ATOUT contre toute défense ?

RÉPONSE

Le déclarant a tout de suite compris qu'il fallait que la Dame de Carreau soit bien placée et que, si Est avait trois Carreaux par Dame 10, les deux levées seraient assurées. Mais cette hypothèse était d'autant moins probable que Est, qui avait chicane à Trèfle, avait de bonnes chances d'avoir au moins quatre Carreaux.

Alors que restait-il à espérer ? Tout simplement que Est soit seul à avoir la garde à Cœur (c'est-à-dire R D 10 ou cinq Cœurs) afin qu'il puisse être squeeé.

Voici comment Fitzgibbon a réussi son chelem : il a pris à Pique et sa première précaution a été de tirer l'As de Trèfle, sur lequel Est a défaussé un Cœur, puis il a donné un coup à blanc à Cœur, la « rectification du compte » pour permettre le squeeé.

Quand il a ensuite repris la main, il a fait l'impasse au Valet de Trèfle sur Ouest, puis il a réalisé ses cartes maîtresses jusqu'à cette position, où il a joué la dernière carte maîtresse du mort :

♠ R V 8 6 0 8
♥ R D 0 6 4
♦ 2 0 R V 9
♣ Sur le Roi de Pique, Est, obligé de conserver le Roi de Cœur (pour

ne pas libérer le 8 de Cœur du mort), a défaussé un Carreau. Fitzgibbon a alors joué le 8 de Carreau pour le 6 et le Valet, ensuite il a tiré le Roi de Carreau, et le 9 de Carreau est devenu maître...

On notera qu'il est possible également de faire douze levées sans rectifier le compte grâce à un squeeze avec rendement de main une fois que le 10 de Carreau est tombé...

A l'autre table, la Trinidad avait joué le chelem à Trèfle et avait chuté à cause de la répartition 5-0 des atouts.

LA PROTECTION INVISIBLE

Cette donne publiée avant la guerre (de... 1939) dans la fameuse revue américaine *Bridge World* montre que d'excellents exemples illustraient les articles techniques. Ici, Josephine Culbertson pose un problème facile si on est sur ses gardes. Mais, si on se laisse emporter par la routine, la chute deviendra inévitable.

♠ R 8
♥ D V 9
♦ 8 7 5 4
♣ A 6 4 3

♠ D V 10 9 2
♥ 5
♦ R D 6
♣ D 9 7 2

♠ 5
♥ 4 3 2
♦ V 10 9 3 2
♣ R V 10 3

♠ A 7 6 4 3
♥ A R 10 8 7 6
♦ A
♣ 8

Quest : ayant entamé le Valet de Carreau pour le 6 d'Est, comment Josephine Culbertson propose-t-elle de jouer pour gagner ce PETIT CHELEM A CŒUR contre toute défense ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

Les annonces, Sud donneur en partie libre, auraient pu se dérouler ainsi :

Sud Ouest Nord Est
1^{er} 1^{er} 2^e 2^e passe
2^e 3^e passe 3^e passe
3^e 4^e passe 4^e passe
5^e 5^e passe 6^e passe...

Après avoir promis une belle ouverture avec six Cœurs et cinq Piques, Sud montre son désir d'aller au chelem en indiquant son contrôle à Carreau sur lequel Nord peut bander au chelem, car son Roi de Pique second veut de l'or.

Philippe Brugnion



Anacroisés

n° 661

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent les définitions indiquent le nombre de lettres correspondantes. Les lettres déjà présentes dans les mots figurent dans les cases indiquées sur la grille.

HORIZONTALEMENT
1. ACIDIOSU... - 2. ACEBPR (+ 3).
3. AENRIS (+ 4). - 4. EIORSTUV (+ 2). - 5. BDILLO... - 6. EEMMOS...
7. AEEGR (+ 1). - 8. ADEMNRU...
9. AEGIMNRU (+ 3). - 10. AEEH...
MORT... - 11. AEEHNP... - 12. DEE...
NORTU (+ 3). - 13. AAEINT (+ 1).
14. AELNPS (+ 5). - 15. AACNR (+ 6).
16. AACRSU (+ 3). - 17. EORSTU (+ 4). - 18. EEPRSST.

VERTICALEMENT
19. AAEILLT (+ 1).
20. ABDEORU (+ 3). - 21. EGINRTU...
22. DEIRRS (+ 2). - 23. AEHRTU (+ 1). - 24. AEEERT (+ 1).
25. AEEPRVZ... - 26. AEILORT (+ 1).
27. AEHRIORS... - 28. EENNRST (+ 3). - 29. AEIMNNO... - 30. ADEINS...
31. ADEGISV (+ 1). - 32. ACDEPS...
33. ACDEPRU (+ 1). - 34. CEH...
MORR... - 35. EEEINPSU...
36. AEFUSS... - 37. EEGINVOV...
38. AAEDEGL... - 39. ADEORS (+ 3).
40. EEMNRSTU (+ 1). - 41. AAEERR.

SOLUTION DU N° 660
1. VERDICT... - 2. ABELIENS (BALEINES)... - 3. ETIOLEE (ETOILEE)... - 4. LATENCE (ECALENT)...
Michel Charlemagne et Michel Dugnet

Scrabble

n° 369

Le troisième larron de Larousse

A côté de l'artillerie lourde que constituent l'*Officiel du Scrabble* et les deux *Filats*, Larousse publie 500 trucs pour gagner au Scrabble, de Didier Clerc. Cet ouvrage est en fait un remake mis à jour et amélioré du *Scrabble de A à Z* que le champion franco-québécois avait lui-même édité naguère. Le livre commence par une description du jeu non pas logique, mais liée aux lettres de l'alphabet. Ainsi on a A comme arbitrage, B comme bulletins-réponses, C comme championnats. Ce procédé allège le livre mais oblige l'auteur à certaines contorsions.

Quant aux listes de mots qui forment le gros de l'ouvrage, elles restent fiables, exhaustives et précieuses. La première est classique, puisqu'elle cite tous les mots de 2 et 3 lettres, mais, en prime, elle offre les rajouts d'une lettre initiale et finale qui peuvent s'ajouter à ces petits mots. Ainsi vous apprendrez que KA peut se trans-

former en OKA, SKA, KAN et KAS. Viennent ensuite : les mots invariables, avec, éventuellement, les rajouts finaux d'une lettre possible : QUANTA ; les verbes anagrammes les uns des autres, par exemple SINUER et USINER (dommage qu'on ne précise pas que le premier est intransitif) ; les infinitifs pouvant être complétés par un S et, ou un E : MATERS - RAYER.E ; tous les verbes de 4 à 10 lettres, avec leur transinitivité et les rajouts initiaux possibles : LUTER (B-F-DE-IL-TA-SIBLES) ; LUTER (B-F-DE-IL-TA-SIBLES) ; les mots à lettre chère, avec rajouts finaux possibles : MUDEIARE ; les mots à finale classique : -A, -ABLE, -ACE, -ACCE, -ADE, -ADE, -AGE, -AIE, -AIRE, -AIS, -AL (avec féminin et pluriel), -AN, -ANCE, -ANTS et/ou E, -ARD, -ASE, -ASSE, -AT, -ATE, -ATRE, etc.

Il suffirait de peu pour que cet ouvrage soit excellent : un index détaillé et, surtout, une indication sémantique pour les mots rares.

Michel Charlemagne

* 64 F.

Fort-de-France, 9 novembre 1990
Tournois à l'ASCEE-DDE, porte de Jaban, mardi et vendredi 20 h.

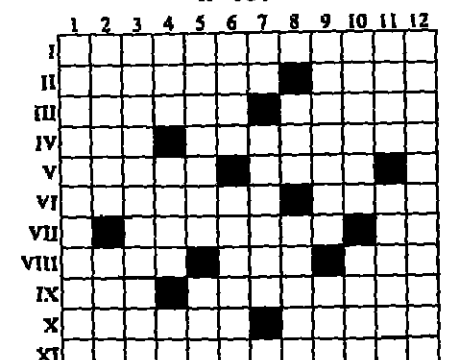
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'*Officiel du Scrabble* (Larousse).

N°	TIRAGE	MOT RETENU	RÉF.	PTS
1	BLEMORU	MORBLEU	H 4	74
2	NIBUDEN	BIDONNE	L 1	40
3	U+FINEIS	SUIFENT (a)	L 1	83
4	UNEEYVI	VENOUSIEN (b)	L 1	140
5	AUSPTLE	SPATULE	2 B	77
6	VRSCITA	VICIAT	3 I	30
7	SR+ZACOI	NAZI (c)	6 L	33
8	SRCO+PER	PROCREES	9 C	67
9	TAMTSE	JO(U)TAMES	E 8	80
10	ELIGLHO	EH	F 13	29
11	LIGLO+MY	MOLYS	15 A	75
12	IGL+QNUIE	QUINE	O 4	60
13	IGL+SOER	RIGULES	N 8	76
14	DDKETAH	KA	D 12	48
15	DDETH+AO	HOT (d)	M 13	24
16	DDEA+ORT	DEPORAT	15 G	30
17	T+EAISUN	USINATES	B 1	60
18	RAGWIFE	FERAI	6 F	40
19	RGW+LEAX	RELAX	A 5	54
				1 120

(a) INFUSENT, 1 4 7 1. (b) VINEU(S)ES perd 60 points ! (c) Coup amorceable : BARZOS, 5 5 3 6. (d) Coup amorceable : ADOBE, 7 5 2 6.
Y. Queque : 1 0 6 9. 2. M. de Montagne : 1 0 2 7. 3. A. Vassan : 1 0 7 7.
Tournois homologués : 31 avril : Fontenay, 18 : 61-39-41-06 ; 27-28 : Paris, mairie du 20^e, 45-22-34-09 ; 28 : La Baule, 40-42-11-18 ; 5 mai : Sécin, 20-45-58-62 ; Andarnon, 36-26-15-41.
9-12 mai : Festival de Vichy, 45-40-40-36.

Mots croisés

n° 659



HORIZONTALEMENT

I. Ignorant souvent pourquoi ils sont censés se disputer. - II. Blessé. Il était garanti, le voilà croissant, mais si peu. - III. Donnez de l'aisance. On la trouve sur les hauteurs avec son Saint. - IV. Dans la poulie. Enveloppe. - V. Éléphant quand il écrit, très grossier quand il parle. Existe. - VI. Peut se retrouver à la source. Désigne la bonne voie. - VII. A bout de forces. Là il ne s'agit plus seulement de femmes. - VIII. Vient à son heure. Résolument brutalisme en voie de résolution. - IX. Un appel plus évident de droite à gauche. Mis au point dans les détails. - X. Avant la révolution. Faire ce qu'on dit. - XI. Détermine une fonction tout à fait indispensable.

VERTICALEMENT

I. Son âme, elle, n'est pas noire, et sa foi sans complexes. - 2. Sans qualification, elle n'est sans doute pas bonne. Arbre à lapins. - 3. Fievres. - 4. A suivre. Son appétit est sans limites. Participe inverse. - 5. Laisse

voir ses rides. En petit. - 6. Rivière. Passer à l'acide. - 7. Adverbe. La peau est ainsi d'un dessin très apparent. - 8. Passage. Parfois dans le passage. - 9. A cu une composition originale. Biais. - 10. Fit perdre le fil. Un fac bouleversé. - 11. Très très peu. Bourde. - 12. Fleurit au bord de l'eau.

SOLUTION DU N° 658

Horizontalement
I. Bien-pensants. - II. Onques. Obiou. - III. Usuel. Fureur. - IV. Qui. Aillâ. PP. - V. Ulnaire. Gier. - VI. Iton. Rudement. - VII. Naxos. Rosi. - VIII. Indéites. Tra. - IX. St. Imitation. - X. Tesson. Géant. - XI. Essentielles.

Verticalement
1. Bouquiniste. - 2. Insultantes. - 3. Equinoxe. SS. - 4. Nuc. Anodisc. - 5. Pelai. Simon. - 6. Es. fr. Tint. - 7. Fievret. - 8. Soul. Dosage. - 9. Abrégés. Tel. - 10. Nie. Initial. - 11. Toupet. Zone. - 12. Surprenants.

François Dorlet

Tournoi des Grands Maîtres, Linares, 1991.
Blancs : G. Kasparov
Noirs : A. Beliavsky.
Partie anglaise.
Système Mikenas.

1. c4
2. c3
3. e4 (a)
4. e5 (b)
5. c3 (d)
6. d4 (e)
7. c4 (f)
8. c4 (g)
9. c4 (h)
10. d4 (i)
11. f3
12. f6
13. b2 (j)
14. d4
15. f4
16. d3
17. f3

18. d4
19. f4
20. f4
21. f4
22. f4
23. f4
24. f4
25. f4
26. f4
27. f4
28. f4
29. f4
30. f4
31. f4
32. f4
33. f4
34. f4

35. f4
36. f4
37. f4
38. f4
39. f4
40. f4
41. f4
42. f4
43. f4
44. f4
45. f4
46. f4
47. f4
48. f4
49. f4
50. f4

NOTES

a) Le champion du monde a volontiers recouru au « système Mikenas » quand il joue explicitement pour le gain, ce qui est le cas dans cette neuvième ronde, son adversaire ayant le même nombre de points que lui.

b) Sur la contre-attaque 3... d5, les Blancs ont le choix entre deux suites, soit 4. e5, soit 4. cxd5, exd5 ; 5. e5. Cet essai de Nimzovitch tente d'exploiter la faiblesse de la case d4.

c) Le seul moyen d'obtenir l'initiative.

d) Ou bien 5. d4, cxd4 ; 6. dxd4 ; c6 ; 7. d4, d6 (après 7... f5 ; 8. d4, a6 ; 9. c3, d7 ; 10. f2, g6 ; 11. 0-0, f7 ; 12. f4, c6 ; 13. b4, c7 ; 14. d4 les Blancs sont mieux) ; 8. c3, dx4 ; 9. cxd5, f7 ; 10. cxd7 ; 11. f5, f4 ; 12. f2, c6 ; 13. d3, d4 ; 14. 0-0 ; 15. c6, d4 ; 16. fxe3 avec avantage aux Blancs (Seirawan-Anderson, 1982). La sortie du C.R. prépare un intéressant gambit.

e) Sinon les Noirs égalisent facilement par 6... d6.

f) Au prix d'un pion, les Blancs peuvent mobiliser leurs forces avec efficacité sur la faiblesse de la case d6. On peut aussi préférer d'autres continuations comme 8. f4 et 8. d4.

g) Si 8... d6 ; 9. c5, dxc5 ; 10. f4 ! A examiner est la défense 8... f6 ; 9. f4 (ou 9. f4, c7 ; 10. f5, a6 ; 11. fxe6, fxe6 ; 12. dxd8+, Rxd8 ; 13. Cd4), a6 ; 10. Cd6+ ; fxd6 ; 11. Dxd6, Cf7 ; 13. Da3, b6 suivi de Fb7.

h) Si 11... Cf7 ; 12. Dg3, g6 ; 13. Dh4 ou 12. Db4.

i) 13. Fxd8, Cxd6 ; 14. Fc7, Rf7 ; 15. c5, C8 ; 16. Fb6, d5 conduit probablement plus à la nullité que le maintien de la pression par 13. Dc5.

j) Ou 13... d6 ; 14. Da5, C6 ; 15. Da4, 0-0 ; 16. 0-0-0

Echecs

n° 1432

empêchant 16... d6 à cause de 17. Da3.

k) S'écartant de la partie Kasparov-Sokolov (Belfort, 1988) : 14... d7 ; 15. 0-0-0 ; 16. f4, C6 ; 17. Da3, e5 ; 18. g4, Cf-d4 ; 19. Cd5, Df7 ; 20. f5, g6 ; 21. Tg11, exf5 ; 22. g5 avec gain des Blancs au quatrième coup.

l) La faiblesse du pion d6 devient insupportable et, devant la menace de l'arrivée de la T-D en d1, les Noirs tentent d'interposer un C en d4 mais au prix de l'abandon de la case d5.

m) Refusant l'étouffement 18... Cc-d4 ; 19. Cd5.

n) La position des Noirs est intenable.

o) Le pion sacrifié au septième coup est récupéré avec un énorme avantage de position pour les Blancs.

p) La technique la plus simple.

q) Menace 30. Cc7.

r) Les C noirs n'ont aucune efficacité. 33... Fxd5 ; 34. Fxd5 n'améliore pas la fin de partie des Noirs : 34... Cc6 ; 35. Fxc6 mais le coup du texte permet aux Blancs d'abréger les souffrances de leur adversaire : si 34... Txd1 ; 35. Txd1, Cxb6 (si 35... Cd-f8 ; 36. Fxb7) ; 36. axb6 et le pion b7 est perdu et si 34... Cxb6 ; 35. Txd6, Txc7 ; 36. axc7, Td7 ; 37. Td8+, Fg8 ; 38. Fxb7.

SOLUTION DE L'ÉTUDE

N° 1431

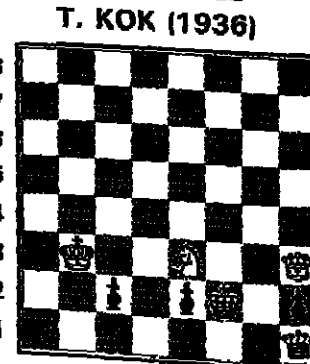
G. NADAREICHVILI

(Blancs : Rg7, Ff1, Ph6 et e4. Noirs : Rf7, Tc6, Pa4, e5, f6. Nulle.)

1. h7, Tc8 ; 2. Fb5 ! (et non 2. h8=D, Txb8 ; 3. Rxb8, a3 ; 4. Fc4, f5 ; 5. exd5, Rf6 et le pion e5 gagne), a3 ; 3. Fc4, Ta8 ; 4. Fa2 ! (et non 4. Fg8, a2 ; 5. h8=D, al=D ; 6. Dh7, Dg1+ avec gain), Tb8 ; 5. Ff7, Tc8 (si 5... Tb2 ; 6. h8=D, Ta2+ ; 7. Fg6) ; 6. Fc4, Ta8 ; 7. Fd5 nulle.

ÉTUDE N° 1432

T. KOK (1936)



Blancs (3) : Rb3, Dh3, Cc3.
Noirs (5) : Rf2, Dh1, Pc2, e2, h2.

Les Blancs jouent et gagnent.
Claude Lemoine

SANS VISA
TABLE

Flamiches

« Les trois gentilshommes prirent la route de Picardie, cette route si connue d'eux... » Eux, ce sont les Trois Mousquetaires d'Alexandre Dumas et leurs laquais. Planchet, celui de d'Artagnan, était, du reste, picard. Cette ancienne province constituait aujourd'hui le département de la Somme et une partie de celui de l'Aisne.

La route de Picardie fut celle des grandes invasions, avec un sol autant remué par les armes que par la charrue. Aujourd'hui, c'est l'autoroute A 1 et la RN 17 qui passent à Roye, où nous reste un vieux restaurant familial à l'enseigne, justement, de La Flamiche.

J'aimerais bien savoir d'où nous vient le mot. De flan ? De

Flamand ? Il est nordique, en tout cas. On retrouve ces tartes, ces gâteaux, dans le Nord et les Flandres, jusqu'en Belgique. Et le Larousse gastronomique nous dit que, jadis, la flamiche était « une galette de pâte à pain que l'on dégustait chaude à la sortie du four, arrosée de beurre fondu. Aujourd'hui, on y ajoute du fromage ou des légumes émincés mélangés de jaunes d'œufs battus : flamiche aux poireaux ».

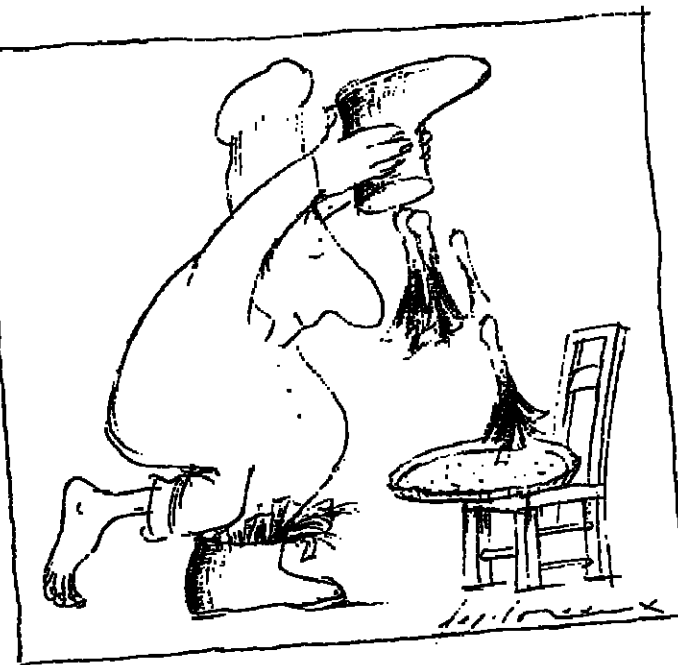
La plus connue, donc, la flamiche aux poireaux, semble bien être picarde. Pas étonnant puisque c'est ici le pays des hortillonnages, ces jardins flottants des bras de la Somme, ces entrelacements de canaux (les rieux) séparant les terres (les aires) où les maraîchers, hier encore, péne-

traient en barque pour cultiver les légumes. On dit ici *al portons*.

La recette est en bien simple : pâte brisée (farine, sel, beurre fondu, deux œufs et eau) abaissée à un demi-centimètre, garnissant une tourtière beurrée. La garniture des poireaux d'une grosse botte (plus de blanc que de vert), lavés, coupés menus et lentement cuits au beurre, mêlés d'un jaune d'œuf. Recouvrir d'une mince abaisse de pâte, souder les bords et cuire au four chaud.

Mais vous rencontrerez peut-être (chez l'habitant, parce que les chefs, aujourd'hui, sont bien trop prétentieux pour daigner proposer les plats simples du terroir) la flamiche *al citrouille*.

Même principe et même pâte, mais, la veille, en un endroit



caquise (cuisse de cochon), menouille (haricots au lard et oignons), rabote (rustiques pommes en beignets), tarte al prune (aux pruneaux), etc.

A Paris, la flamiche est introuvable, sauf... Sauf quelquefois à la carte de *Chez Michou* (80, rue des Martyrs, 75018 Paris ; tél. : 46-06-16-04), ce cabaret des époustouffantes parodies. Et, s'il n'y en a point, demandez la au séminant Michou, un gars « de la bas », pour la prochaine fois. Il n'y manquera point, il est gourmand comme une chatte !

La Reynière

(1) Vous trouverez aussi, peut-être, des flamiches au fromage de Maroilles. Pierre Androuet, dans sa *Cuisine au fromage* (Stock éd.), cite celle de Picardie, celle de Dinant (au fromage du pays), celle de l'avesnoise.

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE J.-B. MICHEL
B.P. n° 5
MOUSSY 51200 EPERNAY
Propriétaire-viticulteur
Doc. et tarifs sur demande
Etiquettes personnalisées
* « l'abus d'alcool est dangereux pour la santé ».

L'ORT VERT
CAVE VITICOLE
DE CLEBOURG
Vente par correspondance. Tarif sur demande
Livraison rapide dans toute la France et à l'étranger
67160 Wissembourg - Tél. : 88-94-30-33

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Téléc. : 970275
FAX 93-39-19-48
A deux pas du Palais des Congrès.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON
Best Western
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
30 CHAMBRES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-87-63-56 - Téléc. 476410
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
à 5 km de St-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS
LOGIS DE FRANCE
Toutes possibilités de ski
Demi-pension, pension
Tél. : 92-45-83-71.

SAVOIE

Vacances de printemps en SAVOIE :
Calme, détente, nature.
Chalet de FOULE ROUGE XVIII^e s. **
LOGIS DE FRANCE. Guide Auto Journal.
1 600 m. Epan. panoramique plein sud « les
disciplines d'Epierre sauront s'y retrouver ».
Pension 1/2 pension.
Famille SURRIER - LA CHAL 73530
SAINT-JEAN D'ARVES.
Tél. : 79-39-70-99.

05340 PELVOUX

Pension complète + clubs enfants +
montagne + soirées + rafting + vit +
piscine + tennis : 1498 F semaine
réduction enfants de 25 % à 50 %.
AUBERGE LA BLANCHE
N° VERT APPEL
GRATUIT 05-03-29-21.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c.
TV couleur.
Tél. direct.
De 280 F à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
Logis de France
Toutes chambres avec w.c. + bain
PISCINE, TENNIS PRIVÉS.
Pratique de golf gratuite.
1/2 pension à partir de 196 F.
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
Tél. : 53-29-95-94.

Italie

VENISE
OFFRE SPÉCIALE
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1991
RAMADA HÔTEL VENISE
Seulement 750 FF
par personne pour 3 nuits
avec le petit déjeuner compris
Pour réserver, téléphoner :
1939-41-5310500
Fax : 1939-41-5312278
Téléc. : 433294 RAMYE

TOURISME

SUISSE
VALAIS : Magnifique chalet,
soleil, vue. 0041 614020233.

Home d'enfants

Vacances d'été
HAUT DOUBS (900 m alt.) 3 h de
Paris par TGV, agrément Jeunesse et
Sports. Yves et Liliane accueillent
vos enfants dans une ancienne
ferme XVIII^e, confort., rénov., au
milieu des forêts et pâturages. Accueil
limité à 14 enfants, cuis. saine et
équilibrée chère 200 F avec sdb, W.C.
Activités avec moniteur : poneys,
tennis, jeux, ping-pong, V.T.T., initia-
tives, peinture sur bois, herbiers,
fabrication du pain,
découverte environnement.
Tarif tout compris : 1 880 F/semaine
par enfant + option V.T.T.
Tél. : (016) 81-38-12-51.
Le Crêt-l'Agnieu - La Longeville
25650 MONTBENOIT.

Le France à Ham

Petit hôtel confortable, accueil
empressé et souriant et cuisine
du patron J.-P. Maillez : tourte
de lapereau à la confiture d'oi-
gnons, ou compote de lapereau à
la vieille prune, paupiette de sau-
mon au chou, barbe à la crème
de légumes, etc. Menu de
semaine à 90 F et de 170 à
240 F, et carte (compter 300 F).

► Le France, 5, place de l'Hôtel-
de-Ville, à Ham. Tél. : 23-81-
00-22. Fermé dimanche soir.
C.B.

La Flamiche à Roye

La famille Klopp, représentée
aujourd'hui par Marie-Christine,
règne toujours sur cette maison
de tradition, à la salle à manger
aux vieux meubles patinés par le
temps. La flamiche reste à la
carte (enseigne oblige) avec la
soupe au lapereau et un
« pressé » d'anguille, le saumon
cuit dans sa peau est « aux fèves
des marais », mais petit à petit le
folklore s'efface, hélas ! Et si la
cave est particulièrement riche et
soignée, si les vins d'Alsace sont
venus en voisins (le riesling de
chez Faller, notamment), le

juraçon paraît ici comme un
intrus, non ? Mais le chef auver-
gnat a du métier et du talent, et
c'est vraiment la grande halte du
département. Innombrables
menus de 190 à 595 F vins com-
pris, et carte : compter 500 F.

► La Flamiche, 20, place de
l'Hôtel-de-Ville, à Roye. Tél. :
22-87-00-58. Fermé dimanche
soir et lundi. A.E.-D.C.-C.B.
Chiens acceptés.

La Bonne Auberge à Dury-lès-Amiens

Le pâté de canard d'Amiens,
évidemment, et quelques bonnes
spécialités du chef-patron,
M. Beaussire. Avant d'aller visi-
ter Amiens, c'est l'honnête halte
en bord de route. Nombreux
menus de 74 à 240 F et carte
(compter 375 F).

► La Bonne Auberge, 63, rue
Nationale, à Dury-lès-Amiens.
Tél. : 22-95-03-33. Fermé
dimanche soir et lundi. Parking
privé. A.E.-D.C. Chiens accep-
tés.

Le Banneton à Marcelcave

Pas de carte, ici, mais des
menus (de 90 F à 150 F) de
bonne cuisine sage ; avec une
tarte au maroilles notamment.

A LA DÉCOUVERTE DES SECRETS DES AZTÈQUES...

ou savoir se régaler en feuilletant les chapitres
de l'Histoire dont le héros se nomme cacao.

Né au Mexique précolombien, le cacao représente
pour les Aztèques la fois un objet de culte et
une force économique considérable. Et lorsque au
XVI^e siècle CORTÈS, qui mène la conquête
espagnole au Mexique, goûte le « xocoatl », un
chocolat servi alors amer et épais, il est séduit
par ses vertus toniques.

De retour en Europe avec une cargaison de fèves de
cacao, il fondera ainsi l'un des secrets des Aztèques.
Aujourd'hui, la société L.U., à l'instar de cette brillante
civilisation, crée des recettes d'exception, avec des biscuits subtils
et raffinés, au goût brut de chocolat, de véritables bouchées
gourmandes. Ce sont : « LES SECRETS DES AZTÈQUES ».

Tout un programme de surprises et de ravissement, où se
mêlent de délicates alliances entre saveurs et textures inattendues.
Tout le charme de l'exotisme aussi, avec des noms énigmatiques
qui invitent à l'évasion.

En effet, « LES SECRETS DES AZTÈQUES » se déclinent en trois
variétés, où tous les biscuits ont notamment en commun d'être
enrobés d'un exquis chocolat fin, avec :

IZCALLI CITRON : une surprenante rencontre entre une meringue
aérienne et fondante et un savoureux nappage au citron. Une grande
réussite placée sous le signe de l'originalité.

CHOULULA NOISETTES : une pure merveille de gourmandise, plus
classique, avec une harmonie somptueuse entre la « croustillance » d'un
biscuit léger et la générosité de noisettes succulentes.

QUETZAL PRALINE : biscuit étonnant de légèreté. Il est coiffé
d'un dôme de praline d'une très grande qualité. Un délice à faire fondre
les plus exigeants.

Ce qui caractérise « LES SECRETS DES AZTÈQUES », c'est le soin
extrême apporté par L.U. et cela à tous les niveaux : pour la
conception et la fabrication bien sûr, mais aussi pour la
présentation. Les biscuits sont offerts comme dans un écrin d'or, à
l'intérieur de paquets réellement sublimes, laissant découvrir, dans
un rai de lumière, des bas-reliefs aztèques tout camaïeu... Quel
prélude à l'aventure !

« LES SECRETS DES AZTÈQUES »... un délicieux plaisir...
à ne pas garder secret...

« LES SECRETS DES AZTÈQUES » est en vente dans les grandes surfaces
et les grands magasins d'alimentation au prix de 10 F environ le paquet.

Semaine gourmande

Un feuilleté de ris de veau, une
andouillette de qualité et une
petite cave honnête.

► Le Banneton, 29, rue de l'Hi-
ronde, à Marcelcave. Tél. :
22-42-30-78. C.B. Chiens
acceptés.

L'Hostellerie des remparts à Péronne

Adossée aux remparts, une
façade sérieuse cache quelques
chambres correctes et une salle à
manger « médiévale » de solide
cuisine régionale. Ficelle picarde
et flamiche voisinant la matelote
d'anguilles et le canard au poivre
vert. Menus de 75 à 240 F et la
carte (compter 250/300 F).

► L'Hostellerie des remparts,
21-23, rue Beaubois, à
Péronne. Tél. : 22-84-01-22.
Salons 30/60 couverts. Parking.
C.B.-A.E.-D.C. Chiens acceptés.

Miettes

Système « D ». C'est le (bon)
système de Didier Delu,
l'excellent restaurateur du 85, rue
Leblanc (15^e) (tél. 45-54-20-49),
qui non seulement restera ouvert
en juillet et en août (sauf samedi
et dimanche), mais proposera aux
dîners un excellent menu à 220 F
- choix d'entrées, poissons ou
viandes, fromage, desserts,
apéritif, demi-bouteille de vin,
café et mignardises. Qui dit
mieux ?

Scandale ! Que les Japonais aient
acheté le vieux Prunier défunt de
l'avenue Victor-Hugo, cela ne fait
qu'un restaurant de plus passé
aux mains nipponnes. Mais que
pour servir poissons et plats du
Soleil-Levant ils gardent
l'enseigne Prunier, n'est-ce pas
abusé ? Le cher vieux
M. Prunier, qui créa l'enseigne
(alors du Duphot) après la guerre
de 1870 eût été bien étonné.

GASTRONOMIE

On peut être très Turbot
et savourer lentement.

Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.

LA CHAMPAGNE

La grande brasserie de la mer.
Vivier de langoustes et de langoustes.
10, place de Cléry Paris 9^e
Réservation : (01) 48 74 14 78 - Fax : (01) 42 00 63 10

CHEZ HANSI

L'histoire de Hansi dans un décor unique.
2, place du 18-Juin-1940 Paris 6^e
Angle Montparnasse Rue de Rennes
Réservation : (01) 45 48 96 12 - Fax : (01) 45 44 55 48

سكن في الامم

Giverny cimaises d'Amérique

Fréquentée depuis plus d'un siècle par les peintres américains venus prendre des leçons d'impressionnisme auprès du maître Claude Monet, Giverny n'a cessé d'être à l'heure des États-Unis. Restaurée à l'aide de quelques millions de dollars, la demeure de l'artiste trouvera cet automne, face à elle, un musée tout neuf, dédié par un mécène de Chicago, à l'impressionnisme américain.

VERS la fin du siècle dernier, les jeunes peintres et sculpteurs américains se dirigent par centaines vers l'Europe. La guerre de Sécession a si profondément fait vaciller l'assurance dans les valeurs du Nouveau Continent qu'ils éprouvent plus que jamais le besoin de se plonger dans celles, établies, de l'Ancien. Mais l'Italie, curieusement, les lisse, et, si l'Angleterre parfois les séduit, c'est la France, en dernier lieu, qui les retient. On les trouve nombreux dans les académies parisiennes, élèves trop attentifs pour n'être pas souvent aveuglés au monde neuf en train de surgir auprès d'eux. Quelques-uns, cependant, vont saisir l'interdit de se laisser aller au gré de la Seine, qui a commencé de charrier (de diluer?) ce scandale, le fleuve impressionniste, déposant ici un Sisley, là un Caillebotte, plus loin un Pissarro.

En 1887, l'un de ces jeunes gens croit pouvoir s'exclamer : « J'ai trouvé le paradis ! » Il est à Giverny, bientôt rejoint par une petite bande qui décide l'année suivante de pousser en aval, s'enhardissant par chemin de fer jusqu'à Pont-de-l'Arche, puis s'en revenant dare-dare à son point de départ, « tellement plus beau ». Étrangement, si leurs écrits comme leurs témoignages ne font référence qu'au seul charme du village, la cause de leur illumination tient évidemment moins au site, assez quelconque, qu'au peintre qui l'occupe depuis 1883 : Claude Monet.

Le maître, qui pensait avoir trouvé là son havre, confiera sou-

vent à quel point l'agaçait la troupe d'artistes et d'étudiants qui l'avaient rejoint, agitant la menace d'un départ « au loin », d'autant moins crédible qu'il y avait souvent recours. Après d'eux, son influence débordait déjà largement le domaine pictural : l'un de ces frais Givernois, John Leslie Breck, s'éprend-il de sa belle-fille Blanche que Monet intervient, renvoyant le soupirant tout auréolé d'impressionnisme en sa Boston originelle. Un second, Theodore Earl Butler, sera plus heureux, épousant en 1892 sa belle-fille Suzanne, qui lui donnera deux enfants, puis, à la mort de celle-ci, sa sœur aînée, Marthe. Un troisième, Theodore Robinson, avant d'inaugurer, à son retour la même année aux États-Unis, un genre nouveau : la rédaction de souvenirs sur Monet, peindra, ou dépeindra, la première cérémonie. Curiosité.

Lorsqu'une peinture moins événementielle retient notre attention, c'est par la citation touchante, comme venue d'élèves trop respectueux, demeurés gauches et mal enracinés, empressés de ramener au pays des procédés inédits, et peu enclins à se dégarer des souvenirs d'un Barbizon déjà solidement reconnu chez eux. Le conservateur du Musée Monet, Gérard Van der Kemp, remarque que seuls émergeront ceux qui sauront devenir profondément européens, « se fondre dans l'école de Paris », comme John Singer Sargent, qui, il est vrai, connaissait Monet depuis 1874, ou Mary Cassatt, laquelle ne s'attardera guère que le temps de visites à Giverny.

En 1886, Durand-Ruel, son marchand, pressé de se refaire, avait préparé d'autres noces, plus profondes, de Monet avec l'Amérique. À l'invitation de l'American Art Association of New York, il organise une vaste exposition impressionniste avec quarante-huit Monet, quarante-deux Pissarro, trente-huit Renoir, vingt-trois Degas, dix-sept Manet, quinze Sisley, trois Seurat et, pour faire passer le tout, pour exhiber la différence ou pour rentrer dans ses frais, une cinquantaine de toiles d'artistes plus « sûrs ». L'accueil est prometteur, et Monet perçu par beaucoup comme le chef de la nouvelle école.

La presse américaine spécialisée sera moins tendre avec ses propres concitoyens. Ainsi, en 1887, *The Art Amateur* pourra-t-il les renvoyer sans détour à leur palette : « Une véritable colonie américaine s'est rassemblée, paraît-il, à Giverny, foyer de

Claude Monet, notamment Louis Ritter, Willard Metcalf, Theodore Wendel, John Leslie Breck et Theodore Robinson. Les quelques tableaux qu'ils ont repris le bleu-vert impressionniste de Monet et qu'ils l'ont mal repris. Paradoxalement, ces jeunes gens n'en avaient ainsi que mieux préparé le terrain du maître, qui, en même temps que New-York et avant Chicago, conquiert Boston en 1892. Vingt ans plus tard, on dénombrera soixante-six Monet dans la seule capitale du Massachusetts.

Déjà, outre-Atlantique, on aimerait faire passer l'adoption de Monet comme une véritable création, exclusive, et les Américains attribueront un peu hâtivement à l'une des leurs, la peintre Lilla Cabot Perry, qui, avant d'aller vivre trois ans à Tokyo, a acheté en 1889 la propriété mikeyenne des Monet, l'introduction de l'impressionnisme au Japon. C'est que l'empire, d'emblée, est apparu comme un concurrent sérieux : ne date-t-on pas l'entrée de Monet dans l'opulence de sa première grande vente au Japon, en 1891, au moment même où la demande américaine se fait pressante. Rien, cependant, qui permette d'attribuer au seul poids du marché le développement des séries (champs, meules, peupliers, cathédrales) à l'époque. Et d'ailleurs, qu'importe : plus Monet est riche, plus son geste est libre, plus sa peinture devient économe.

Entre elle et l'argent s'est ouvert un gouffre : le jardin. S'il s'insère sans nul doute de plus en plus dans une économie de la peinture, rapprochant le paysage ou le motif de l'atelier (l'y amenant à l'occasion), autorisant le passage rapide de l'un

à l'autre, fournissant les couleurs de référence au moment voulu, le jardin réclame de plus en plus d'attention pour lui seul. Monet emploiera jusqu'à sept jardiniers à cette œuvre jamais achevée, que son complice en botanique Octave Mirbeau pourra décrire comme « une orgie de nuances mêlée de tons, une orgie de nuances claires, un gâchis resplendissant et musical de blanc, de rose, de jaune, de mauve ; un incroyable pétrissement de chairs de blondes sur quoi éclatent des oranges, sonnent les fanfrelaues des cuivres ardents, soignent et s'allument les rouges, s'égayent les violettes, s'illuminent de feu les pourpres noirs ».

Lorsque l'artiste disparaît, en 1926, une colonie d'une trentaine d'Américains est toujours à l'ouvrage dans la commune. Elle va rapidement s'effiloche, ne laissant derrière elle que quelques maisons, repérables à leur verrière au nord, où trouveront abri, avant la dernière guerre, des personnes aussi peu suspectes d'impressionnisme qu'André Breton et Tristan Tzara. Giverny ne semble plus vivre qu'à travers les titres et la mémoire des tableaux.

À la mort de Michel Monet, en 1966, qui lègue la demeure paternelle et son contenu à l'Institut, la nature a commencé d'avoir raison de l'unique jardinier resté sur place. Les herbes, les ronces et les orties occupent le devant de la scène, et des arbres sont surpris à pousser jusque dans le grand bassin. Les peintures échoieront au Musée Marmottan, la maison et le jardin (ce qu'il en reste) à Gérard Van der Kemp, ancien conservateur à Versailles, qui parvient à adjointre Giverny à la fondation qu'il a créée pour Versailles outre-Atlantique avec son épouse américaine.

Les jeunes Américains qui écu-

maient les prés des bords de l'Épte un siècle auparavant ne seront pas oubliés. La cote, qui propulse Monet au niveau des plus grands, hisse du même coup tous ceux qui l'ont approché, même de loin, à des prix qui méritent un cadre, auquel l'appellation Giverny apporte une sensible plus-value. Justement, Daniel J. Terra, puissant industriel, fondateur d'un Musée de l'art américain à Chicago (imaginons un musée de l'art « français » à Lyon, par exemple) et propriétaire d'une large collection d'impressionnistes américains, s'est mis en tête de voir ses Givernois d'adoption regagner ou se mesurer à leur terre d'adoption.

De passage au Metropolitan Museum en 1976, ce passionné d'horticulture est ébloui par les compositions florales de l'entrée. Il s'enquiert, on les lui dit venir chaque semaine des Pays-Bas par avions frétés par une généreuse amie des plantes. La piste est bonne : la personne possédée des Monet et s'est inspirée de Giverny dans l'aménagement de son propre jardin. A son modèle reconnaissant, elle offrira le premier million de dollars pour sa restauration. Onze autres millions suivront, provenant d'une centaine de donateurs.

Au total, l'équivalent de 65 millions de francs, couvrant la quasi-totalité des frais, seront levés outre-Atlantique. Une Roosevelt offre l'éclaircissement des plantes, une Rockefeller les murs du restaurant. Maison et jardin rénovés, on crée un parking (avec massifs de fleurs étiquetées), on restaure un corps de ferme voisin afin d'y ouvrir des appartements pour les donateurs, mais aussi pour de jeunes peintres (américains) invités, à l'imitation de leurs aînés, à se mesurer au long d'une année avec les lieux. L'Amérique est de retour, et Giverny a retrouvé son rôle de retour, et si confortablement que la fondation Claude-Monet peut maintenant venir en aide à Marmottan. Monet et Giverny sont devenus des signes et bientôt peut-être des marques du meilleur goût français : grâce à Simon et Schuster, cent mille maîtres de maison ont pu se procurer l'édition américaine des *Carnets de cuisine de Monet* (1), de Claire Joyes et Jean-Marie Toulgout (Givernois et petit-fils de Theodore Butler).

Les jeunes Américains qui écu-

maient les prés des bords de l'Épte un siècle auparavant ne seront pas

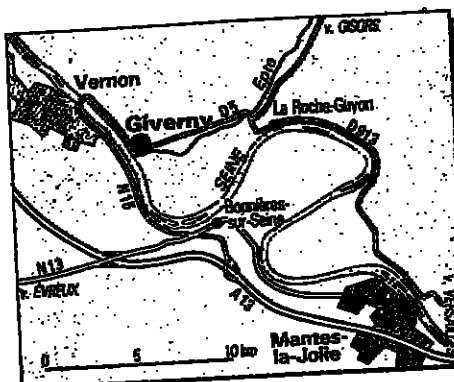


PHOTO D'IMAGE/STUDIO LITTE



Frederic Carl Frieseke commença ses séjours à Giverny en 1900, avant de s'installer durablement auprès de Monet en 1906. Sa *Femme dans un jardin* (1912) appartient à la collection Daniel J. Terra.

maient les prés des bords de l'Épte un siècle auparavant ne seront pas oubliés. La cote, qui propulse Monet au niveau des plus grands, hisse du même coup tous ceux qui l'ont approché, même de loin, à des prix qui méritent un cadre, auquel l'appellation Giverny apporte une sensible plus-value. Justement, Daniel J. Terra, puissant industriel, fondateur d'un Musée de l'art américain à Chicago (imaginons un musée de l'art « français » à Lyon, par exemple) et propriétaire d'une large collection d'impressionnistes américains, s'est mis en tête de voir ses Givernois d'adoption regagner ou se mesurer à leur terre d'adoption.

De passage au Metropolitan Museum en 1976, ce passionné d'horticulture est ébloui par les compositions florales de l'entrée. Il s'enquiert, on les lui dit venir chaque semaine des Pays-Bas par avions frétés par une généreuse amie des plantes. La piste est bonne : la personne possédée des Monet et s'est inspirée de Giverny dans l'aménagement de son propre jardin. A son modèle reconnaissant, elle offrira le premier million de dollars pour sa restauration. Onze autres millions suivront, provenant d'une centaine de donateurs.

Au total, l'équivalent de 65 millions de francs, couvrant la quasi-totalité des frais, seront levés outre-Atlantique. Une Roosevelt offre l'éclaircissement des plantes, une Rockefeller les murs du restaurant. Maison et jardin rénovés, on crée un parking (avec massifs de fleurs étiquetées), on restaure un corps de ferme voisin afin d'y ouvrir des appartements pour les donateurs, mais aussi pour de jeunes peintres (américains) invités, à l'imitation de leurs aînés, à se mesurer au long d'une année avec les lieux. L'Amérique est de retour, et Giverny a retrouvé son rôle de retour, et si confortablement que la fondation Claude-Monet peut maintenant venir en aide à Marmottan. Monet et Giverny sont devenus des signes et bientôt peut-être des marques du meilleur goût français : grâce à Simon et Schuster, cent mille maîtres de maison ont pu se procurer l'édition américaine des *Carnets de cuisine de Monet* (1), de Claire Joyes et Jean-Marie Toulgout (Givernois et petit-fils de Theodore Butler).

Les jeunes Américains qui écu-

maient les prés des bords de l'Épte un siècle auparavant ne seront pas oubliés. La cote, qui propulse Monet au niveau des plus grands, hisse du même coup tous ceux qui l'ont approché, même de loin, à des prix qui méritent un cadre, auquel l'appellation Giverny apporte une sensible plus-value. Justement, Daniel J. Terra, puissant industriel, fondateur d'un Musée de l'art américain à Chicago (imaginons un musée de l'art « français » à Lyon, par exemple) et propriétaire d'une large collection d'impressionnistes américains, s'est mis en tête de voir ses Givernois d'adoption regagner ou se mesurer à leur terre d'adoption.

Le gros charme de ce qui sera sans doute le premier musée contemporain d'art non contemporain à l'ouest de Paris est quasiment terminé, et son ouverture partielle est prévue en septembre prochain. Le coût total de ce musée de l'impressionnisme américain (son intitulé n'est pas fixé définitivement) tournerait aux alentours de 100 millions de francs (dont 40 pour les seuls bâtiments), somme considérable à l'échelle d'une seule entreprise, à comparer toutefois avec les 127 842 000 francs atteints au cours d'une vente à Londres en 1988 par *Dans la prairie*, une toile d'un certain Claude Monet.

Jean-Louis Perrier

(1) Le Monde du 23 décembre 1989.

AU VOL.

BON VOL.

Prix discount sur les vols réguliers quotidiens
des grandes compagnies

Londres 690 F - New York 2290 F
Los Angeles 3990 F - Delhi 4790 F
Bangkok 4790 F - Papeete 8990 F
Tour du monde 9990 F

Forum Voyages a choisi CONTINENTAL AIRLINES
*Vols aller-retour. Prix à partir de, au départ de Paris.

Bon à découper et à retourner à Forum Voyages, 67, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.
Je vous remercie de m'envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages contre 9,20 F en timbres :

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Ville : _____ M.Q. 12-441
Code postal : _____

FORUM VOYAGES
L'ARTER MOINS CHERE.

Agences Forum Voyages : 11, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er}. Tél. : 42.61.20.20 • 39, rue de la Harpe, Paris 5^e. Tél. : 46.33.97.97 • 1, rue Cassette (angle 71, rue de Rennes), Paris 6^e. Tél. : 45.44.38.61 • 140, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. Tél. : 42.89.07.07 • 67, avenue Raymond-Poincaré, Paris 16^e. Tél. : 47.27.89.89 • 75, avenue des Ternes, Paris 17^e. Tél. : 45.74.39.38 • Rouen : 72, rue Jeanne-d'Arc, Rouen. Tél. : 35.98.32.59 • Renseignements et inscriptions (Carte Bleue). Tél. : (1) 47.27.36.37. Minitel 36.15 code FV.

28 Augmentation de capital de Cap Gemini.
29 Bourse de Paris.

Après dix années de pertes Les raffineurs français sont redevenus bénéficiaires en 1990

ques centrales régionales, y compris dans des Länder de petite dimension comme la Sarre, permet de dédommager par des postes bien rémunérés des personnalités politiques que l'on veut mettre à l'écart en douceur : c'était le cas pour M. Koebnick (SPD), que le patron de la Sarre, M. Oskar Lafontaine, veut remplacer à la tête de la municipalité de Sarrebruck. En Rhénanie-Palatinat, on tient aussi à conserver sa banque centrale pour, éventuellement, placer à sa tête l'actuel ministre-président M. Carl Ludwig Wagner.

Dans cet affrontement, qualité de « force provinciale » par l'hebdomadaire *Die Zeit*, on peut noter la retenue du ministre des finances, M. Theo Waigel, qui n'a pas apporté au projet de M. Pöhl le soutien que ce dernier s'en était droit d'attendre. M. Waigel est très ennuuyé : s'il a jusqu-là travaillé en parfait accord avec M. Pöhl, notamment sur la marche vers l'Union économique, il lui est difficile d'al-ler à l'encontre-courant des positions prises par les hostiles aux projets du président de la Bundesbank, de son directeur, et d'origine, la Bavière.

qui a présenté ces résultats à la
séance mardi 9 avril.

Il est vrai que l'année 1990 marque la suite d'un long tunnel. De 1978 à 1988, le raffinage français a accumulé quelque 40 milliards de francs de pertes et en 1989 il avait tout juste réussi à équilibrer ses comptes. Le redressement en 1990 résulte donc pour partie d'un effort réel de restructuration mené en continu et sur tous les fronts depuis plusieurs années : réduction des capacités excédentaires, modernisation des réseaux, refonte des systèmes informatiques, développement de nouveaux produits, etc. Preuve de ces efforts : pour la première fois en 1990, les compagnies ont, grâces à elles, vendus de super sans plomb, regagné des parts du marché sur la grande distribution, passant de 49 % à 51 % des ventes de carburants.

Mais ce n'est pas tout. La crise du Golfe et le minichoc pétrolier qui a suivi d'août à décembre ont

La justice allemande a ouvert trois informations judiciaires contre des employés de la Treuhandsanstalt. (l'organisme chargé des privatisations dans l'ex-RDA), soupçonnés d'être liés à une escroquerie portant sur 60 millions de marks (200 millions de francs), a indiqué jeudi 11 avril le ministre berlinois de la justice, M^{me} Jutta Limbach. L'escroquerie porterait sur des locations et des

ventes illicites d'hôtels est-allemands à des prix inférieurs à ceux du marché et sur un détournement de fonds à l'étranger lors de la privatisation d'une société est-allemande, a précisé M° Limbach.

Pour sa part, le porte-parole de la Treuhand, M. Wolf Schoede, a affirmé que « quatre ou cinq » employés du holding public, sans fonction de direction, avaient bien été suspendus. — (AFP.)

Le quarante-cinquième congrès de la fédération agricole

Enfin, certains banquiers estiment que la décision de l'AFB de bloquer les augmentations générales de salaires en 1991 constitue, dans le contexte actuel, une maladresse. Avant de reprendre le fil de la discussion, l'AFB devra donc au préalable mener à bien une autre négociation, dont les protagonistes seront ses propres adhérents.

JEAN-MICHEL NORMAND

Intervenant devant le conseil municipal

M. François Michelin s'est montré rassurant sur l'avenir de sa firme à Clermont-Ferrand

A Clermont-Ferrand, jeudi 11 avril, M. François Michelin a créé la surprise. Invité par le conseil municipal, réuni à titre exceptionnel à huis clos, il a fait savoir que le seul critique en dessous duquel les effectifs des usines clermontoises ne devaient pas descendre se situait entre 17 000 et 20 000 emplois. Mieux, un chiffre a été donné à la presse par le maire, M. Roger Quilliot : 18 000. Ce chiffre n'a été contesté d'aucune manière par le PDG de la manufacture, qui se contentait de ses créations.

CLERMONT-FERRAND
de notre correspondant

Les nouvelles données par M. François Michelin, lors du conseil municipal du 11 avril, sont rassurantes pour Clermont-Ferrand. Au sortir de la réunion, M. Louis Virgoulaye, adjoint communiste, l'a reconnu lui-même, tout en précisant naturellement que son parti soutiendrait les actions des salariés qui refusent les 2 432 suppressions d'emplois prévues sur le site cler-

montois par le cinquième plan social. Devant les élus, M. François Michélin a tenu ainsi à confirmer « son attachement industriel à Clermont-Ferrand », comme il a confirmé qu'il était hors de question qu'il se désengage de la ville. « Je suis étonné que des gens puissent avoir des idées aussi folles », s'est-il exclamé. « Certes, a-t-il ajouté, nous sommes amenés à prendre des mesures difficiles. Mais pourquoi voulez-vous qu'on se sépare de gens qui ont fait un si bon travail? Les hommes d'abord. »

Quoi qu'il en soit, si M. Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand et sénateur du Puy-de-Dôme, a tenu expressément à annoncer la nouvelle à la presse, c'est essentiellement qu'il en a prise bonne note, à l'heure où certains reprochent aux élus leur « laxisme » face à une situation annoncée et prévisible de longue date. 18 000, voire 18 500 emplois maintenus, voilà qui peut paraître surprenant, puisqu'après calcul et au terme du choc qu'entraînera la suppression de la quinquième plan social, c'est au chiffre de 14 000 que l'on parvient.

M. Michelin, lors de la réunion, s'est expliqué sur ce point. Lorsque l'opportunité se présentera et du fait que des locaux sont disponibles, il pourra implanter de nouvelles actions. Le bleu vert, appelé ainsi

pour les garanties qu'il offre en matière d'écologie, se fera à Clermont-Ferrand. Sans parler d'optimisme débordant, l'heure n'était plus au pessimisme, jeudi soir, aux abords de l'hôtel de ville. « Nous avons tous mieux compris la logique de l'entreprise Michelin, a déclaré M. Quilliot, et les raisons des décisions douloureuses qu'elle s'est vu dans l'obligation de prendre. »

Pour autant, M. Michelin n'entend pas laisser les choses en l'état. S'il convient impérativement de renforcer le tissu industriel clermontois, certaines conditions sont nécessaires : « La manière dont le plan social sera réalisé, la qualité des contacts sont extrêmement importants si nous voulons que les industriels désireux de s'installer à Clermont-Ferrand ne soient pas effrayés par des mouvements qu'ils ne comprennent pas ».

Pour contribuer au renforcement industriel de la ville, M. Quilliot a annoncé la création d'un poste de chargé de mission à ses côtés pour coordonner toutes les actions allant dans ce sens et établir la liaison entre l'Etat, les collectivités locales et la manufacture. M. Maurice Pourchon, adjoint, député socialiste du Puy-de-Dôme, a été choisi pour cette mission.

JEAN-PIERRE ROUGER

« Quand ? », a demandé une voix.
« Chaque jour se rapproche de cette date », a-t-il répondu tout de go, aussi à l'aise et un brin désinvolte qu'il se sent sur le fond.

[illegible]

Une évolution encore timide

Que faudra-t-il retenir de ce congrès ? D'abord une évocation encore timide du FNSEA vers l'impératif des maîtrises des productions limitées par les attaques, souvent primaires, contre les « sous-développés » de la zone « non dotée » de la Comète, le myenne pressuropéenne et par un myenne pressuropéenne qui caricaturent la France d'être des paysans, « Jamais nous n'accepterons de faire semblant d'être des paysans », a martelé M. Remy Lacombe, ironisant sur le fonctionnaire « bucolique » de l'agriculture. L'union des gens souvent bellicieux (il n'est pas facile de faire la paix) du groupe du FNSEA, ont élu à la présidence de la FNSEA, dans son M. Mermoz d'être le ministre des refus face à la France. « Un ministre pour décider », a déclaré M. Lacombe sous les applaudissements de la salle et du ministre qui

Citant Montesquieu (« Les paysans ne sont pas assez cultivés pour raisonner de travers »), le leader agricole s'est aussi souvenu du mot d'ordre d'un chef vendéen : « Si j'avance, suivez-moi, si je recule, tuez-moi ». Cette fois, M. Mermaz s'est gardé d'approuver, on ne sait jamais. « Si vous manquez d'idées, je ne vous interdirai pas de vous inspirer des nôtres », a suggéré

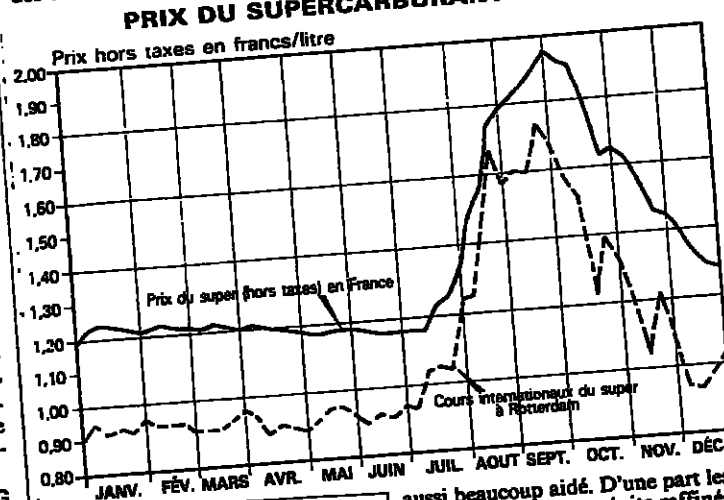
JEAN-PIERRE ROUGER

M. Lacombe, et chacun a pu mesurer ce que l'agriculture a perdu ou gagné à travers de tels propos et l'acquiescement ministériel. Pris entre les rigueurs budgétaires françaises et celles de l'Europe, M. Mermas a dit que d'une faible marge de manœuvre pour entraîner l'agriculture dans la réforme fondamentale des structures et des objectifs qu'elle mérite. Il reconnaît que les aides développées par le gouvernement paraîtront insuffisantes, comparées aux besoins. Il a le temps des syndicats et peut-être se satisfaire de l'habileté d'un ministre qui a plus d'un tour dans son sac ?

Une chose est certaine, M. Mermaz ne pourra pas renouveler souvent son discours d'Angers s'il ne l'accompagne pas d'un projet plus net qui gagnerait en conviction ce qu'il perdrait en amabilité. « Vous avez demandé cent jours, ils sont largement dépassés, lui a lancé M. Lacombe. Vous n'avez pas connu votre Waterloo, mais nous attendons toujours votre Austerlitz. » Et M. Mermaz, rue de Varenne, qu'attend-il ?

ÉRIC FOTTORINO

V. M



aussi beaucoup aidé. D'une part les cours de certains produits raffinés se sont envolés beaucoup plus vite que ceux du brut. Même si les prix de vente au consommateur final ont *grasso modo* suivi les cours internationaux des mêmes produits (voir graphique), le prix hors taxe du super reste aujourd'hui supérieur à ce qu'il était il y a un an (1,26 franc contre 1,20 franc par litre) et les marges de raffinage se sont redressées, atteignant en moyenne 3 centimes par litre sur l'année.

D'autre part la crise a saturé les capacités mondiales de raffinage. L'arrêt des raffineries koweïtiennes et la consommation des armées alliées qui a absorbé l'essentiel des capacités saoudiennes ont permis à tous les raffineurs français de tourner à pleine capacité et, lorsqu'il en avaient la possibilité, de réaliser de beaux profits à l'exportation.

De façon générale, la crise du Golfe a mis en évidence une réalité jusque-là ignorée : les surcapacités de raffinage créées après les chocs pétroliers des années 70 par le reflux de la consommation et qui ont handicapé le secteur pendant toute la décennie suivante ont aujourd'hui complètement disparu, ce qui place les « survivants » dans une position infiniment plus favorable.

2 JOURS D'EMPLOI EXCEPTIONNELS

Jeudi 15 et 16 avril = SECTION ÉCONOMIE

7 rubriques : *Le Monde dirigeant*
Le Monde des juristes
Le Monde de la gestion

Le Monde des cadres
Le Monde de la fonction commerciale
Le Monde informatique
Le Monde secteurs de pointe

Mardi 16 et 17 avril = **LE MONDE INITIATIVES**

4 rubriques : Le Monde des cadres
Le Monde de la fonction commerciale
Le Monde informatique
Le Monde secteurs de pointe

Destination Scandinavie? Difficile de trouver mieux que SAS!



Vous projetez un voyage d'affaires en Scandinavie?
SAS vous offre beaucoup plus qu'un simple vol.
D'abord en vous proposant 8 liaisons non-stop avec la Scandinavie, tous les jours.
Ensuite, si vous devez passer la nuit sur place, en vous offrant le choix entre nos Business Hotels SAS, près de l'aéroport, ou au centre ville.
Et en vous enregistrant à l'hôtel SAS dès votre arrivée à l'aéroport. Vos bagages sont pris en charge. Vous êtes libre d'aller directement à vos rendez-vous d'affaires.
De même lorsque vous repartez, chez vous ou vers une autre destination, le service d'enregistrement SAS, dans l'hôtel même, s'occupe encore de vos bagages et vous délivre la carte d'embarquement sur votre vol SAS EuroClass.
Difficile de battre SAS sur son propre terrain! Pour vous en convaincre, essayez SAS. En vol comme au sol!

Pour la Scandinavie, volez Scandinave.



سكندنافيا الرحل

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Filiale de la Générale des eaux

La CGEA augmente son capital pour continuer sa politique de rachats d'entreprises

La CGEA (Compagnie générale d'entreprises automobiles), filiale à 84 % de la Générale des eaux (1), avec une activité bien partagée de propriété urbaine et de transport de voyageurs pour un chiffre d'affaires de 3,4 milliards de francs en 1990, a annoncé, jeudi 11 avril, une augmentation de capital de 451 millions de francs (à raison d'une action nouvelle pour quatre anciennes), pour continuer ses investissements. En effet, depuis 1987, ceux-ci ont quadruplé, pour atteindre 826 millions de francs en 1990, traduisant une politique d'équipement et, plus encore, d'acquisitions (multipliées par 16 en quatre ans).

Côté transports, la CGEA est devenue le deuxième opérateur privé français avec une série de rachats dans les transports urbains et interurbains, tout en gagnant la gestion des services à Douai, Cannes, Niort et Montluçon. Côté déchets, si la CGEA a pris le

contrôle de plusieurs sociétés de la région parisienne et de Normandie, elle s'est surtout implantée à l'étranger : en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Belgique, au Portugal. Présente en Espagne, elle va commencer le nettoyage des rues de Bogota en Colombie et dans un arrondissement de Prague.

Ces investissements ont accompagné et nourri la progression du chiffre d'affaires, multiplié par 3,2 depuis 1987, et du bénéfice net, multiplié par 2,5 et dépassant 88 millions de francs en 1990. Le groupe n'a pas l'intention de ralentir le rythme en 1991. Il table sur un chiffre d'affaires de 5 milliards de francs (+ 47 %), dont 2,2 milliards pour les transports, et il prévoit d'investir 1,25 milliard. Ce programme est déjà largement entamé par l'acquisition de Gagneraud (cars), de Soulier (récupération et traitement des papiers), de sociétés de collecte d'ordures ménagères à Amiens et en Normandie, ainsi que

par la reprise de Sismetal en Australie (déchets industriels).

Cependant, plutôt que d'acheter des entreprises importantes dont les prix s'envolent, en France comme en Grande-Bretagne, la CGEA préfère contrôler de petites sociétés, qu'elle a en redresser la gestion, comme elle l'a fait en Irlande et en Grande-Bretagne. En revanche, selon M. Henri Proglio, président de CGEA, pressions écologiques et exigences réglementaires renchérissent les coûts (triples en trois ans), et les sociétés privées vont être appelées à investir pour développer des filières complètes de collectes sélectives, de récupération et de traitement des déchets, comme dans l'agglomération nantaise (250 millions de francs sur vingt-cinq ans) : « Les professionnels, estime-t-il, doivent procéder à l'évolution. »

GUY HERZLICH

(1) 10 % sont détenus par la Navigation minière.

Concentration dans l'industrie américaine des cosmétiques

Procter & Gamble rachète deux filiales de Revlon

Le groupe américain Procter & Gamble a annoncé mercredi 10 avril le rachat de Max Factor et Betrix, deux filiales de la société Revlon. Cette transaction, qui s'élève à 1,14 milliard de dollars (6,5 milliards de francs), place le lessivier américain au deuxième rang mondial des fabricants de cosmétiques et produits de maquillage et de toilette, derrière l'Oréal.

Depuis plusieurs semaines, le jeu des devinettes allait bon train pour savoir lequel des grands groupes présents sur ce marché allait s'offrir Max Factor, Almay et Ultima II, les marques présentes dans les corbeilles de ces deux entreprises, qui représentent le tiers du chiffre d'affaires de Revlon. Max Factor réalise un chiffre d'affaires de 620 millions de dollars (3,5 milliards de francs) et l'activité de Betrix, très présente sur le marché allemand notamment, atteint 200 millions de dollars (1,14 milliard de francs).

Cette acquisition confirme les

mouvements de concentration sur un marché estimé au niveau mondial à 49 milliards de dollars (279 milliards de francs), qui a connu une très forte croissance dans les années 1980. Même si au cours des derniers mois la récession et la crise des grands magasins aux États-Unis ainsi que la guerre du Golfe et ses conséquences sur l'activité des boutiques d'aéroports ont affecté cette branche, les prévisions d'évolution sont plutôt optimistes pour les prochaines années. Il n'en reste pas moins qu'en France les chevaux de tête que sont le français l'Oréal, l'américain Procter & Gamble, le néerlandais Unilever et le japonais Shiseido (le Monde Affaires page 32), la concurrence se fera plus rude. Le 16 avril, lors de la grand-messe annuelle des résultats, M. Lindsay Owen-Jones, PDG de l'Oréal (30,4 milliards de francs de chiffre d'affaires hors activités américaines), devra indiquer comment il compte conserver la première place.

F. Ch.

SOCIAL

La France présente des propositions pour relancer l'Europe sociale

M^{me} Elisabeth Guigou, ministre déléguée chargée des affaires européennes, va avancer une série de propositions destinées à préciser la charte sociale européenne. Outre l'extension du recours à la règle de la majorité qualifiée pour les sujets relatifs aux relations individuelles et collectives du travail, la France propose de renforcer la coordination des régimes de sécurité sociale. Il s'agit d'améliorer les droits auxquels peuvent prétendre les travailleurs ayant exercé dans un pays autre que le leur et de simplifier les modalités de « liquidation » des retraites. De même, M^{me} Guigou sou-

haite, en liaison avec M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, relancer les efforts d'harmonisation dans le domaine de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ainsi que les tentatives d'intégration des handicapés. Enfin, si la création de conventions collectives européennes semble encore loin de pouvoir se concrétiser dans les faits, le ministre estime que des progrès pourraient être obtenus sur le dossier du travail atypique.

CONJONCTURE

Augmentation de l'excédent commercial japonais

L'excédent commercial japonais, pour le troisième mois consécutif, s'est inscrit en hausse au mois de mars, atteignant 8,7 milliards de dollars en données brutes (45 milliards de francs environ), son plus haut niveau mensuel depuis décembre 1988, contre 7 milliards en mars 1990. Selon les statistiques, publiées jeudi 11 avril par le ministère des finances, les exportations ont progressé de 14 %, à 29,7 milliards de dollars, tandis que les importations ont augmenté de 10,4 %, à 21 milliards. Alors que les ventes du Japon vers les États-Unis ont continué à baisser, celles à destination de l'Europe et de l'Asie du Sud-Est se sont orientées en hausse.

Au cours de l'année fiscale, close au 31 mars, l'excédent commercial japonais s'est inscrit en baisse, à 54,6 milliards de dollars, contre 59,6 milliards l'année précédente.

Cédant ses 15 % dans Metaleurop

Imetal quitte les non-ferreux

Imetal ne détient plus aucune participation dans le groupe Metaleurop. La société française a annoncé, jeudi 11 avril, ce désengagement qui n'est que la conclusion logique d'une restructuration amorcée par le groupe il y a maintenant quatre ans. Imetal perdait alors plus de 586 millions de francs et cherchait à réorienter ses activités autour des matériaux de construction (production de briques, tuiles, carrelages) au détriment des minerais non ferreux.

Cohérente avec les orientations stratégiques du groupe, l'opération n'en reste pas moins une énigme. Imetal, qui détenait un peu moins de 15 % de Metaleurop au début de cette année, s'est défilé progressivement de ses titres en Bourse en février et mars. Difficile de savoir quels ont été les bénéficiaires de ce transfert de propriété. Metaleurop est né à la fin du regroupement des activités de la célèbre société Penarroya, filiale d'Imetal spécialisée dans la métallurgie du zinc et du plomb, avec celles de l'allemand Preussag. Joint par l'ATF à Hanovre, le porte-parole de la firme allemande certifiait que son groupe n'avait pas modifié sa participation dans Metaleurop. L'affaire n'est donc pas terminée.

Imetal a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 19,3 milliards de francs et un bénéfice net (part du groupe) de 397 millions de francs, en baisse de 15 % par rapport à une année 1989 qualifiée d'« exceptionnelle ». Le groupe, qui a considérablement renforcé ses activités aux États-Unis (acquisition de CE Minerals pour 150 millions de dollars, rachat de Dry Branch Kaolin), compte sur une hausse du billet vert pour doper ses comptes en 1991. Imetal avait été l'objet de spéculations importantes en Bourse au cours des mois derniers, certains opérateurs tablant sur un désengagement de l'allemand, son actionnaire principal à hauteur de 45 %.

C. M.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Bénéfice net consolidé en augmentation de 40 %

Le Conseil d'Administration de la SINVIM, société de promotion immobilière filiale de la Compagnie Bancaire, a approuvé le 4 avril les comptes de l'exercice 1990.

Le bénéfice net consolidé de la SINVIM s'établit à 165,3 millions de francs. Il est supérieur de 40 % à celui de 1989 et représente 90,60 francs par action.

Après affectation des bénéfices 1990, les fonds propres comptables consolidés de la SINVIM atteignent 430 francs par action.

L'assemblée des actionnaires se tiendra le jeudi 16 mai 1991 à 10 h 15.

Elle aura à approuver la distribution d'un dividende global de 27,2 millions de francs : le dividende par action sera maintenu à 10 francs, mais sera complété cette année d'un dividende exceptionnel de 5 francs. Assorti d'un avoir fiscal de 7,50 francs, le dividende global assurera à chaque action un revenu de 22,50 francs.

De plus, il sera offert pour la première fois à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement du dividende en actions.

Si cette proposition est adoptée, l'opinion sera exécutable entre le 28 mai et le 25 juin inclus. Le prix d'émission des actions nouvelles sera publié à l'issue de l'assemblée des actionnaires.

Si l'option n'est pas exercée le 25 juin, les dividendes seront payés en numéraire le 11 juillet.

Toutefois, les actionnaires qui le voudraient pourront se faire régler leurs dividendes en espèces à partir du 28 mai à condition d'avoir, préalablement à ce règlement, renoncé irrévocablement à exercer leur droit d'opter pour un paiement en actions.

ÉCONOMIE

Le projet d'un nouveau... l'Amérique latine

Le projet d'un nouveau... l'Amérique latine... (Text is partially obscured and difficult to read due to image quality)

Indicateur	1989	1990	1991
Produit intérieur brut
Exportations
Importations
Balance des paiements

Indicateur	1989	1990	1991
Produit intérieur brut
Exportations
Importations
Balance des paiements

Indicateur	1989	1990	1991
Produit intérieur brut
Exportations
Importations
Balance des paiements

Indicateur	1989	1990	1991
Produit intérieur brut
Exportations
Importations
Balance des paiements

Indicateur	1989	1990	1991
Produit intérieur brut
Exportations
Importations
Balance des paiements

Indicateur	1989	1990	1991
Produit intérieur brut
Exportations
Importations
Balance des paiements

MARCHÉS FINANCIERS

Pour financer ses acquisitions Cap Gemini Sogeti augmente son capital de 1,5 milliard de francs

Cap Gemini Sogeti, premier groupe européen de services informatiques, a annoncé, jeudi 11 avril, le lancement d'une augmentation de capital de 1,575 milliard de francs. Cette opération, envisagée dès 1990 en raison des acquisitions importantes effectuées en Allemagne et en Grande-Bretagne, avait été différée à cause de la crise du Golfe et de ses répercussions boursières. Cap Gemini est ainsi la deuxième entreprise à revenir sur le marché parisien après Béghin-Say.

L'opération se fera sous forme d'une émission de 3,5 millions d'actions à bons de souscription d'action (ABSA) au prix unitaire de 450 francs. Ce qui donne à la société la possibilité de se procurer un autre milliard et demi de francs dans un délai de cinq ans.

Cette opération sera suivie pour 500 millions de francs par la Compagnie générale d'industrie et de participations (CGIP), qui détient 30 % de Cap Gemini Sogeti.

L'OPA sur Square D

Schneider recourt à une bataille de procurations

Les quelques milliers d'actionnaires que compte le fabricant américain de matériel électrique Square D vont recevoir dans les jours à venir une liasse de documents émanant de Schneider. Ce volumineux courrier les invite à trancher par le vote la bataille qui oppose depuis bientôt plus de deux mois le groupe dirigé par M. Didier Pincus-Valencienne au conseil d'administration de Square D. Ce dernier, résolument hostile à la proposition de rachat de Schneider, a utilisé tout ce que permet la législation américaine pour entraver l'opération.

Cette guerre d'usure - assez jouement menée - a conduit le groupe français à engager, jeudi 11 avril, à la veille de la date d'expiration de son OPA sur la firme de matériel électrique, ce qu'il considère comme le recours ultime : la bataille de procurations. Le 24 mai, les actionnaires devront désavouer ou non l'attitude de leur conseil d'administration, en le renouvelant ou en nommant à sa place les candidats dont les noms viennent de leur être expédiés par Schneider.

(Publicité) ERRATUM

Dans l'annonce « avis au public » de la préfecture de Charente-Maritime concernant le projet d'autoroute entre Saintes et Rochefort (A 837) paru dans le Monde du 10/4/91 page 28, il fallait lire dans le paragraphe un membre de la commission d'enquête recense les observations du public, en matière de CABAROT : le jeudi 2 mai 1991 de 15 heures à 18 heures au lieu de 18 heures à 19 heures.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EURIS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 29 mars 1991 sous la présidence de M. Jean-Charles NAQUARI et a examiné les comptes de la société au 31 décembre 1990, qui se résument comme suit :

(en millions de francs)	1988	1989	1990	Variation 1990/89
Plus-values sur participations	9,1	88,7	192,6	+117,1%
Résultat net	20,0	57,2	101,6	+77,6%
Résultat distribué	-	46,4	51,5	+11,0%

Au cours de l'exercice, Euris a accru ses fonds propres qui ont été portés à près de trois milliards de francs grâce notamment à une émission d'obligations remboursables en actions (335 MF) et à l'exercice de bons de souscription d'actions (230 MF).

Pour la première fois depuis la création de la société en mai 1987, le portefeuille a connu une rotation significative. La cession de lignes de capital développement venues à maturité, ainsi que de participations acquises en LBO comme la Société Financière Saunier-Duval, DJ-Presse et Coterail, ont permis de dégager des plus-values élevées. Ces cessions ont été pour l'essentiel réalisées avant la baisse des marchés boursiers au cours du second semestre.

Euris figure parmi les premiers actionnaires de groupes industriels tels que la Speg (Groupe Schneider), Imetal, Sofical, Cantenaire Blonzy et Novalliance. Par ailleurs, d'importantes investissements ont été consacrés en 1990 à des acquisitions en LBO en France et à l'étranger, ainsi que dans le domaine immobilier.

Le réseau de partenariat international a été étoffé et assure à Euris une couverture de la plupart des pays européens, avec notamment l'implantation d'équipes opérationnelles à Londres, Madrid et Lisbonne.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 avril 1991 le versement d'un dividende de 2,50 F par action, formant avec l'avoir fiscal un revenu global de 3,75 F.

NEW-YORK, 11 avril ↑

Nette hausse

Des prises de bénéfices de dernière heure ont contenu de fortes hausses initiales stimulées par les chiffres des prix de gros et de ventes de détail, jeudi 11 avril à Wall Street, sur un marché actif.

En progression de plus de 40 points une demi-heure avant le début de la séance, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 2 905,45, en hausse de 30,95 points, soit un gain de 1,08 %. Quelque 197 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en hausse a largement dépassé celui des baisses : 1 102 contre 493, 456 titres étant inchangés.

La diminution de 0,3 % des prix de gros en mars, la quatrième baisse mensuelle consécutive depuis cinq ans, a dénoté un ralentissement de l'inflation. Bien que les ventes de détail aient reculé de 0,8 % l'est le troisième recul en quatre mois, malgré un bond de 1 % en février, cette indication de faiblesse de l'économie a été bien accueillie à Wall Street. Selon les experts, ce recul, ajouté à la baisse des prix de gros, devrait en effet pousser la réserve fédérale américaine (Fed) à assouplir à nouveau rapidement sa politique du crédit.

VALEURS	Cours du 10 avril	Cours du 11 avril
Alcoa	34 1/8	34 5/8
Amgen	47 1/8	47 1/2
Amgen	47 1/8	47 1/2
Amgen	47 1/8	47 1/2
Amgen	47 1/8	47 1/2
Amgen	47 1/8	47 1/2
Amgen	47 1/8	47 1/2
Amgen	47 1/8	47 1/2
Amgen	47 1/8	47 1/2
Amgen	47 1/8	47 1/2

LONDRES, 11 avril ↑

Hausse en fin de séance
Après une séance dominée par l'incertitude, les valeurs ont progressé en fin de journée 11 avril, au Stock Exchange. A la clôture, l'indice Financial Times a gagné 12,6 points, soit 0,5 %, à 2 531,6. Le volume des échanges a été très légèrement contracté, atteignant 518 millions de titres contre 529 millions mercredi.

La progression de fin de séance s'est faite en réaction à l'ouverture en hausse de Wall Street et aux espoirs de baisse des taux d'intérêt américains. En effet, selon les opérateurs, le recul en mars de 0,8 % des ventes de détail américaines et de 0,3 % des prix de gros aux Etats-Unis laissent penser qu'un abaissement des taux d'intérêt américain est sur le point d'intervenir.

FAITS ET RÉSULTATS

Voisin attribué à Desquenne et Giral par décision de justice. - Le tribunal de commerce de Nanterre (Hauts-de-Seine) a attribué le groupe Voisin, spécialisé dans la réalisation de décors métalliques de prestige, à Desquenne et Giral. Cette reprise concerne le fonds de commerce, le matériel et les marchés de l'entreprise Voisin, mais non son passif et ses filiales à l'étranger (Hongkong, Australie et Arabie saoudite). M. Jean-Roger Voisin, qui est président de la Fédération parisienne du bâtiment jusqu'au début de l'année, avait dû déposer dernièrement le bilan de son groupe en raison des répercussions de la crise du Golfe. Pour M. Voisin, les principales difficultés de son groupe proviennent d'une part de ses filiales en Arabie saoudite - Armélat, - chargées notamment de la réalisation d'un murrideau pour l'aéroport international de Ryad. Le passif de l'entreprise s'élevait à environ 80 millions pour un chiffre d'affaires estimé à 270 millions en 1990. Le groupe Desquenne et Giral, qui préside M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, devrait reprendre, au 15 avril, 120 des 147 personnes du groupe Voisin.

Technip : la crise du Golfe a impacté les résultats. - L'année 1990 aurait pu être exceptionnelle pour le groupe d'ingénierie Technip, mais elle n'a été finalement que « bonne en raison de la crise du Golfe qui a amputé les bénéfices du groupe », a indiqué jeudi 11 avril son président M. Pierre-Marie Valentin. Le bénéfice net s'est établi à 155 millions de francs, en progression de près de 14 % sur 1989, pour un chiffre d'affaires consolidé de 5,3 milliards de francs. Le groupe versera 30 millions de dividende, soit 10 francs par action. Les profits ont été rognés de plusieurs dizaines de millions de francs par les provisions que le groupe a dû faire afin de couvrir les pertes occasionnées par la crise. Les deux contrats en cours en Irak ont dû être arrêtés, et Technip a dû assumer les frais de ses nombreux collaborateurs pris en otage pendant plusieurs mois par les autorités irakiennes.

Hilton touché par la guerre du Golfe. - Les Hôtels Hilton ont vu leurs bénéfices baisser de 51 % au premier trimestre 1991, atteignant seulement 12,3 millions de dollars (près de 68 millions de francs), contre 25,1 millions au premier tri-

PARIS, 12 avril =

Hésitant

Faiblé à l'ouverture, la Bourse de Paris s'est redressée par la suite après l'annonce d'une baisse d'un demi point des taux d'intérêt britanniques avant de redevenir hésitante. A l'ouverture, l'indice CAC 40 perdait 0,19 %, une heure un quart plus tard il affichait un gain de 0,16 % à 1 928,53 points. Cependant, au début d'après-midi, peu avant le début de la séance de Wall Street, il revenait à - 0,06 %.

Malgré, comme sur toutes les autres places boursières françaises, attendait le chiffre de l'inflation aux Etats-Unis pour mars publié vendredi dans l'après-midi. Si l'inflation s'est montrée modérée le mois dernier aux Etats-Unis, la Réserve fédérale pourrait diminuer les taux d'intérêt pour dopar une économie qui était encore mitigée en mars.

Ce repli des taux serait certes apprécié, mais des analystes français doutent que la réaction en hausse des investisseurs français, à quelques exceptions près, soit suffisante pour compenser les entrées pour 1990 ont marqué une sensible baisse par rapport à ceux de 1989, à quelques exceptions près, et les responsables des groupes n'ont pas un optimisme débordant pour 1991. Ils espèrent que leurs entreprises réaliseront au mieux des résultats identiques à ceux de 1990. Du côté des principales hausses françaises, l'Aviation, SGE et Nordson. En baisse on notait EBF, Plastic Omnium et SAT. Enfin, la Société des Eaux de France, qui a compté du 23 avril, la société Rhône-Poulenc-Rorier sera transférée du comptant au règlement mensuel.

TOKYO, 12 avril ↑

Poursuite de l'avance

La Bourse de Tokyo a clôturé en légère hausse vendredi 12 avril après une séance calme, le plupart des investisseurs restant sur la touche. Au terme des échanges, l'indice Nikkei a gagné 167,21 points, soit 0,5 %, par une demande à terme d'investisseurs suivie d'achats d'arbitragistes, s'est apprécié de 167,21 points, soit 0,5 %, soit un gain de 0,6 %. Quelque 360 millions de titres ont changé de mains contre 320 millions jeudi.

L'indice des prix de gros en mars aux Etats-Unis a été un élément encourageant, sans plus, sur un marché sans orientation, ont rapporté les boursiers, qui, comme l'office japonais Sugai, ont attribué à la baisse de la Lehman Brothers, hésitant à bouger avant la publication des prix de détail américains.

VALEURS	Cours du 11 avril	Cours du 12 avril
Alcoa	790	824
Amgen	1 100	1 100
Amgen	1 100	1 100
Amgen	1 100	1 100
Amgen	1 100	1 100
Amgen	1 100	1 100
Amgen	1 100	1 100
Amgen	1 100	1 100
Amgen	1 100	1 100
Amgen	1 100	1 100

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3885	3885	Centel	965	...
Amstel Assemblée	301	325 80	LCC	252	...
Amstel	105	...	IDA	327	331 80
R.A.C.	162 80	152 80	Idem	132 90	134
Banque Paribas (ex BIC)	885	885	Immob. Hôpital	880	880
Bolton (L)	382	375	LP.B.M.	101 30	102
Bolton (Lyon)	215 10	...	Loca invest.	276 20	276 30
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1105	1105	Locatim	91 20	93 50
Calsonic	432	...	Metra Comm.	144	139 70
Cardif	622	622	Moller	148	...
CEGEF	180	180	Prebours	82	...
CEP	310	314	Pub.Financ.	365 80	365
C.N.I.M.	930	928	Rail	620	620
Codetour	275 10	280	Rhône-Alp. (L)	238	238
Conforama	855	840	S.A.H. (Lyon)	182 70	182 50
Credis	279 70	285 80	Sales Invest. (L)	101	101
Dagblat	495	470	Serbis	465 20	465
Danachy Worms Co.	875	870	S.M.T. Comp.	130	115
Desquenne et Giral	400	...	Sopis	275	278
Desquenne et Giral	300	303	TF1	310	305
Desquenne et Giral	1050	1074	Thomson H. (L)	280	280
Deville	412	406	Unilog	203 30	203
Deville	140 10	140 80	Val et Cie	111 10	111 10
Edison Beland	277 90	...	V. St-Laurent Group	731	740
Europ. Propulsion	374 50	380			
Finacor	126	...			
Frankfort	145	142			
GFF (group. J.M.)	311	305			
Grand Lins	370	...			
Group. Origry	221 20	229 80			
	650	640			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
 LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 11 avril 1991
 Nombre de contrats : 91 448.

COURS	Jan 91	Sept 91	Dec 91
Dernier	186,85	186,62	186,14
Précédent	186,16	186,24	186,38

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
Jan 91	1,94	2,24
Sept 91	0,32	0,82

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Avril	Mai	Juin
Dernier	1 839	1 839	1 848,50
Précédent	1 825	1 838	1 834,50

CHANGES

Dollar : 5,6495 ↓

Le dollar a clôturé en légère baisse, vendredi 12 avril à Paris, à 5,6495 F contre 5,6770 F jeudi au fixing. A Tokyo, le billet vert a clôturé en baisse, vendredi 12, à 135,85 yens, en recul de 0,80 yen par rapport à la clôture de jeudi à 136,65 yens.

FRANCFORT	11 avril	12 avril
Dollar (en DM)...	1,6810	1,6723
TOKYO	11 avril	12 avril
Dollar (en yen)	136,45	135,85

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (12 avril) : 5 15/16 - 9 1/16 %
 New-York (11 avr.) : 5 5/8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises : 118,78
 Valeurs étrangères : 115,38
 (SBF, base 100 : 31-12-87)
 Indice général : 489,60
 (SBF, base 1 000 : 31-12-87)
 Indice CAC 40 : 1 816,92

NEW-YORK (indice Dow Jones)

10 avril 11 avril
 Industrielles : 2 874,50 2 985,45
 LONDRES (indice Financial Times)

10 avril 11 avril
 100 valeurs : 2 538,50 2 531,60
 30 valeurs : 1 992,20 2 002,28
 Mines d'or : 143,10 141,20
 Fonds d'Etat : 85,39 85,47

FRANCFORT

10 avril 11 avril
 Dax : 1 561,89 1 565,37

TOKYO

11 avril 12 avril
 Nikkei Dow Jones : 26 425,19 26 592,50
 Indice général : 1 983,15 2 004,56

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UNE SEULE	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ base	+ base	+ base	+ base
\$ E.-U.	5,6495	5,6395	+ 150	+ 160
\$ can.	4,9185	4,9161	- 23	- 6
Yen (100)	4,1602	4,1653	+ 57	+ 86
DM	3,3769	3,3813	+ 1	+ 17
DM	2,9987	3,0024	+ 1	+ 9
FR (100)	16,4569	16,4730	+ 20	+ 28
PS	4,0082	4,0050	- 16	- 28
L (1 000)	4,3530	4,3591	- 67	- 182
£	10,0970	10,1070	- 240	- 470

TAUX DES EUROMONNAIES

	5 1/16	5 15/16	5 7/8	6	6 1/4	6 3/16	6 5/16
\$ E.-U.	8	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
Yen	8	8	8	8	8	8	8
DM	8	8	8	8	8	8	8
FR (100)	8	8	8	8	8	8	8
PS	8	8	8	8	8	8	8
L (1 000)	8	8	8	8	8	8	8
£	8	8	8	8	8	8	8
£	8	8	8	8	8	8	8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Vendredi 12 avril
 Paul Desmarest,
 PDG des Papeteries
 de Gascogne.

Lundi 16 avril
 Yves-Marie Leduc,
 directeur général
 du Crédit municipal.

BOURSE DU 12 AVRIL

Règlement mensuel

Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compt.	VALEURS
3900	C.N.E.S.	3620	3810	3810	+ 0.26	Compt.	VALEURS	3620	3810	3810	+ 0.26	Compt.	VALEURS	3620	3810	3810	+ 0.26	Compt.	VALEURS
905	R.N.P. T.P.	905	940	940	+ 2.78	Compt.	VALEURS	905	940	940	+ 2.78	Compt.	VALEURS	905	940	940	+ 2.78	Compt.	VALEURS
920	Clujen T.P.	920	912	920	- 0.22	Compt.	VALEURS	920	912	920	- 0.22	Compt.	VALEURS	920	912	920	- 0.22	Compt.	VALEURS
930	Rumeli T.P.	1346	1360	1346	- 0.97	Compt.	VALEURS	1346	1360	1346	- 0.97	Compt.	VALEURS	1346	1360	1346	- 0.97	Compt.	VALEURS
951	Clujen T.P.	1030	1030	1030	+ 0.45	Compt.	VALEURS	1030	1030	1030	+ 0.45	Compt.	VALEURS	1030	1030	1030	+ 0.45	Compt.	VALEURS
1120	Saint Gobain T.P.	1120	1120	1120	- 0.11	Compt.	VALEURS	1120	1120	1120	- 0.11	Compt.	VALEURS	1120	1120	1120	- 0.11	Compt.	VALEURS
984	Thompson T.P.	998	998	971	- 2.71	Compt.	VALEURS	998	998	971	- 2.71	Compt.	VALEURS	998	998	971	- 2.71	Compt.	VALEURS
770	Alcor	824	822	824	0.00	Compt.	VALEURS	824	822	824	0.00	Compt.	VALEURS	824	822	824	0.00	Compt.	VALEURS
680	Alcor	824	822	824	0.00	Compt.	VALEURS	824	822	824	0.00	Compt.	VALEURS	824	822	824	0.00	Compt.	VALEURS
900	Alcor	824	822	824	0.00	Compt.	VALEURS	824	822	824	0.00	Compt.	VALEURS	824	822	824	0.00	Compt.	VALEURS
1550	Alcor	824	822	824	0.00	Compt.	VALEURS	824	822	824	0.00	Compt.	VALEURS	824	822	824	0.00	Compt.	VALEURS
420	A.L.S.P.	411	410	410	+ 0.58	Compt.	VALEURS	411	410	410	+ 0.58	Compt.	VALEURS	411	410	410	+ 0.58	Compt.	VALEURS
3900	Adams Power	2260	2220	2220	- 1.77	Compt.	VALEURS	2260	2220	2220	- 1.77	Compt.	VALEURS	2260	2220	2220	- 1.77	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS
1120	A.P. S&C	1120	1115	1115	- 0.45	Compt.	VALEURS	1120	1115	111									

COMPTANT

[illegible]**SICAV** (sélection)[illegible]

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

هكذا انزل الله

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 13 avril

IMAGES

PIERRE GEORGES

Chienne de vie

UNE vie de kurde ou une vie de chien? Les images qui sont la vie peuvent n'avoir plus de sens. En regardant, jeudi sur l'A2, les très bons reportages d'« Envoyé spécial », qui n'avaient rien et tout à voir, comment ne pas éprouver une sorte de vertige précisément sur le sens de la vie?

Voir, dans la même heure, des Kurdes affamés, à bout de tout et surtout d'espoir, courir la montagne vers un impossible secours, et un abominable cabot dîner à la table de ses maîtres, voir tout un peuple en sa fuite éperdue et entendre, l'instant suivant, un parfumeur pour chiens vanter les mérites du Chic Dog of Paris, il y a, à tout le moins, matière à réflexion.

« Quelle vie nous sommes en train de subir. » Dans la montagne, sous la frontière turque verrouillée, cet homme qui a tout perdu dans la débâcle, femme et enfants, dit, sans n'avoir même plus la force de la colère, son désespoir résigné. Et un reportage plus loin, devant la caméra de Pierre Bonta, une membre à chien-chien, transie d'amour devant une pelotte de poils qui lui dévore à belles dents sa retraite, gâche allégrement : « Oh! ma fille, oh! mon bébé. Les gens doivent se dire elle est folle la vieille. On s'en fout bien, hein mon bébé? »

C'est la vie qui est folle. Et les propriétaires de chiens ou de chats ne sauraient être tenus pour responsables des

malheurs kurdes, eux qui se contentent, avec 25 milliards de francs de dépenses annuelles, de faire, en France, le bonheur de leur chère bête et de toute la grande armée gourmande, industrielle de l'alimentation, vétérinaires, tondeurs, éleveurs, coiffeurs, dresseurs, qui, en aval, attend sa pâtée. Simplement le rapprochement, jeudi, était saisissant et cruel. Au point qu'on en est venu à se demander si le dernier chic parisien ne serait pas bientôt d'adopter un chien kurde. A supposer que les autres, les hommes, ne les aient pas tous et toutes mangés, leurs bébés, leurs filles à pettes.

Pour sortir de cette misanthropie ambiante, il y eut heureusement le reportage réalisé par Mireille Darc, en contre-emploi. L'actrice, qui eut un compte personnel à régler avec son cœur défaillant, s'était proposée pour un sujet délicat, les transplantations d'organes. Délicat, parce qu'il s'agit après tout de parler de la mort nourricière, de la mort au secours de la vie. Mireille Darc l'a fait excellemment, sans esbrouffe ni sensationnalisme. Elle a ramené des images vraies sur ce rallye permanent qu'est la quête des organes, sur ce passage de témoin de la mort à la vie. Elle a su écouter les malades et rapporter, pudiquement, leurs angoisses et leurs espoirs. Et elle a su ce mot très beau : « La greffe, c'est une histoire à deux, une adoption. »

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; < film à éviter ; < On peut voir... » ; < Ne pas manquer » ; < Chef-d'œuvre ou classique. »

Vendredi 12 avril

TF 1

- 20.45 Variétés : Tous à la Une.
- 22.50 Magazine : Reportages. Urgence... urgence, de Henri Charbon, Jean-Claude Fontan, Alain Portal et Paul-Henry Devoir.
- 23.50 Sport : Boxe. Demi-finale du championnat de France (poids moyen) : Mone-Drif.
- 0.50 Au trot.
- 0.55 Journal, Météo et Bourse.

A 2

- 20.45 Divertissement : Balhazar.
- 22.00 Magazine : Caractères. L'Assiette anglaise. Avec Peter Ustinov (le Désinformateur), Joan Wyndham (Leçons d'amour), Bernard Meyer (la Vie quotidienne à Buckingham), François Rivière (l'Intégrale d'Agatha Christie), Hommage à Graham Greene.
- 23.20 Journal et Météo.
- 23.45 Cinéma : Assurance sur la mort. Film américain de Billy Wilder (1944) (v.o.).

FR 3

- 20.35 Magazine : Thalassa. La mer à boire, de Frédéric Hengue.
- 21.35 Feuilleton : L'Affaire Saint-Romans.
- 22.35 Journal et Météo.
- 22.55 Traverses. De Shanghai à Pékin, à la recherche du Q.I., documentaire de Yolande du Luart.
- 23.50 Magazine : Musicales.

CANAL PLUS

- 20.05 Sport : Football. Lille-Auxerre. 32^e journée du championnat de France en direct de Lille.
- 22.40 Flash d'informations.
- 22.45 Magazine : Exploits 2.
- 23.00 Cinéma : E.T. l'extra-terrestre. Film américain de Steven Spielberg (1982). Avec Henry Thomas, Dee Wallace, Peter Coyote.
- 0.50 Sport : Golf.

LA 5

- 20.50 Téléfilm : Une ombre au tableau.
- 22.30 Série : Capitaine Furillo.
- 23.20 Série : Hitchcock présente.

23.45 Magazine : Ciné Cinq.

0.00 Journal de la nuit.

M 6

- 20.35 Téléfilm : La Cauchemarde de Richard Beck.
- 22.15 Série : La Malédiction du loup-garou.
- 22.40 Magazine : Venus.
- 23.15 Magazine : La 6^e Dimension.
- 23.45 Capital.
- 0.00 Six minutes d'informations.
- 0.05 Musique : Live. La Mano Negra en concert.

LA SEPT

- 21.00 Feuilleton : Champagne Charlie.
- 22.40 Documentaire : Jean Rouch premier film 1947-1990.
- 23.05 Théâtre : Rosal.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives. Octave Mirbeau.
- 21.30 Musique : Black and blue. New-Orleans, troisième renaissance.
- 22.40 Les nuits magnétiques. Le regard des aveugles (4).
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Michel Portal et la ciné.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Symphonie n° 99 de mi béton majeur, de Haydn; Symphonie lyrique, pour soprano, baryton et orchestre op. 18, de Zemlinsky.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

Du lundi au vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANICK COJEAN et la collaboration de « Mondes »

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. Panama, base antidrogue, Bolivie, opération foudroyante.
- 13.50 La Une est à vous (et à 14.30, 16.10).
- 13.55 Série : Vivement lundi.
- 16.00 Tiercé-quotidien à Vincennes.
- 17.25 Divertissement : Mondo dingé.
- 17.55 Magazine : Trente millions d'amis.
- 18.25 Jeu : Une famille en or.
- 18.50 Série : Marc et Sophie.
- 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.50 Tirage du Loto.
- 20.00 Journal, Tiercé, Tapis vert, Météo et Loto.
- 20.45 Variétés : Surprises sur prise.
- 22.30 Magazine : Ushuaia.
- 23.30 Magazine : Formule sport.
- 0.20 Au trot.
- 0.25 Journal et Météo.
- 0.50 Variétés : Samedi après minuit.

A 2

- 13.40 Magazine : Objectif économie.
- 14.10 Magazine : Animalia.
- 15.05 Magazine : Sports passion. Cyclisme : escrime.
- 16.55 Club sandwich.
- 17.55 Jeu : Le Chevalier du labyrinthe.
- 18.25 Série : L'Apprenti.
- 18.50 INC.
- 18.55 Feuilleton : La Vallée en carton.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Téléfilm : Pas un sou de plus, pas un sou de moins (1^{re} partie).
- 22.25 Magazine : Bouillon de culture.

TF 1

- 12.53 Météo et Journal.
- 13.20 Série : Hooker.
- 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
- 15.10 Série : Agence tous risques.
- 16.00 Divertissement : Vidéo gag.
- 18.35 Disney Parade.
- 18.00 Magazine : Téléfoot.
- 18.55 Loto sportif.
- 19.05 Magazine : 7 sur 7.
- 20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.
- 20.45 Cinéma : Le Gaffeur.
- 22.20 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.30 Cinéma : La Raison d'Etat. Film français d'André Cayatte (1978).
- 0.10 Journal et Météo.
- 0.30 Théâtre : Deux sur la balance. Place de William Gibson.

A 2

- 13.00 Journal et Météo.
- 13.25 Sport : Cyclisme. Paris-Roubaix.
- 14.15 Dimanche Martin.
- 15.40 Sport : Cyclisme (suite).
- 17.15 Documentaire : L'Equipe Cousteau à la redécouverte du monde.
- 18.10 Magazine : Stade 2. Images et résultats de la semaine : Escrime : Equitation ; Hockey sur glace ; Automobile ; Basket-ball ; Omnisports.
- 19.30 Série : Maguy.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Téléfilm : Le Squale.
- 22.15 Edition : « Spécial Kurdes ».
- 23.15 Empreintes. Le pouvoir et les artisans d'art des dix-septième et dix-huitième siècles.
- 0.15 Journal et Météo.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Symphonie n° 99 de mi béton majeur, de Haydn; Symphonie lyrique, pour soprano, baryton et orchestre op. 18, de Zemlinsky.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

Du lundi au vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANICK COJEAN et la collaboration de « Mondes »

Invité : Bertrand Tavernier (cinquante ans de cinéma américain).

0.00 Journal et Météo.

0.20 Série : Médecins de nuit.

FR 3

- 14.00 Magazine : Rencontres.
- De 15.00 à 19.00 La SEPT — De 19.20 à 19.30, le journal de l'information.
- De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
- De 20.00 à 0.05 La SEPT — 0.05 Série rose : La Demi-mariage.
- 0.35 Magazine : L'Heure du golf.

CANAL PLUS

- 13.30 Téléfilm : Les Chevaux de l'évasion.
- 15.20 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.
- 16.05 Documentaire : La Caverne des salanganes.
- 16.35 Jeu : V.O.
- 17.05 Les Superstars du catch.
- En clair jusqu'à 20.25 — 18.00 Décoder pas Bunny.
- 19.05 Dessin animé : Les Simpson.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Top 50.
- 20.25 Téléfilm : Les Epoux ripoux.
- 22.00 Les Nuls... l'émission.
- 22.55 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Pourvus. Film italo-canadien de Tom Berry (1989).
- 0.30 Sport : Natation.
- 0.35 Sport : Golf.
- 2.00 Cinéma : Une autre femme. Film américain de Woody Allen (1988) (v.o.).

LA 5

- 13.30 Série : L'Enfer du devoir.
- 14.25 Série : La Loi de Los Angeles.
- 15.20 Série : Lou Grant.
- 16.15 Série : Solo, brigade des stupes.
- 17.10 Série : Le Retour de Mike Hammer.
- 18.15 Magazine : Intégral.
- 18.45 Jeu : La Ligne de chance.
- 19.25 Divertissement : Contes à dormir debout.
- 20.00 Journal des courses.
- 20.40 Divertissement : Grain de folie.
- 22.20 Débat : A boulets rouges. Thème : « Vers une maternité sans homme ».
- 0.00 Journal de la nuit.
- 0.10 Magazine : Intégral.

M 6

- 13.25 Série : Madame est servie.
- 13.55 Série : L'Homme invisible.
- 14.45 Série : Laramie.
- 15.35 Série : Les Espions.
- 16.30 Jeu : Hit hit hit hurra!
- 16.40 Série : Vegas.
- 17.35 Série : L'Homme de fer.
- 18.30 Série : Les Têtes brûlées.
- 19.20 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.35 Téléfilm : La Méaventure.
- 22.15 Téléfilm : Itinéraire d'un voyou.
- 0.05 Musique : Rapline.

LA SEPT

- 13.30 Téléfilm : L'Arbre mort.
- 15.00 Dynamo.

15.30 Documentaire : Jean Rouch premier film 1947-1990.

16.00 Documentaire : La Saga du Lloyd's.

D'Olivier Guillon.

17.00 Une leçon particulière de musique avec Kenneth Gilbert.

18.00 Mémorix.

19.00 Théâtre : Rosal. Pièce de Harold Pinter.

20.00 Le Dessous des cartes.

20.05 Histoire parallèle.

21.00 Documentaire : Non-lieux.

22.10 Documentaire : Par amour.

22.25 Soir 3.

22.40 Stéphane Grappelli, portrait révélé.

23.35 Danse : Codex.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait.

20.45 Dramatiques. Rencontre à Valladolid, de Gabrielle Mierchez, d'après Anthony Burgess, à 21.57, Une prophétie de bohémienne, nouvelle de Bram Stoker.

22.35 Musique : Opus.

0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Opéra (donné en février à Bruxelles) : Jenufa, opéra en trois actes, de Janáček, par le Chœur et l'Orchestre du Théâtre de l'Oratoire.

23.05 Poussières d'étoiles. Russes : Sonate n° 3 pour piano op. 41, de Rubinstein; Gidon Kremer et ses amis de Moscou. A 1.00, Symphonie en mi bémol op. 1, de Shostakovich.

Dimanche 14 avril

0.35 Série : Le Saint.

FR 3

- 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
- 13.30 Magazine : Musicales. Brains et le podéo.
- 14.30 Expression directe.
- 14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Automobile : Vingt-Quatre Heures du Mans; Equitation. La Pierre Menée : le chrono des cimes.
- 18.30 Amuse 3.
- 19.00 La 19-20.
- De 19.12 à 19.30, Mag Cnt.
- 20.05 Série : Benny Hill.
- 20.35 Divertissement : Un cactus dans le potage.
- 22.00 Magazine : La Divan. Invité : Dee Dee Bridgewater, chanteuse.
- 22.45 Cinéma : Le Diabolique. Docteur Mabuse. Film allemand de Fritz Lang (1961) (v.o.).
- 0.25 Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 14.00 Téléfilm : L'Amour maudit de Leisenbohl.
- 15.30 Documentaire : OVNI Tendre.
- 16.40 Divertissement : Les Simpson.
- 17.05 Les Nuls... l'émission.
- 18.00 Cinéma : Rendez-vous au tas de sable.
- En clair jusqu'à 20.40 — 19.35 Flash d'informations.
- 19.40 Ça cartoon.
- 20.30 Dis Jérôme...?
- 20.35 Magazine : L'Equipe du dimanche.
- 20.40 Cinéma : Contes de printemps. Film français d'Eric Rohmer (1989).

22.20 Flash d'informations.

22.30 L'Equipe du dimanche. Football : l'événement : golf ; Basket-ball américain.

LA 5

- 13.30 Série : L'Enfer du devoir.
- 14.25 Série : La Loi de Los Angeles.
- 15.20 Série : Lou Grant.
- 16.12 Série : Frog Show.
- 16.25 Tiercé à Autoute.
- 16.50 Documentaire : La Grande Saga des animaux.
- 17.20 Cirque.
- 18.25 Série : La Famille des collines.
- 19.15 Contes à dormir debout.
- 19.55 Journal.
- 20.10 Magazine : Dimanche 20 h 10 Elkabbach.
- 20.45 Journal des courses.
- 20.50 Cinéma : Les Mariés, les femmes, les amants. Film français de Pascal Thomas (1988).
- 22.45 Magazine : Reporters. L'homme qui voulait tuer de Gaulle : Gang de femmes.
- 23.40 Magazine : Top chrono.
- 0.30 Journal de la nuit.

M 6

- 13.25 Série : Madame est servie.
- 13.55 Série : La Famille Ramdam.
- 14.20 Variétés : Spécial Mylène Farmer.
- 16.00 Série : L'Ami des bêtes.
- 16.45 Série : Laredo.
- 17.40 Série : L'Homme de fer.
- 18.30 Série : Les Routes du paradis.
- 19.25 Magazine : Culture pub.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.30 Magazine : Sport 6.

20.35 Cinéma : Amigo... Mon colt a deux mots à te dire.

22.20 Capital.

22.30 Cinéma : Joy et Joan.

0.15 Magazine : Sport 6.

LA SEPT

- 13.30 Histoire parallèle.
- 14.15 Feuilleton : Champagne Charlie.
- 16.00 Réflexions faites. Carlo Ginzburg.
- 17.00 Chroniques de France.
- 18.00 Théâtre : La Savetière prodigieuse.
- 19.40 Béjart Ballet Lausanne, 1789... et nous.
- 20.00 Documentaire : La Lutte.
- 20.30 Cinéma : Vidus secas. Film brésilien de Nelson Pereira Dos Santos (1983).
- 22.10 Courts métrages.
- 22.35 Cinéma : Buisson ardent. Film français de Laurent Poirin (1987).
- 0.00 Courts métrages.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radio-phonique. La tête dans la lunette.
- 22.35 Musique : Le concert. Action acoustique pour deux rétroscopiques, baryton et orchestre, de Zimmermann.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Mezzo voce.
- 20.30 Concert Ma mère l'Oye, de Ravel; Symphonie n° 90 en ut majeur, de Haydn.
- 23.05 Poussières d'étoiles. I. Bellerophon, opéra en trois actes, de Mytilvecek. A 1.00, Cycle acoustique : Papaloni, d'Alvarez; Grand bruit, de Zanesi.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 11 avril :

DES ARRÊTÉS

— Du 3 avril 1991 modifiant l'arrêté du 11 mai 1990 portant suspension de la fabrication, de l'importation, de la mise sur le marché et ordonnant le retrait du L. Tryptophane et des produits contenant du L. Tryptophane ajouté.

— Du 22 mars 1991 modifiant l'arrêté du 5 mai 1988 relatif à la fixation des temps de séjour des professeurs enseignant à l'étranger.

— Du 28 mars 1991 portant création d'une zone dangereuse à Verdon (Eure).

سكزايش الاصل

M. Henri Nallet annonce deux réformes visant à renforcer l'indépendance des magistrats

Le ministre de la justice, M. Henri Nallet, a confirmé jeudi 11 avril, au cours de l'émission « Le point sur la table », animée par Anne Sinclair, qu'il allait « dans quelques semaines » proposer une réforme destinée à mieux garantir l'indépendance des magistrats.

Ce projet n'est pas une nouveauté, puisqu'il a été communiqué le 22 mars aux organisations syndicales avec lesquelles, pendant plusieurs semaines, des discussions ardues s'étaient déroulées : le Syndicat de la magistrature s'était ainsi retiré des négociations estimant que le cadre de réforme proposé était largement insuffisant (le Monde du 23 mars).

Le schéma retenu par M. Nallet, après avoir été arbitré à Matignon

et à l'Elysée, repose sur deux projets de loi :

• Un projet de loi organique réformant le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) : pour la première fois depuis 1958, on toucherait à cette institution, clé de voûte du système judiciaire français. Organe disciplinaire des magistrats du siège, le CSM est chargé de nommer les hauts magistrats de la Cour de cassation et les premiers présidents de cour d'appel. Il donne aussi son avis sur les quel- que mille nominations et mutations des magistrats du siège décidées chaque année. Présidé par le président de la République, qui en nomme tous les membres, le CSM est en prise directe avec l'exécutif, ce qui, aux yeux de tous les observateurs du monde judiciaire, ne paraît sans doute pas le meilleur moyen de garantir l'indépendance des magistrats.

C'était d'ailleurs bien l'opinion de M. François Mitterrand, qui, lorsqu'il était candidat à la présidence de la République en 1981, s'était engagé à la réformer par la voie constitutionnelle. C'est une réforme bien moins ambitieuse qui a été mise au point par le biais d'un projet de loi organique. Cette procédure évite les aléas d'une réforme constitutionnelle, dont on a vu, avec le projet avorté de réforme de la saisine du Conseil constitutionnel, qu'il n'était pas viable dès lors qu'il est impossible de mettre d'accord l'Assemblée nationale et le Sénat sur un texte qui devrait être voté en termes identiques.

Cette impossibilité réelle, mais qui en vérité arrange tout le monde, empêche une réforme ambitieuse. Le projet Nallet se contente de prévoir une légère modification de la nomination des membres du CSM : deux d'entre eux — un magistrat de cour d'appel et un magistrat de tribunal de grande instance — devant être issus d'une liste de six noms présentée par la commission d'avancement, où sont représentés les organisations syndicales des magistrats.

Une crise de moyens

D'autre part, l'avis donné par le CSM aux propositions du ministre de la justice sur les nominations de magistrats devrait obligatoirement être « conforme », c'est-à-dire suivi. Enfin, le CSM devrait disposer de possibilités d'enquête et être consulté sur tout projet touchant à l'organisation de la justice, alors qu'il ne pouvait jusqu'ici agir qu'une fois saisi par le chef de l'Etat en cas d'atteinte à l'indépendance des juges.

• Un projet de loi organique réformant le statut des magistrats : il consacrerait la séparation du grade et de l'emploi dans les échelons les

moins élevés. L'idée est de permettre aux magistrats de conserver les fonctions qui les intéressent sans pour autant bloquer leur avancement. La transparence sur les projets de nominations sera développée. On ne touchera pas au statut du parquet, mais une commission consultative du parquet émettra un avis sur les nominations de ses membres, à l'exclusion des procureurs généraux et des procureurs de la République. Les garanties liées aux procédures disciplinaires seront modifiées et les dossiers personnels des magistrats modifiés, pour les rapprocher de ceux de la fonction publique.

Si aujourd'hui d'autres propositions de réforme du CSM ont été faites lors du débat de censure — telles celles avancées par MM. Georges Chavanes (UDC), Alain Madelin (UDF) ou Georges Hage (PCF) — qui visent toutes à modifier le mode de désignation de ses membres, aucune ne paraît réalisable en l'état des forces politiques, à moins de déclencher l'artillerie lourde de la réforme constitutionnelle, et chacun le sait même s'il foin de s'affranchir de cette contrainte.

Reste que la crise de la magistrature ne peut trouver d'apaisement par les seules réformes du CSM ou du statut, plus souvent critiquées sur un mode incantatoire que réaliste. M. Nallet n'a pas manqué de rappeler qu'il s'agit aussi d'une crise de moyens, qu'il s'efforce, autant que faire se peut, de résoudre.

Il s'agit aussi d'une crise de la procédure pénale, sur laquelle M. Badinter, puis M. Chandon se sont tour à tour cassés les dents. Au cœur de chaque « affaire », qu'elle ait ou non une connotation politique, se trouvent les pouvoirs — et les errements — des juges d'instruction, de l'affaire Villemin à celle des cliniques de Marseille ou des fausses factures destinées à financer les partis politiques. Qu'ils soient obscurs ou largement débattus sur la place publique, ces dossiers, inlassablement, posent la question des pouvoirs et des responsabilités des magistrats instructeurs. Il faudra bien un jour en passer par une réforme sérieuse de l'instruction, qui n'intéressera pas seulement les juges, mais aussi les justiciables.

AGATHE LOGEART

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Emballages

HIER, je vais faire des courses dans le quartier. En grimpaant mes cinq étages, — l'ascenseur est en panne, L...urellement, — j'ahane, les mains scées sous le poids de deux énormes sacs, aux-mêmes bourrés de sacs plus petits dans lesquels on a fourré des sacs plus petits encore. Je me coline tout ça dans la cuisine. Je déballe. Et je me retrouve plongée jusqu'aux genoux dans des vagues de plastique devant des rangées de boîtes, de paquets et de flocons.

Papier épais, papier glacé, papier brillant, papier d'argent, papier doré, papier-carton, emballages réclament qui donnent irrésistiblement envie d'acheter et puis d'ouvrir pour voir ce qu'il y a dedans. Rien. Du vide. Ou alors d'autres emballages gigognes où se cachent, sous une notice, un tube de pâte dentifrice ou encore une douzaine de biscuits rangés par trois dans des coupelles qui prennent toute la place. La lessive ? Elle n'en occupe que la moitié. Les sucreries, les pâtes, les soupes en sachet, pareil.

Et les médicaments, je vous raconte pas ! Ils se dissimulent, trente comprimés minuscules, au fond d'un tube protégé par un étui tapissé d'un mode d'emploi. Ils s'étalent, cachet par cachet, sur une plaquette à dix trous, prisonnière, isolée dans le quartier de haute sécurité d'une autre boîte qui ira grossir la montagne de six cent vingt kilos d'ordures ménagères recrachées, chaque année, par chacun de nous.

Ce matin, à la cafétéria, j'en parle, indignée, à mon amie Josée : Ras le bol de monter mes sacs à provision pour les redescendre aussi sec dans mes sacs-poubelle !

— Combien ça t'en fait ?
— Deux, facile.
— Plains-toi ! D'ici peu t'en auras un réservé au verre, un autre au plastique et le troisième aux papiers, aux cartons, aux packs et aux briques qu'il faudra découper en petits morceaux.
— Tu rigoles, ou quoi ? Ça va me bousiller mes ciseaux, mon couteau-scie et même ma tronçonneuse électrique.
— Si tu préfères y laisser ton bridge !

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats
Europe : « Les propositions du Danemark », par Uffe Ellemann-Jensen ; « Quelle démocratie chrétienne ? », par Nicole Fontaine ; « In memoriam », par Patrice de Charette 2

Tension
chez les conservateurs britanniques
Les partisans de M. Thatcher reprochent à M. Major son indécision 4

La situation
en Afrique du Sud
Le gouvernement juge les négociations « évitables » 7

Le rejet de la motion
de censure
M. Rocard lance un appel à la dignité du débat politique 8

Le conseil national du RPR
M. Juppé va tirer bénéfice de l'accord avec l'UDF 9

Journal d'un amateur
« Impression », par Philippe Boucher 9

Marée noire
La catastrophe au large de Livourne a été suivie de l'explosion d'un pétrolier 10

Fregoli à Chailiot
Un spectacle brillant avec Bernard Haller, égal à son modèle 12

Canal J renonce
au satellite
La chaîne pour enfants limitera sa diffusion au réseau câblé 14

SECTION B

SANS VISA

• Philadelphie, les Etats-Unis à la source • Coup d'œil : l'après-Cendrars • Giverny, cimaises d'Amérique • Table : les flammes 17 à 24

SECTION C

Les raffineurs français
ont fait des bénéfices en 1990
Premiers gains après dix ans de pertes 25

La réforme
de la Bundesbank
Le président Karl Otto Pöhl désarmé par les Länder 25

Services

Abonnements 2
Annonces classées 27
Carnet 30
Jeux 22
Loto, Loto sportif, Tac-o-tac 31
Marchés financiers 28-29
Météorologie 30
Philatélie 30
Radio-Télévision 31
Spectacles 16

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 12 avril 1991 a été tiré à 519 838 exemplaires.

L'affaire Urbatechnic Rejet de la demande de dommages et intérêts de trois juges du Mans

Statuant en référé, M. Robert Diet, président du tribunal de grande instance de Paris, a déclaré irrecevable, jeudi 11 avril, la demande de dommages et intérêts présentée par les trois juges du Mans (le Monde du 12 avril).

La société Urbatechnic, qui avait assigné les trois magistrats en référé afin d'obtenir la restitution des dossiers saisis dimanche, s'était désistée à l'audience. Les juges d'instruction avaient alors

demandé chacun 10 000 francs de dommages-intérêts pour « procédure abusive ». M. Robert Diet a estimé que le désistement d'Urbatechnic avait mis fin à l'instance et que la demande des magistrats n'était donc plus recevable.

Le dossier du juge Jean-Pierre est désormais entre les mains de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers, saisie mardi par le procureur de la République de Maas, M. Henri Bertrou. Elle devait statuer vendredi 19 avril sur la régularité de la procédure suivie par le juge Jean-Pierre.

La BNP
et la Dresdner Bank envisagent un accord de prise de participation croisée

La publication, au cours de la semaine dernière, du décret gouvernemental assouplissant les règles du « ni-ni » révèle les projets de coopération entre les banques françaises nationalisées et leurs homologues d'outre-Rhin.

La Dresdner Bank, deuxième banque allemande, et la Banque nationale de Paris sont en train de préparer un accord de coopération global. L'annonce a été faite vendredi 12 avril par M. Wolfgang Roeder, président du directoire de la Dresdner Bank, lors de la traditionnelle conférence de bilan de l'établissement.

Cet accord, a-t-il précisé, concerne « toute la palette des produits bancaires » et devrait prévoir une prise de participation croisée entre les deux groupes.

Il y a deux jours, la Commerzbank, troisième banque commerciale allemande, confirmait les bruits courant sur un échange de participations entre son groupe et le Crédit lyonnais (le Monde du 12 avril).

(Publicité)
Métros Saint-Sébastien et Duroc, aux Entrepôts du Marais :

pantalon flanelle 189^F doublé
et 257^F en serge ; les hommes ont intérêt à fréquenter ces champions du prêt-à-porter de luxe qui proposent aussi une veste pure laine Woolmark à 525^F, en laine et cachemire à 695^F. Costume tissu Nolet à partir de 890^F (ils en ont aussi en Dormeuil), smoking laine mohair 1.385^F. Rayon spécial grands et forts jusqu'à 62. Deux boutiques : 3, rue du Port-aux-Choux (9^e) et 112, rue du Cherche-Midi (6^e). De 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

TURQUIE
Ankara annonce la libération prochaine de 43 000 détenus

Plus de 43 000 détenus seront libérés en application d'une loi adoptée vendredi 12 avril et qui abroge les articles du code pénal réprimant le délit d'opinion, a déclaré à Diyarbakir (Sud-Est) le premier ministre turc Yildirim Akbulut, cité par l'agence semi-officielle Anatolie. — (AFP)

HONGRIE : décès de Denes Csengey, l'un des fondateurs du Forum démocratique. — L'un des fondateurs du Forum démocratique hongrois (MDF), M. Denes Csengey, âgé de trente-huit ans, a été retrouvé mort, jeudi 11 avril, dans son appartement. Ervin, Denes Csengey, l'un des plus célèbres opposants au régime communiste, appartenait à l'aile populaire et nationaliste du MDF, principale composante de la coalition gouvernementale ; il était député. — (AFP)

TUNISIE : expulsion du correspondant de Reuters. — Le gouvernement a ordonné l'expulsion de Jonathan Wright, directeur de la rédaction de Reuters en Afrique du Nord depuis juillet 1988. Celui-ci a quatre jours pour quitter le pays. Cette mesure fait suite à la diffusion d'une dépêche dans laquelle il évoquait, citant un rapport d'Amnesty International, la généralisation de la torture par la police dans le cadre de la lutte contre les islamistes. — (Reuters)

La préparation
des élections régionales
Le PS veut discuter avec le PCF et France unie

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni jeudi 11 avril, a décidé d'engager les discussions avec ses partenaires de la majorité présidentielle — le Parti communiste et France unie, principalement — sur le mode de scrutin des élections régionales et sur leur préparation.

La décision de principe de ces conversations avait été prise lors de la convention nationale de Cachan, les 6 et 7 avril. Les socialistes espèrent obtenir des communistes, aujourd'hui opposés à la réforme du scrutin régional, qu'ils laissent passer au Parlement, en échange d'accords sur les fusions de listes entre les deux tours des élections prévues pour le mois de mars 1992.

Le seuil nécessaire pour qu'une liste soit admise à fusionner avec une autre pourrait être abaissé au-dessous de 5 % des suffrages exprimés, niveau prévu dans le projet initial.

Les dirigeants du PS ont décidé d'autre part de mettre en place onze groupes de travail sur le « projet socialiste pour l'an 2000 » et d'organiser « quatre réunions décentralisées de préparation » de ce projet, a indiqué M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole.

Y. Guillauma
La presse en France

REPÈRES

A. Mattelart
La publicité

REPÈRES

A. Le Diberder
et N. Coste-Cerdan
La télévision

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres
LA DÉCOUVERTE

M. Jean-Marie Le Pen
invité du « Grand Jury
RTL-le Monde

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 14 avril, de 18 h 30 à 19 h 30.

Le député européen d'extrême droite répondra aux questions d'André Passeron et d'Olivier Biffaud, du Monde, et de Paul Joly et d'Isabelle Torre, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazarolle.

DAVID SHIFF

1995^F
LE COSTUME EN SUPER 100

La plus vaste et belle collection de costumes, tailleurs, vestes et pantalons en SUPER 100 signée par les plus grandes marques.

13 RUE ROYALE PARIS 8^e
4 RUE MARBEUF PARIS 8^e

MODE : AH, SI VOUS POUVIEZ
DEPENSER 150 F !

► En échange de 150 F, vous pourriez vous offrir par exemple ces métrages : 2 fois 2,50 m de tissus ravissants à 30 F le mètre, donc 2 robes d'été...
► Et tout est à l'avant : excitant, nouveau, libre, élégant.
► Oubliez enfin la contrainte des prix, la préférence des boutiques, etc. !
Et venez rencontrer

« La Mode-Liberté »
depuis 30 F le mètre

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

CIRCUIT LES 2 MONGOLIES
DE OULAN BATOR A PEKIN

22 jours pension complète 23900 F

la Mongolie a enfin une agence :
AIR SUD DÉCOUVERTES 105, rue Monge 75005 PARIS
Tél. : (1) 43 37 85 90 - Minitel 3615 code ASD

